N. 36

SEANCE DE L'APRES-MIDI — NAMIDDAGVERGADERING

PRESIDENCE DE M. SWAELEN, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 40 m.
De vergadering wordt geopend om 14 h 40 m.

CONGES — VERLOF

MM. Van Thillo, pour devoirs professionnels, et Laverge, en mission à l'étranger, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Van Thillo, wegens ambtsplichten, en Laverge, met opdracht in het buitenland.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

PETITIONS — VERZOEKSCRIFTEN

M. le Président. — Par pétition établie à Bruxelles, M. Werner De Bus et 730 co-signataires, groupés au sein du Rassemblement pour le droit à l'habitat, protestent contre le projet de loi modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives aux baux à loyer et demandent que le droit à l'habitat soit inscrit dans la Constitution.

Bij verzoekschrift uit Brussel protesteren de heer Werner De Bus en 730 mede-ondertekenaars, verenigd in de Bond voor het recht op wonen, tegen het ontwerp van wet houdende wijziging en aanvulling van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek inzake huishuur en vragen dat het recht op wonen zou worden opgenomen in de Grondwet.

— Dépôt au bureau.

Ter inzage op het bureau.

PROJET DE LOI RELATIF A LA RESPONSABILITE DU FAIT DES PRODUITS DEFECTUEUX

Discussion générale et vote des articles

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE AAN- SPRAKELIJKHEID VOOR PRODUCTEN MET GEBREKEN

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi relatif à la responsabilité du fait des produits défectueux.

Wij vatten de bespreking aan van het ontwerp van wet betreffende de aansprakelijkheid voor produkten met gebreken.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

M. Henrion, rapporteur, se réfère à son rapport.

La parole est à M. Wathelet, Vice-Premier ministre.

M. Wathelet, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes. — Monsieur le Président, je voudrais apporter une petite précision à propos du rapport de M. Henrion, que je tiens à remercier pour la rapidité avec laquelle il a travaillé. En effet, une petite erreur figure dans ce document, erreur due non pas au rapporteur, mais aux déclarations du ministre. A la page 6, M. Henrion a fidèlement rapporté mes propos selon lesquels l'Allemagne n'avait pas utilisé le plafond d'indemnité, sauf pour sa législation sur les produits pharmaceutiques. Au contraire, je tiens à préciser qu'en réalité l'Allemagne a retenu la technique du plafond d'indemnité pour l'ensemble des produits. Donc, la restriction que j'avais émise ne vaut pas.

M. le Président. — Je vous remercie, monsieur le ministre, pour cette précision. Je signale aussi qu'à la page 9 du texte s'est glissée une erreur de traduction. Ainsi, dans le texte néerlandais, il convient de lire: « Het gevolg daarvan is dat een ziekenfonds bijvoorbeeld een vordering kan instellen tegen de producent, zelfs indien de gelaedeerde dat heeft nagelagen. »

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, comme c'est le cas pour beaucoup d'autres directives européennes, la directive du 25 juillet 1985 en matière de responsabilité du fait des produits défectueux sera transposée dans le droit belge avec beaucoup de retard.

Dans le cas présent, il faut avouer qu'on ne peut incriminer ni les Régions ni les Communautés, la responsabilité de ce retard de transposition incombant au gouvernement central.

Je rappelle que nos collègues de la Chambre ont voté contre ce projet et je tiens à expliquer ce fait. Un certain nombre d'excellents amendements avaient été déposés; je pense en particulier à l'introduction d'un plafond de 3,2 milliards de francs; à une liste dans le temps de la possibilité d'action, plus restrictive que celle figurant dans le projet de loi et créant, par conséquent, plus de sécurité juridique; à la suppression du dommage moral qui, dans ce cas-ci, n'a aucune raison d'être puisqu'il s'agit d'une responsa-

bilité objective, c'est-à-dire sans faute, dans le chef de celui qui occasionne le dommage. Toujours à la Chambre, un débat est intervenu sur la différence entre mise en circulation et mise en vente.

Si nos collègues de la Chambre ont rejeté ce projet de loi, c'était probablement qu'ils étaient quelque peu frustrés par le refus du gouvernement d'accepter ces très bons amendements.

Cependant, si la bouteille est à moitié vide, on peut considérer aussi qu'elle est à moitié pleine. Le projet contient un certain nombre de bonnes choses que le rapporteur, M. Henrion, a relevées dans son excellent travail.

Je tiens en particulier à mentionner que n'est pas assujéti à la législation le risque de développement. C'était un des grands dangers qui menacent les entreprises et l'industrie en général. Il est clair que, dans ce cas, ce risque s'appliquant à des éléments totalement inconnus à l'heure actuelle, et qui peuvent le rester pendant de nombreuses années, cela aurait entraîné des assurances très élevées qui auraient grevé les coûts des produits et frappé, par conséquent, les consommateurs.

Nous sommes aussi relativement satisfaits de constater que les matières premières agricoles ne sont pas assujétées. En effet, les agriculteurs constituent une catégorie sociale qui est de plus en plus affectée par l'évolution de ces prix et dont les perspectives d'avenir sont assez dramatiques.

Une prescription de dix ans pour l'ensemble du risque et une prescription de trois ans pour une victime qui ne porterait pas plainte dans ce délai sont conformes à notre droit.

Nous acceptons également l'absence de plafond, conforme à notre droit, sauf dans le seul domaine des assurances nucléaires où une disposition spéciale a été adoptée.

Nous estimons, par conséquent, que dans son ensemble, ce projet présente certains aspects positifs, même si d'autres le sont moins, ce qui a justifié le vote négatif de nos collègues de la Chambre.

Tout en regrettant le rejet des amendements de nos collègues de la Chambre, notre groupe se penchera donc avec objectivité sur le projet et décidera, avant la séance de demain, dans quel sens il se prononcera à son égard. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Wathelet, Vice-Premier ministre.

M. Wathelet, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes. — Monsieur le Président, je ne crois pas devoir ajouter quoi que ce soit à la discussion qui a eu lieu d'abord à la Chambre et ensuite en commission du Sénat.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close, et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt in de algemene beraadslaging verklaar ik ze voor gesloten en bespreken wij de artikelen van het ontwerp van wet.

Artikel één luidt:

Artikel 1. De producent is aansprakelijk voor de schade veroorzaakt door een gebrek in zijn produkt.

Article 1^{er}. Le producteur est responsable du dommage causé par un défaut de son produit.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2. Onder «produkt» wordt, in de zin van deze wet, verstaan elk lichamelijk roerend goed, ook indien het een bestanddeel vormt van een ander roerend of onroerend goed, of indien het door bestemming onroerend is geworden.

Onder produkt wordt in de zin van deze wet ook elektriciteit verstaan.

De produkten van de landbouw, van de veefokkerij, van de jacht en van de visserij vallen evenwel buiten de werkingsfeer van deze wet, tenzij ze een eerste bewerking of verwerking hebben ondergaan.

Art. 2. Au sens de la présente loi, on entend par « produit » tout bien meuble corporel, même incorporé à un autre bien meuble ou immeuble, ou devenu immeuble par destination.

L'électricité est également un produit au sens de la présente loi.

Les produits de l'agriculture, de l'élevage, de la chasse et de la pêche sont cependant exclus de l'application de la présente loi, à moins qu'il n'aient subi une première transformation.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. Onder «producent» wordt in de zin van deze wet verstaan de fabrikant van een eindprodukt, de fabrikant van een onderdeel van een eindprodukt, de fabrikant of de producent van een grondstof, alsmede een ieder die zich als fabrikant of producent aandient door zijn naam, zijn merk of een ander herkenningsteken op het produkt aan te brengen.

Art. 3. Au sens de la présente loi, on entend par « producteur » le fabricant d'un produit fini, le fabricant d'une partie composante d'un produit fini ou le producteur d'une matière première, et toute personne qui se présente comme fabricant ou producteur en apposant sur le produit son nom, sa marque ou un autre signe distinctif.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 4. § 1. Onverminderd de aansprakelijkheid van de producent, wordt een ieder die, in het kader van zijn economische werkzaamheden, een produkt in de Europese Gemeenschap invoert, met het oogmerk het te verkopen of het gebruik ervan aan derden over te dragen in de zin van deze wet als producent beschouwd; zijn aansprakelijkheid is dezelfde als die van de producent.

§ 2. De leverancier van het produkt dat de schade heeft veroorzaakt, wordt als producent beschouwd wanneer:

1^o Ingeval het produkt vervaardigd is op het grondgebied van een lidstaat van de Europese Gemeenschap, niet kan worden vastgesteld wie de producent van het produkt is, tenzij de leverancier binnen een redelijke termijn aan het slachtoffer de identiteit meedeelt van de producent of van degene die hem het produkt heeft geleverd;

2^o Ingeval het produkt ingevoerd is in de Europese Gemeenschap, niet kan worden vastgesteld wie de invoerder van het produkt is, ook al is de naam van de producent aangegeven, tenzij de leverancier binnen een redelijke termijn aan het slachtoffer de identiteit meedeelt van de invoerder of van degene die hem het produkt heeft geleverd.

Art. 4. § 1^{er}. Sans préjudice de la responsabilité du producteur, toute personne qui, dans le cadre de son activité économique, importe dans la Communauté européenne un produit dans le but de le vendre ou d'en transférer l'usage à un tiers, est considérée comme producteur de celui-ci au sens de la présente loi et est responsable au même titre que le producteur.

§ 2. Le fournisseur du produit ayant causé le dommage est considéré comme producteur lorsque:

1^o Dans le cas d'un produit fabriqué sur le territoire d'un Etat membre de la Communauté européenne, le producteur ne peut être identifié, à moins que le fournisseur n'indique à la victime, dans un délai raisonnable, l'identité du producteur ou de celui qui lui a fourni le produit;

2^o Dans le cas d'un produit importé dans la Communauté européenne, l'importateur ne peut être identifié même si le nom du producteur est indiqué, à moins que le fournisseur n'indique à la victime, dans un délai raisonnable, l'identité de l'importateur ou de celui qui lui a fourni le produit.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 5. In de zin van deze wet is een produkt gebrekking wanneer het niet de veiligheid biedt die men gerechtigd is te verwachten, alle omstandigheden in aanmerking genomen, met name:

- a) De presentatie van het produkt;
 - b) Het normaal of redelijkerwijze voorzienbaar gebruik van het produkt;
 - c) Het tijdstip waarop het produkt in het verkeer is gebracht.
- Een produkt mag niet als gebrekkig worden beschouwd uitsluitend omdat er nadien een beter produkt in het verkeer is gebracht.

Art. 5. Au sens de la présente loi, un produit est défectueux lorsqu'il n'offre pas la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre compte tenu de toutes les circonstances et notamment :

- a) De la présentation du produit;
- b) De l'usage normal ou raisonnablement prévisible du produit;
- c) Du moment auquel le produit a été mis en circulation.

Un produit ne peut être considéré comme défectueux par le seul fait qu'un produit plus perfectionné a été mis en circulation ultérieurement.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 6. Onder « in het verkeer brengen » wordt, in de zin van deze wet, verstaan de eerste daad waaruit de bedoeling van de producent blijkt om aan het produkt de bestemming te verlenen die hij aan dat produkt geeft door overdracht aan derden of door gebruik ten behoeve van laatstgenoemden.

Art. 6. Au sens de la présente loi, on entend par « mise en circulation » le premier acte matérialisant l'intention du producteur de donner au produit l'affectation à laquelle il le destine par transfert à un tiers ou utilisation au profit de celui-ci.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 7. Het bewijs van de schade, van het gebrek en van het oorzakelijk verband tussen het gebrek en de schade moet door de benadeelde worden geleverd.

Art. 7. La preuve du défaut, du dommage et du lien de causalité entre le défaut et le dommage incombe à la personne lésée.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 8. De producent is uit hoofde van deze wet aansprakelijk, tenzij hij bewijst :

- a) Dat hij het produkt niet in het verkeer heeft gebracht;
- b) Dat het, gelet op de omstandigheden, aannemelijk is dat het gebrek dat de schade heeft veroorzaakt, niet bestond op het tijdstip waarop hij het produkt in het verkeer heeft gebracht, dan wel dat het gebrek later is ontstaan;
- c) Dat het produkt noch voor de verkoop of voor enige andere vorm van verspreiding met een economisch doel van de producent is vervaardigd, noch vervaardigd of verspreid is het kader van de uitoefening van zijn beroep;
- d) Dat het gebrek een gevolg is van het feit dat het produkt in overeenstemming is met dwingende overheidsvoorschriften;
- e) Dat het op grond van de stand van de wetenschappelijke en technische kennis op het tijdstip waarop hij het produkt in het verkeer bracht, onmogelijk was het bestaan van het gebrek te ontdekken;
- f) Dat, wat de producent van een onderdeel of de producent van een grondstof betreft, het gebrek te wijten is aan het ontwerp van het produkt waarvan het onderdeel of de grondstof een bestanddeel vormt, dan wel aan de onderrichtingen die door de producent van dat produkt zijn verstrekt.

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1990-1991
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1990-1991

Art. 8. Le producteur n'est pas responsable en application de la présente loi s'il prouve :

- a) Qu'il n'avait pas mis le produit en circulation;
- b) Que, compte tenu des circonstances, il y a lieu d'estimer que le défaut ayant causé le dommage n'existait pas au moment où le produit a été mis en circulation par lui ou que ce défaut est né postérieurement;
- c) Que le produit n'a été ni fabriqué pour la vente ou pour toute autre forme de distribution dans un but économique du producteur, ni fabriqué ou distribué dans le cadre de son activité professionnelle;
- d) Que le défaut est dû à la conformité du produit avec des règles impératives émanant des pouvoirs publics;
- e) Que l'état des connaissances scientifiques et techniques au moment de la mise en circulation du produit par lui ne permettait pas de déceler l'existence du défaut;
- f) S'agissant du producteur d'une partie composante ou du producteur d'une matière première, que le défaut est imputable à la conception du produit dans lequel la partie composante ou la matière première a été incorporée ou aux instructions données par le producteur de ce produit.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 9. Indien uit hoofde van deze wet verscheidene personen aansprakelijk zijn voor dezelfde schade, is elk van hen, onverminderd het regresrecht, hoofdelijk aansprakelijk.

Art. 9. Lorsque plusieurs personnes sont, en application de la présente loi, responsables du même dommage, leur responsabilité est solidaire, sans préjudice des droits de recours.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 10. § 1. De aansprakelijkheid van de producent kan ten aanzien van het slachtoffer niet worden uitgesloten of beperkt bij overeenkomst.

§ 2. Zij kan worden uitgesloten of beperkt wanneer de schade wordt veroorzaakt, zowel door een gebrek in het produkt, als door schuld van het slachtoffer of van een persoon voor wie het slachtoffer verantwoordelijk is.

Onverminderd het regresrecht, wordt de aansprakelijkheid ten aanzien van het slachtoffer niet uitgesloten of beperkt wanneer de schade wordt veroorzaakt, zowel door een gebrek in het produkt, als door toedoen van derden.

Art. 10. § 1^{er}. La responsabilité du producteur ne peut être limitée ou écartée à l'égard de la victime par une clause limitative ou exonératoire de responsabilité.

§ 2. Elle peut être limitée ou écartée lorsque le dommage est causé conjointement par un défaut du produit et par la faute de la victime ou d'une personne dont la victime est responsable.

Sans préjudice des droits de recours, elle n'est pas limitée ou écartée à l'égard de la victime lorsque le dommage est causé conjointement par un défaut du produit et par l'intervention d'un tiers.

— Aangenomen.
Adopté.

Art. 11. § 1. De schadeloosstelling die uit hoofde van deze wet kan worden bekomen, dekt de schade toegebracht aan personen, met inbegrip van morele schade en, onder voorbehoud van de hiernavolgende bepalingen, de schade toegebracht aan goederen.

§ 2. Schade toegebracht aan goederen levert alleen grond tot schadeloosstelling op indien de goederen gewoonlijk bestemd zijn voor gebruik of verbruik in de privésfeer en door het slachtoffer hoofdzakelijk zijn gebruikt voor gebruik of verbruik in de privé-sfeer.

Schade toegebracht aan het gebrekkig produkt levert geen grond tot schadeloosstelling op.

Schadeloosstelling voor schade toegebracht aan goederen is slechts verschuldigd onder aftrek van een franchise van 22 500 frank.

§ 3. De Koning kan het in paragraaf 2 bepaalde bedrag wijzigen teneinde het in overeenstemming te brengen met de besluiten die de Raad heeft vastgesteld met toepassing van artikel 18.2, van de richtlijn 85/374/EEG van 25 juli 1985 betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen der lidstaten inzake de aansprakelijkheid voor produkten met gebreken.

Art. 11. § 1^{er}. L'indemnisation qui peut être obtenue en application de la présente loi couvre les dommages causés aux personnes, y compris les dommages moraux et, sous réserve des dispositions qui suivent, les dommages causés aux biens.

§ 2. Les dommages causés aux biens ne donnent lieu à indemnisation que s'ils concernent des biens qui sont d'un type normalement destiné à l'usage ou à la consommation privés et ont été utilisés par la victime principalement pour son usage ou sa consommation privés.

Les dommages causés au produit défectueux lui-même ne donnent pas lieu à indemnisation.

L'indemnisation des dommages causés aux biens n'est due que sous déduction d'une franchise de 22 500 francs.

§ 3. Le Roi peut modifier le montant prévu au paragraphe 2 afin de le rendre conforme aux décisions prises par le Conseil, en application de l'article 18.2, de la directive 85/374/CEE du 25 juillet 1985 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres en matière de responsabilité du fait des produits défectueux.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 12. § 1. Het recht van het slachtoffer om van de producent schadevergoeding te bekomen uit hoofde van deze wet vervalt na een termijn van tien jaar, te rekenen van de dag waarop deze het produkt in het verkeer heeft gebracht, tenzij het slachtoffer gedurende die periode op grond van deze wet een gerechtelijke procedure heeft ingesteld.

§ 2. De rechtsvordering ingesteld op grond van deze wet verjaart door verloop van drie jaar, te rekenen van de dag waarop de eiser kennis kreeg van de schade, het gebrek en de identiteit van de producent, ofwel te rekenen van de dag waarop hij er redelijkerwijs kennis van had moeten krijgen.

De bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende schorsing en stuiting van de verjaring zijn op de rechtsvorderingen van toepassing.

Art. 12. § 1^{er}. Le droit de la victime d'obtenir du producteur la réparation de son dommage sur le fondement de la présente loi s'éteint à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la date à laquelle celui-ci a mis le produit en circulation, à moins que durant cette période la victime n'ait engagé une procédure judiciaire fondée sur la présente loi.

§ 2. L'action fondée sur la présente loi se prescrit par trois ans à compter du jour où le demandeur a eu connaissance du dommage, du défaut et de l'identité du producteur, ou à compter du jour où il aurait dû raisonnablement en avoir connaissance.

Les dispositions du Code civil relatives à l'interruption et à la suspension de la prescription sont applicables à cette action.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 13. Deze wet laat de rechten die het slachtoffer ontleent aan het recht inzake contractuele of buitencontractuele aansprakelijkheid onverlet.

Art. 13. La présente loi ne porte pas préjudice aux droits dont la victime peut se prévaloir par ailleurs au titre du droit de la responsabilité contractuelle ou extra-contractuelle.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 14. Uitkeringsgerechtigden uit hoofde van een regeling inzake sociale zekerheid, arbeidsongevallenvergoeding of beroepsziektenverzekering blijven, ook met betrekking tot schadeloosstelling voor schade die door deze wet wordt gedekt, onderworpen aan de wettelijke bepalingen betreffende bedoelde regeling.

In zoverre de schade niet wordt vergoed uit hoofde van een regeling bedoeld in het eerste lid, hebben die uitkeringsgerechtigden het recht, op grond van deze wet, schadevergoeding te vorderen, mits zij tegen de aansprakelijke persoon een vordering naar gemeen recht kunnen instellen.

De personen of instellingen die, op grond van de in het eerste lid genoemde regelingen, uitkeringen hebben gedaan aan hen die schade hebben geleden welke door deze wet wordt gedekt, of aan hun rechtverkrijgenden, kunnen overeenkomstig deze wet tegen de producent het regresrecht uitoefenen dat hun door die regelingen wordt toegekend.

Art. 14. Les bénéficiaires d'un régime de sécurité sociale ou de réparation des accidents du travail ou des maladies professionnelles restent soumis, même pour l'indemnisation d'un dommage couvert par la présente loi, à la législation organisant ce régime.

Dans la mesure où ce dommage n'est pas réparé en application d'un des régimes visés à l'alinéa premier, et pour autant qu'une action de droit commun contre le responsable leur soit ouverte, ces bénéficiaires ont le droit de demander réparation de leur dommage conformément à la présente loi.

Les personnes ou organismes qui, en vertu des régimes visés à l'alinéa premier, ont fourni des prestations aux victimes d'un dommage couvert par la présente loi ou à leurs ayants droit peuvent exercer contre le producteur, conformément à la présente loi, les droits de recours que leur confèrent ces régimes.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 15. Deze wet is niet van toepassing op de vergoeding van schade gedekt door de wet van 22 juli 1985 betreffende de wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie, alsmede door de ter uitvoering van die wet genomen besluiten.

Art. 15. La présente loi n'est pas applicable à la réparation des dommages couverts par la loi du 22 juillet 1985 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire et par les arrêtés pris en exécution de celle-ci.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 16. Deze wet regelt de vergoeding van schade veroorzaakt door gebrekkige produkten die na haar inwerkingtreding in het verkeer zijn gebracht.

Art. 16. La présente loi régit la réparation des dommages causés par le défaut des produits mis en circulation après son entrée en vigueur.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

We stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN HET BEGROTINGSJAAR 1990 — SECTIE 35 « MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN »

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1990 — SECTION 35 « MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS »

Discussion générale et vote des articles

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de Algemene Uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1990 — sectie 35 « Ministerie van Openbare Werken ».

Nous abordons l'examen du projet de loi ajustant le budget général des Dépenses de l'année budgétaire 1990 — section 35 « Ministère des Travaux publics ».

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

De heer Schellens, rapporteur, verwijst naar zijn verslag.

Daar niemand het woord vraagt in de algemene beraadslaging verklaar ik ze voor gesloten en bespreken wij de artikelen van het ontwerp van wet.

Personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close, et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

L'article premier est ainsi rédigé :

Article 1^{er}. Les crédits non dissociés ouverts au budget général des Dépenses de l'année budgétaire 1990 — sous la section 35 « Ministère des Travaux publics » et la division 40 Secrétariat général, Services administratifs généraux — pour le programme de subsistance 35-40-0 sont majorés de 160 millions de francs.

Artikel 1. De niet-gesplitste kredieten geopend in de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1990 — onder de sectie 35 « Ministerie van Openbare Werken » en de afdeling 40 Secretariaat-generaal, Algemene Administratieve Diensten — voor het bestaansmiddelenprogramma 35-40-0 worden verhoogd met 160 miljoen frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 2. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

Art. 2. De door deze wet geopende kredieten zullen door de algemene middelen van de Schatkist worden gedekt.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

— Adopté.

Aangenomen.

De Voorzitter. — We stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

ONTWERP VAN WET
OP HET CONSUMENTENKREDIET

Algemene beraadslaging en stemming over artikelen

PROJET DE LOI RELATIF
AU CREDIT A LA CONSOMMATION

Discussion générale et vote d'articles

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van het ontwerp van wet op het consumentenkrediet.

Nous abordons l'examen du projet de loi relatif au crédit à la consommation.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Het woord is aan de heer De Cooman, rapporteur.

De heer De Cooman, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, in korte tijd verslag uitbrengen over de bespreking van het ontwerp van wet op het consumentenkrediet in de commissie voor de Economische Aangelegenheden lijkt mij een onbegonnen taak, gezien de complexiteit van de materie. Daarom zal ik mij beperken tot het weergeven van de algemene lijnen van de bespreking.

In een inleidende uiteenzetting benaderde de Vice-Eerste minister en minister van Economische Zaken de aanzienlijke ontwikkeling van het consumentenkrediet in de jongste twee decennia, zowel in Europa als in ons land. Het consumentenkrediet is een krediet dat toegekend wordt aan een particulier voor het verwerven van goederen of diensten die door hem verbruikt zullen worden. Het is overgewaaid uit de Verenigde Staten en Canada waar het belangrijke proporties heeft aangenomen, en heeft een grote sociale en economische impact.

Deze kredietvorm waardoor de consument gemakkelijker goederen kan aanschaffen of gebruik kan maken van diensten, heeft een belangrijke invloed op het spaargedrag van de gezinnen. Daarom dient de consument, maar ook de kredietgever beschermd te worden. In ons land wordt 6,3 pct. van het privéverbruik gefinancierd door consumentenkrediet. Dat percentage is hoger dan in Nederland en Frankrijk, maar veel lager dan in het Verenigd Koninkrijk, de Bondsrepubliek en de Verenigde Staten.

Dit ontwerp is in feite een compilatie van de wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering en van de richtlijn van de Europese Gemeenschap van 22 december 1986 betreffende de harmonisatie van de wettelijke bepalingen van de lidstaten inzake het consumentenkrediet en alle andere vormen, vooral nieuwe, van consumentenkrediet die momenteel op de markt te vinden zijn.

Dit ontwerp omvat een geheel van algemene regels toepasselijk op elke kredietovereenkomst en bepalingen eigen aan sommige kredietovereenkomsten zoals de verkoop op afbetaling, de financieringshuur, de lening op afbetaling en de kredietopening.

Het doel van dit wetsontwerp is een informatiesysteem en een bescherming van de consument tot stand te brengen om vooral een te grote schuldenlast te voorkomen. Reeds in het verleden zijn er talrijke pogingen geweest om de wetgeving geheel of gedeeltelijk te hervormen. In de regeringsverklaring van 10 mei 1988 heeft de regering zich voorgenomen het probleem van het consumentenkrediet ten gronde aan te pakken. In die verklaring staat: « Wettelijke bepalingen dienen voorzien te worden voor de minst begunstigde en meer in het bijzonder de bescherming van de consument tegen een overdreven schuldenlast... » « De regering zal waken over een correcte en volledige informatie, alsmede over de afdoende bescherming van de consument. De rechtspositie van de consument zal versterkt worden. »

De Raad voor het verbruik bracht in februari 1989 éénparig het volgend advies uit: « De beste manier om een hervorming inzake

het consumentenkrediet door te voeren, is een globale en nieuwe hervorming in plaats van amendementen op het bestaand wetsontwerp.»

De belangrijkste kenmerken en essentiële vernieuwingen van het ontwerp zijn de volgende:

1. Het is van toepassing op alle vormen van kredietovereenkomsten.
2. Het omvat algemene bepalingen voor alle vormen van krediet en specifieke bepalingen voor bepaalde vormen van krediet die specifiek gedefinieerd worden zoals bijvoorbeeld verkoop op afbetaling, financieringshuur, kredietkaarten enzovoort.
3. Het geeft een grondige omschrijving van de relatie in verband met consumentenkrediet, die beslissend kan zijn voor een aankoop op krediet en in sommige gevallen zelfs misleidend.
4. Het regelt de praktijken en modaliteiten voor de verdeling of de promotie van het krediet bijvoorbeeld bij huis-aan-huisverkoop.
5. Het voert de herkenning in van een algemene informatieplicht tegenover de consument. Dit wil zeggen dat alvorens de kredietbemiddelaar het kredietaanbod doet, zowel de kredietgever als de bemiddelaar verplicht zijn de consument de nodige inlichtingen te vragen om een idee te hebben van zijn solvabiliteit.
6. Het voert de verplichting in voor de kredietgever om, voor het afsluiten van een overeenkomst, aan de kredietnemer een schriftelijk aanbod te overhandigen.
7. Het voorziet in een opzeggingsmogelijkheid voor de consument.
8. Nieuwe bepalingen bevestigen de band tussen de kredietovereenkomst en de overeenkomst waarvoor de financiering wordt gevraagd.
9. De consument krijgt de mogelijkheid tot vervroegde volledige betaling en daarmee ook het recht op een grotere ristorno dan hetgeen nu wordt toegekend.
10. Nieuwe bepalingen regelen de overdracht van het contract en van de vorderingen uit de kredietovereenkomst.
11. Een afdeling over de verboden onrechtmatige bedingen binnen het raam van de kredietovereenkomst wordt ingelast.
12. Nieuwe bepalingen worden ingevoerd om de borg, de steller van een persoonlijke zekerheid en elke persoon die instaat voor een consument bij een kredietovereenkomst te beschermen.
13. Nieuwe bepalingen geven de vrederechter de bevoegdheid om betalingsfaciliteiten te verlenen aan de consument die betalingsmoeilijkheden ondervindt.
14. Het ontwerp bevat regels die van toepassing zijn op personen die tussenkomen bij de invordering van schulden.
15. Het bevat ook bijzondere regels inzake bepaalde specifieke kredietovereenkomsten die dan ook duidelijk als specifiek dienen te worden vermeld.
16. Het beschrijft de rechten en plichten van de kredietbemiddelaars om te voorkomen dat weinig gewetensvolle kredietbemiddelaars aanzetten tot schuldenoverlast. Dit beschermt zowel de consumenten als de financiële instellingen.
17. Het kader voor een geheel nieuwe reglementering voor de verwerking van persoonsgegevens inzake het consumentenkrediet wordt vastgelegd; hiermee worden de bestanden bedoeld en de gegevensbanken inzake het krediet.
18. De erkenning van degenen die een activiteit als kredietgever uitoefenen en de inschrijving van de personen die de activiteit van kredietbemiddelaar uitoefenen wordt verplichtend gemaakt.
19. Om de controle op de toepassing van deze wet te kunnen uitvoeren wordt een heel systeem voor het opsporen van overtredingen uitgewerkt.
20. De sancties worden aangepast aan de verschillende types van overtredingen; het gaat om burgerlijke, administratieve en strafrechtelijke sancties of een bevel tot tenuitvoerlegging van commerciële aard.

De commissie heeft de algemene bespreking van het ontwerp kort gehouden. Gezien de aard van het ontwerp diende men wel dieper in te gaan op de bespreking per artikel. Volgende bijzondere aspecten werden besproken:

De informatieplicht en de bekendmaking; de kostprijs van de bank- en kredietverrichtingen; de procedure van de bedenktijd; mogelijke complicaties als gevolg van het wetsontwerp vooral in het kader van de kleine kredietbemiddelaars; de bevoegdheden van de administraties; een zeer grondige bespreking over de gegevensbanken; de overdracht van de schuldvorderingen; het verbod op de gezamenlijke aanbiedingen; de kredietaanbiedingen per brief en de vervroegde terugbetaling.

Mijnheer de Voorzitter, ik heb getracht zo kort mogelijk een algemeen overzicht te geven van de inleidende uiteenzetting van de minister, de inhoud van het ontwerp en de algemene bespreking in de commissie. De commissie voor de Economische Aangelegenheden is erin geslaagd dit belangrijk ontwerp met zijn talrijke aspecten in vrij korte tijd te behandelen.

Als rapporteur wil ik er uw aandacht op vestigen dat wij ook het verslag zeer snel hebben moeten afwerken. Enkele technische fouten in de tekst van het verslag zijn aldus aan onze aandacht ontsnapt.

De eerste zes paragrafen op bladzijde 213 van het gedrukt stuk nummer 916-2 (1989-1990) horen bij de bespreking van artikel 80. Deze paragrafen dienen te worden ingelast op het einde van de bespreking van artikel 80, voor hoofdstuk VIII.

De heer Erdman heeft mij erop gewezen dat in de tekst aangenomen door de commissie, in artikel 81 wordt verwezen naar artikel 83 in plaats van naar artikel 84.

Tenslotte dient op bladzijde 223 van het verslag te worden toegevoegd: «Het artikel 92 wordt aangenomen met 15 stemmen tegen 1 stem.» Onmiddellijk daarna komt dan de titel «Artikel 93.» Artikel 93 werd immers niet vermeld bij de bespreking in tweede lezing.

Mijnheer de Voorzitter, ik dank de voorzitter en de leden van de commissie ten zeerste voor hun actieve medewerking bij de bespreking van dit ontwerp.

Ik dank ook de minister van Economische Zaken die op een serene wijze begrip heeft opgebracht voor de opmerkingen van de commissarissen, misschien niet voor alle opmerkingen, maar dat is de normale gang van zaken in een parlementaire discussie. Van bij de aanvang was hij zich er van bewust dat het ingediende wetsontwerp wijzigingen vergde om het nog duidelijker en nauwkeuriger te maken. Mijn dank gaat tevens naar de medewerkers van de minister, zowel van het kabinet als van de administratie, die een duidelijk bewijs van inzet en dossierkennis hebben geleverd. Mijn heel speciale dank gaat tenslotte naar de commissie-secretaris, mevrouw Van Maele, voor de nogmaals tot uiting gekomen werkkraft, precisie en inzet.

Ik ben van mening dat dit ontwerp vele goede facetten bevat en dat de tot stand gekomen wet de mogelijkheid zal bieden menig misbruik te beteugelen en zowel de consument als de kredietverlener te beschermen. De toetsing van het ontwerp aan de praktijk zal misschien nog uitwijzen dat de wet nog zal moeten worden gewijzigd, maar dit zal op een eenvoudige wijze kunnen gebeuren.

Co-rapporteur de Wasseige zal een overzicht geven van de bespreking van de artikelen en de stemmingen. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. de Wasseige, rapporteur.

M. de Wasseige, rapporteur. — Monsieur le Président, comme mon collègue-rapporteur, M. De Cooman, j'adresse mes remerciements au ministre, à ses collaborateurs, aux membres de la commission et aux secrétaires; j'insisterai plus particulièrement sur les remerciements à l'égard des services du Sénat, en particulier du service linguistique et de l'imprimeur.

En effet, ces dernières semaines et principalement ces derniers jours ont été particulièrement mouvementés car la rédaction de notre rapport a dû s'effectuer en même temps que celle du projet de loi relatif aux baux à loyer que nous venons d'examiner.

De plus, un rapport relatif à la réforme des institutions publiques de crédit émanant de la commission des Finances nous a

également été soumis sans compter un autre rapport concernant les entreprises publiques actuellement en préparation à la commission de l'Infrastructure. Toutes ces études exigent un travail considérable.

Je souhaiterais, avant toute chose, établir un premier bilan. Depuis deux ans, avec le nouveau gouvernement, nous traitons au Parlement d'un nombre considérable de projets de loi fondamentaux qui visent à mieux adapter l'appareil public aux réalités économiques et européennes d'aujourd'hui mais nous débattons également d'un nombre tout aussi important de projets de loi tels que celui-ci, depuis très longtemps en préparation.

L'exposé introductif du ministre retrace d'ailleurs l'histoire de ce projet de loi. Il faut savoir, en effet, que les premiers projets datent de 1977.

La seule loi existant en matière de crédits et réglant la question des ventes à tempérament date, quant à elle, du 9 juillet 1957 et lorsque l'on connaît les formes multiples que peut revêtir le crédit aujourd'hui, on se rend compte qu'il fallait adapter cette loi ou, comme on l'a fait, en instaurer une autre qui intègre une réglementation, un encadrement de l'ensemble des formes de crédits.

*M. Toussaint, premier vice-président,
prend la présidence de l'assemblée*

Je me réjouis donc de l'intérêt de ce projet de loi qui a fait l'objet de discussions approfondies entre les différents secteurs concernés, aussi bien les prêteurs, les intermédiaires et les consommateurs. Un volumineux rapport concernant cette matière a également été rédigé par le Conseil de la consommation. J'estime que nous sommes en présence d'un travail parlementaire de grande qualité et d'une législation tout à fait valable qui, je l'espère, tiendra ses promesses.

Ce projet vise non seulement — et principalement — à assurer un cadre dans lequel les organismes prêteurs pourront agir mais également à offrir aux consommateurs un certain nombre de garanties. Je ne les citerai pas, car mon collègue, M. De Cooman, vient de le faire.

Cependant, je regrette quelque peu que ce projet de loi n'ait pas davantage approfondi certaines questions : il constitue une étape remarquable mais nous devons également en étudier d'autres aspects.

M. le ministre de la Justice étant présent, je me permets d'attirer son attention sur un problème important qui a été mis en évidence au cours des travaux de la commission : il s'agit de la faillite civile.

En effet, en matière de droit commercial, si l'on peut prononcer une situation de faillite à l'égard d'un commerçant ou d'une société, on ne peut par contre le faire à l'égard d'un particulier, même si celui-ci se trouve dans des circonstances tout à fait analogues. Par conséquent, il n'y a pas de jugement qui permette aux différents créanciers d'intervenir ou de régler cette situation d'une manière équitable.

Il conviendrait donc, monsieur le ministre de la Justice, qu'outre les différents projets qui sont sur le métier — celui des sociétés commerciales actuellement à l'examen en est un exemple — vous preniez également en considération le problème important de la faillite civile. Cette question est déjà intégrée dans les législations de plusieurs pays voisins, notamment en France.

Cela dit, il me plaît de rappeler l'esprit dans lequel se sont déroulés les travaux en commission de l'Economie qui a tenu plus de vingt séances à ce sujet. Le travail s'est fait en profondeur.

Fait significatif : 96 amendements ont été adoptés et, pour la majorité d'entre eux, à l'unanimité des membres de la commission. De nombreux autres amendements ont par ailleurs été déposés mais n'ont pas été retenus. C'est dans le souci de préserver l'équilibre prévu et organisé dans la loi entre les intérêts des consommateurs et les intérêts des prêteurs ou des intermédiaires que la commission a travaillé. Son souci a également été, par le biais de ces amendements, d'apporter plus de précisions et plus de souplesse à un certain nombre de prescriptions qui nous paraissaient trop lourdes soit pour les consommateurs soit pour les prêteurs.

Ces 96 amendements révèlent donc l'importance du travail accompli en commission, ce qui n'implique pas, bien au con-

traire, que le document qui nous était présenté par le gouvernement était insuffisant. Mais grâce aux travaux réalisés dans le cadre de l'élaboration du projet de loi et à ceux du Conseil de la consommation, nous avons pu pousser plus loin l'examen de chaque article.

Ce travail parlementaire remarquable se traduit par un rapport volumineux de 287 pages. J'avais l'intention d'exposer les principaux amendements apportés au texte initial du gouvernement, mais leur nombre important ne le permet pas. Je n'allais pas non plus en sélectionner quelques-uns. Dès lors, je vous laisse le plaisir de les découvrir à la lecture du rapport. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Antoine.

M. Antoine. — Monsieur le Président, je me réjouis tout particulièrement de prendre la parole à l'occasion de la discussion relative au présent projet qui régit la consommation, et ce, singulièrement pour quatre raisons.

Primo, la matière du crédit à la consommation interpelle le législateur dans un domaine cher à tout individu concerné par les risques qu'il court, en s'insérant dans les circuits économiques dont il a incontestablement besoin, mais vis-à-vis desquels il ne peut trouver protection autrement que par le biais de règles impératives régissant de tels circuits.

Secundo, le présent projet s'attache avec bonheur à incorporer les préceptes du droit européen, plus particulièrement la directive CEE du 22 décembre 1986 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en la matière.

Tertio, la fidélité du projet à cette directive ne peut que permettre au futur marché unique d'y trouver son compte.

Quarto, la matière, dérogeant aux principes traditionnels de notre droit, fut longtemps régie par une loi du 9 juillet 1957 qui, après avoir noblement rendu service au consommateur, avait fait son temps. Il fallait un nouvel outil de protection, et cet outil s'est fait quelque peu désirer. La réforme, entamée en 1986, dut attendre ce jour pour enfin prendre corps.

Nous pouvons nous réjouir de ce qu'enfin le consommateur ait retrouvé une nouvelle réglementation capable de lui fournir les garanties de son activité dans un corps de règles d'application plus vastes et rigoureuses qu'auparavant.

Ces règles entendent protéger le consommateur dans la conclusion et l'exécution des « contrats de crédit », soit tous les contrats passés en dehors du cadre des professions. Leur champ d'application est donc plus large, et c'est tant mieux pour assurer l'efficacité d'une protection légale du crédit à la consommation.

Les exclusions à cette réglementation sont réalistes : il ne faut pas étouffer par le poids des règles et obligations certains types de contrats, par ailleurs éventuellement et efficacement protégés.

Je regrette toutefois qu'il ait paru utile d'exclure du champ d'application de la loi, fût-ce partiellement, les contrats de crédit conclus pour un faible montant. Le formalisme est, certes, parfois pesant. L'application de règles de protection ne devrait cependant pas dépendre d'un critère quantitatif ; ce critère doit plus exactement jouer en sens inverse. Il me semble que les crédits peu importants sont peut-être justement ceux pour lesquels on doit exiger une protection toute particulière.

La survie financière des ménages risque tout autant de ces petits crédits ou des crédits à court terme dont la multiplication fait courir le danger du surendettement que le présent projet entend précisément exclure.

Quant au contenu même des règles en projet, dont le caractère impératif, voire d'ordre public, tend soit à protéger le consommateur, soit à interdire les abus en la matière, il me paraît, en beaucoup de points, excellent et digne de soutenir la comparaison avec la qualité qu'ont pu avoir les règles édictées par la loi de 1957.

La réglementation de la publicité en cas de promotion du crédit met fin à des pratiques de discrétion volontaires qui permettaient à certains prêteurs de créer des ambiguïtés propres à rendre plus onéreux le crédit ou à tromper la confiance du consommateur. Le rapprochement des dispositions du projet et des règles relatives aux pratiques du commerce m'apparaît, à ce titre, tout à fait justifié.

Quant au contrat de crédit lui-même, les obligations que le projet entend voir remplies, tant lors de la conclusion du contrat qu'au cours de son exécution, trouvent toutes leur justification. Je suis heureux d'enfin trouver la confirmation légale des efforts qu'a accomplis la jurisprudence en matière de *culpa in contrahendo* dans les préalables à la formation d'un contrat.

La loyauté dans la proposition de contrat, l'honnêteté dans l'offre et dans l'information sont autant de données nécessaires à la sérénité contractuelle, particulièrement en fait de crédit. Les puristes de la liberté contractuelle et les nostalgiques de la philosophie perdue du Code civil peuvent en vain s'émouvoir face à l'effort de prise en compte réaliste et équilibrée de l'évolution contractuelle, notamment en la matière.

Les règles présidant à l'exécution des contrats de crédit sont tout aussi satisfaisantes. Si, une fois encore, les principes traditionnels du droit des obligations sont mis à mal, c'est au profit d'une réglementation soucieuse de la réalité des dangers et des abus que court le consommateur. Le projet tient fort bien compte de l'expérience acquise dans l'application de l'ancienne loi de 1957, des préceptes européens contenus dans la directive de 1986 et des avis pertinents du Conseil de la consommation ainsi que du Conseil d'Etat.

Vous n'ignorez pas que, parallèlement aux règles générales dont je viens d'esquisser le bref rappel, le projet reprend et améliore la réglementation actuelle relative aux principaux contrats de crédit, soit la vente à tempérament, dans laquelle la loi de 1957 est confirmée quoiqu'adaptée, la location-financement et le prêt à tempérament.

Par contre, le projet innove en matière d'ouvertures de crédit dont l'offre est strictement réglementée et l'exécution adaptable par le consommateur en fonction de l'évolution du marché; même innovation, suggérée au niveau européen, à l'endroit des intermédiaires de crédit, dont l'intervention fait courir le risque au consommateur de voir s'accroître les frais de crédit ou de ne pouvoir profiter de la concurrence.

Je me réjouis également de voir comment le projet a su intégrer le courant actuel — tant jurisprudentiel qu'international — de protection de la vie privée de l'individu, en développant une réglementation appropriée quant au traitement des données à caractère personnel en la matière. Car s'il faut convenir de la nécessité de telles données, sous peine de porter atteinte au marché du crédit et aux intérêts des prêteurs, il s'agit également de concilier cette nécessité avec le principe incontournable de la protection des informations personnelles.

Je regretterai néanmoins que le projet n'ait pas davantage accentué l'intervention du législateur à cet égard, confiant au Roi des missions d'exécution importantes qu'il aurait dû régler lui-même. Certes, des garde-fous ont été dressés devant l'intervention réglementaire du gouvernement: la délibération en Conseil des ministres et la consultation de la Commission de la protection de la vie privée, de la Banque nationale de Belgique et du Conseil de la consommation en sont des exemples. Mais ne sont-ce pas là justement les témoins du reproche implicite que se font les auteurs du projet en déléguant au Roi une matière dont seul le législateur devrait assumer le traitement? Je rejoins l'avis du Conseil d'Etat à ce propos, je le rejoins également en souhaitant que le gouvernement fasse diligence pour élaborer, dans les meilleurs délais, un projet de loi réglementant ce sujet de manière plus globale.

J'émettrai également une réserve à l'endroit des dispositions prévoyant l'agrément des prêteurs et l'inscription des intermédiaires, procédure exigée par la directive européenne. Cette réserve concerne le recours à la juridiction du commerce en cas de décision administrative de refus ou de retrait d'agrément, ainsi que de radiation d'inscription. La logique juridictionnelle aurait voulu que le Conseil d'Etat fût compétent. Les justifications avancées au fait d'avoir préféré au Conseil d'Etat le tribunal de commerce me paraissent trop faibles pour fonder une telle dérogation à nos principes de compétence juridictionnelle.

J'émettrai une seconde réserve, à mes yeux plus importante encore, à l'endroit des dispositions qui, dans le projet, prévoient que l'absence de décision d'agrément dans le délai requis est assimilée à un refus d'agrément susceptible de recours.

Je considère que c'est là courir le danger de faire payer au particulier d'éventuelles négligences de l'administration, qu'elles

soient volontaires ou non, comme la maladie d'un fonctionnaire. On ne saurait admettre qu'en ce cas, le particulier supporte les frais d'un procès. Alors que cette question fut débattue en commission, il m'apparaît que les amendements qui ont suivi ne résolvent aucunement le problème. M. De Cooman a d'ailleurs évoqué les difficultés de rédaction du rapport, en particulier en ce qui concerne l'article 80.

Aussi, ai-je décidé de déposer, à cet égard, un amendement qui assimile l'absence de décision d'agrément à l'autorisation d'agrément, à charge pour le ministre d'introduire un recours contre cette présomption.

Monsieur le Président, puisqu'étant à l'étranger demain, je me trouverai dans l'impossibilité de défendre mes amendements, je me permettrai de les traiter maintenant.

La situation prévue dans les articles 75, 77 et 80 place l'intéressé dans l'obligation d'exercer un recours devant le tribunal de commerce pour obtenir son agrément, alors que l'absence d'agrément peut être le résultat d'une négligence de l'administration, ainsi que je viens de le signaler, ou de l'impossibilité pour cette dernière de statuer dans le délai prévu.

Il est inadmissible, dans cette hypothèse, qu'il appartienne à l'intéressé d'introduire un recours et, donc, de supporter les frais de justice qui en découleront alors que celui-ci a fait toutes les diligences nécessaires pour obtenir son agrément. Il s'agit donc de renverser la présomption introduite par le projet en stipulant que l'absence de décisions dans le délai requis constitue un agrément, sous réserve d'un recours introduit par le ministre des Affaires économiques devant le tribunal de commerce.

Cette modification est des plus logiques dès lors qu'apparaît, dans le projet lui-même, à l'endroit des demandes d'agrément introduites auprès du ministre des Affaires économiques — article 75, paragraphe 7, du projet —, la présomption selon laquelle ces demandes sont considérées comme complètes et régulières si, alors pourtant qu'elles ne le sont pas, l'administration n'en a pas avisé l'intéressé dans un délai de quinze jours.

Cependant, la décision d'inverser le processus prévu ne doit pas permettre à des prêteurs ou à des intermédiaires de crédit d'obtenir leur agrément ou leur inscription à la suite d'une déficience de l'administration, laquelle doit pouvoir conserver la possibilité de contrôler préventivement le bien-fondé de l'agrément ou de l'inscription. C'est donc le recours prévu par le ministre contre l'agrément d'office.

Je n'ai, par contre, aucune observation particulière à formuler au sujet des sanctions prévues par la loi à l'endroit des prêteurs et des intermédiaires. La liberté d'appréciation qu'elle laisse au juge ainsi que les possibilités de transaction qu'elle accorde au ministre des Affaires économiques me semblent contenir la souplesse suffisante, laquelle va s'imposer d'évidence dans une telle matière.

Que conclure sinon qu'à maints égards, le présent projet développe une réglementation fort bien construite, que ce soit au niveau de l'agrément administratif des prêteurs, au niveau de la prévention et de l'information du consommateur ou, enfin, au niveau des mécanismes correctifs ou répressifs rendus nécessaires dans cette matière?

Je ne peux que souhaiter au présent projet une efficacité et une longévité comparables à celles de la loi pionnière de 1957.

Je ne peux que souhaiter également que le Roi, investi, par un grand nombre de dispositions de ce projet, des fonctions d'exécution indispensables à la loi, s'acquitte de sa tâche avec sérénité et efficacité. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord m'associer aux paroles prononcées à l'égard des parlementaires qui ont participé aux travaux au sein de la commission de l'Economie. Les deux rapporteurs, qui ont dû accomplir un travail complexe en peu de temps, ont cependant réussi à rédiger un excellent rapport, nonobstant les *corrigenda* qui vont suivre et devront certainement être incorporés au texte.

Je voudrais également remercier M. le ministre des Affaires économiques qui s'est montré réceptif à un certain nombre

d'amendements introduits par l'opposition. Je tiens cependant à dire que mon opinion reste réservée — pour ne pas dire plus — à l'égard de ce projet.

Je me joins aussi aux remerciements adressés par les rapporteurs aux collaborateurs du ministre des Affaires économiques. Ces derniers ont toujours essayé de justifier, non par le principe d'autorité, mais par des raisonnements de qualité, le rejet des amendements que nous avons introduits. Même si je ne suis pas d'accord avec ces personnes ni avec le résultat du travail, je rends hommage à la sérénité des débats et à la qualité de l'argumentation.

Par ailleurs, le secrétariat — en particulier le conseiller, Mlle Van Maele — a fait preuve d'une efficacité remarquable en menant ces travaux à bonne fin. Sans ce secrétariat, il est probable que le rapport n'aurait pu voir le jour que dans trois semaines. Le ministre des Affaires économiques doit être sensible aux efforts que la commission des Affaires économiques du Sénat a fournis pour lui permettre d'être présent aujourd'hui, d'écouter cette discussion et de pouvoir transmettre le projet à la Chambre dans un délai dont nous n'aurions pu rêver il y a quelques semaines encore.

Cela étant dit, monsieur le Président, j'en viens au projet proprement dit.

Déposé par le gouvernement le 28 mars 1990, le projet de loi a retenu de nombreuses séances de la commission — 17 en tout — entre le 8 mai et le 18 décembre 1990. A cette dernière date, les 117 articles ont été adoptés. Le projet de loi a été adopté, en commission, le 5 février 1991 par 12 voix contre 2.

Les origines du projet de loi soumis actuellement en séance publique du Sénat, sont diverses.

Tout d'abord, sous l'angle formel, la loi en projet vise à s'inspirer des textes de législation suivants : la loi du 9 juillet 1957 relative aux ventes à tempérament et à leur financement, ensuite la directive 87/102/CEE du Conseil des ministres du 22 décembre 1986 rapprochant les dispositions législatives, réglementaires et administratives sur le crédit à la consommation et enfin la directive modificative 90/88/CEE du 22 février 1990 du Conseil des ministres se rapportant essentiellement aux différents modes de calcul des chargements.

Rappelons également que le texte qui nous est soumis n'est nullement le premier projet visant à constituer une coordination et une codification des dispositions en la matière puisque d'autres projets de loi avaient été déposés par des gouvernements précédents et traitaient, de façon partielle, certaines des matières de l'actuel projet de loi, notamment les projets de loi du 28 février 1977 et du 15 octobre 1987. Ce dernier, déposé par le précédent gouvernement, traitait uniquement des formes traditionnelles de crédit à la consommation : les ventes à tempérament, les prêts personnels et les cartes d'achat, mais sans élargir la matière au delà de ces instruments de paiement et de crédit.

Enfin n'oublions pas, parmi les sources d'inspiration, parce qu'elles ont, à mon avis, joué un rôle déterminant dans le projet final, diverses propositions de loi, introduites par certains membres de l'actuelle majorité, intitulées de « lutte contre la pauvreté », de lutte contre les « effets néfastes de l'endettement excessif », qui avaient également été déposées dans ce contexte, ce qui indique clairement leur orientation.

Voilà pour ce qui regarde l'origine formelle de ce projet de loi.

En ce qui concerne l'aspect réel, et notamment l'aspect politique des sources d'inspiration gouvernementale, il faut bien sûr constater que le gouvernement a adopté, dans sa déclaration de mai 1988, d'autres intentions que celles du projet du gouvernement précédent visant exclusivement à moderniser notre législation et à l'adapter aux directives européennes sans aller au delà.

A preuve, les extraits de la déclaration gouvernementale que je cite : « action pour les plus démunis », « protection du consommateur contre un endettement excessif » — endettement excessif, je le précise déjà, qui n'existe pas et nous aurons l'occasion de le prouver — je cite à nouveau : « éviter le faussetment de la concurrence », « informer correctement et clairement le consommateur sur les conditions de crédit ».

Beaucoup de choses nouvelles et, comme c'est souvent le cas, malheureusement, je serais tenté de dire, sans être malgré tout excessif, que ce qui est bon dans ce projet n'est pas nécessairement neuf et que ce qui est neuf n'est pas nécessairement bon.

Voilà pour ce qui concerne l'inspiration générale du projet.

Comme je l'ai dit, ce texte vise à couvrir, dans tous leurs aspects, toutes les formes qui, de près ou de loin, peuvent être considérées comme des crédits à la consommation.

Les exclusions prévues par le projet de loi sont, de loin, moindres que celles prévues ou permises par les directives et elles ont été rendues moins généreuses encore par les amendements introduits par des membres de la majorité.

Le cas des crédits de plus de vingt mille écus, donc de plus de huit cent soixante mille francs, est particulièrement illustratif : ils sont exclus par la directive européenne, autorisant donc les gouvernements à les exclure, mais ils ont été intégrés dans le projet de loi moyennant un certain nombre d'exclusions relatives à certaines dispositions. On peut toutefois, à nouveau, les exclure des règles de la loi moyennant un acte authentique qui, d'après nous, n'est nullement requis par la directive européenne.

A la deuxième lecture, nous avons constaté que l'acte authentique n'était nullement une nécessité pour exclure totalement ou partiellement les contrats de plus de huit cent soixante mille francs de l'assujettissement à la loi. Néanmoins, la majorité a maintenu son point de vue et a imposé que des types de crédit de ce genre, qui ne sont pourtant ni consentis à la légère par les donneurs de crédit ni contractés à la légère par les emprunteurs, fassent l'objet d'une réglementation.

Sont inclus, bien entendu, les ventes à tempérament et leur financement, le leasing — appelé d'abord location-financement, pour prendre ensuite le titre de crédit-bail plus conforme aux règles de la langue française — les prêts à tempérament, les ouvertures de crédit, les cartes de crédit, mais aussi les cartes de débit automatique sans aucune ouverture de crédit, alors qu'il ne s'agit pas de moyens de crédit, mais de moyens de paiement, avec crédit ou débit en temps réel, ce qui exclut l'attribution du crédit.

En dehors du champ d'application extrêmement large, tout, dans la loi, est impératif ou d'ordre public.

La fraction contractuelle du crédit à la consommation est réduite à la portion congrue et n'existe pratiquement plus dans toute une série de cas, tout étant minutieusement réglementé.

Toutes les formes de coût du crédit, les modes de calcul de celui-ci, et de publicité sont réglementées, y compris les calculs qui, s'ils ne figurent pas dans la loi, seront présents dans les arrêtés d'exécution.

La sollicitation par une institution de crédit est interdite, qu'elle soit orale, écrite ou sous forme de visite.

L'information doit être totale et est minutieusement réglementée. Les obligations des professionnels sont considérables et impérativement imposées par la loi. Ils sont rendus responsables directement de l'éventuelle inadéquation du crédit par rapport aux besoins du consommateur. Il appartient, en effet, au prêteur ou à l'intermédiaire de crédit de rechercher obligatoirement le crédit le plus approprié. Les obligations temporelles des deux parties sont — je n'hésite pas à le dire — totalement déséquilibrées.

On retrouve certaines tendances rencontrées dans le projet de loi sur les loyers. Ainsi, par exemple, si le prêteur doit maintenir son offre écrite pendant quinze jours, le consommateur peut renoncer à son engagement pendant une semaine.

Le prêteur peut être victime des mêmes exceptions que celles qu'un client peut opposer au vendeur d'un bien pour lequel le prêteur n'intervient que comme financier.

Inutile de vous dire qu'il en résultera, dans toute une série de commerces, des problèmes juridiques opposant prêteur et emprunteur, pour des motifs ne tenant pas au prêt lui-même, mais à la nature du bien que l'on a demandé à financer.

La cession des créances, nées du crédit, est rigoureusement réglementée et, en pratique, interdite, allant à l'encontre des projets du ministre de la Justice en matière de « titrisation ». Par contre, les détails relatifs au remboursement anticipé du prêt, par le débiteur, sont multipliés.

Des clauses jugées abusives sont interdites. On retrouve, ici, une tendance que l'actuelle majorité a également introduite dans la législation sur les pratiques du commerce.

La caution fait l'objet d'un traitement nouveau : elle ne peut pas être invoquée sans que l'action contre l'emprunteur principal n'ait été engagée et menée à sa fin. Un membre de la famille au premier degré de l'emprunteur, tout au moins dans le projet déposé par le gouvernement, mais heureusement amendé en cours de travaux, ne pouvait plus être caution pour un membre de sa famille, ce qui aurait signifié qu'un parent ne pouvait plus être caution pour ses enfants.

Le juge peut accorder des facilités de paiement, en justice, plus importantes qu'antérieurement.

La profession d'agent de recouvrement est, en pratique, interdite, sauf pour des institutions publiques. La profession d'intermédiaire de crédit est soumise à une réglementation au moins aussi étroite que celle des prêteurs.

L'accès aux fichiers informatiques fait l'objet de dispositions spéciales, particulièrement restrictives, qui rendront, au point de vue pratique, leur utilisation extrêmement délicate, alors que le gouvernement n'a pas encore arrêté sa position générale ou ne l'a pas encore fait adopter par le Parlement en matière de protection de la vie privée.

Les sanctions ne font pas défaut. Nous qui sommes contre l'insertion de dispositions pénales spécifiques dans des lois particulières, nous sommes gâtés, puisqu'il en existe de quatre ordres : civiles, pénales, administratives et actions en cessation.

Nos critiques sont, par conséquent, particulièrement nombreuses. D'aucuns me reprocheront d'être particulièrement critique; on ne comprendrait pourtant pas que je me contente de paraphraser le sujet. Il faut au moins que mon commentaire, pour qu'il passe la rampe, indique clairement les critiques : un chien qui mord un homme, c'est un fait divers; un homme qui mord un chien constitue une nouvelle pour la presse. Il y a beaucoup d'hommes qui mordent des chiens dans ce projet.

Une série de questions se posent.

Les directives européennes nous contraignent-elles? Non, et l'on peut d'abord s'interroger sur l'opportunité de ces directives qui ont été élaborées avant que le principe de la « subsidiarité » ne soit introduit dans les principes européens. Il ne l'est d'ailleurs pas encore. Les exclusions des prêts inférieurs à 200 écus, soit 8 600 francs belges, et supérieurs à 20 000 écus, soit 860 000 francs belges, ne sont soumis, dans la directive, à aucune condition.

Il ressort de l'exemple que j'ai cité que le gouvernement, soutenu en cela par la majorité, souhaite l'assujettissement à condition qu'un acte authentique soit passé devant notaire ou devant le juge de paix. Cela montre, en tout cas, que la directive originale ne respecte pas le principe de la « subsidiarité », mais que lorsqu'un certain degré de liberté est offert aux Etats, le gouvernement belge va plus loin et intervient davantage que ce qui est prescrit.

Autre question : y a-t-il, en Belgique, excès de crédit et surendettement, ce qui pourrait justifier une intervention de protection du consommateur plus forte que celle qui existe dans la législation actuelle?

Le discours introductif, repris dans les documents des deux rapporteurs, fait apparemment état de l'existence d'un surendettement mais, dans la pratique, lorsque nous regardons les chiffres sur lesquels devrait s'étayer cette affirmation, on ne le retrouve pas. Même le rapport Delvax, commandé par le ministère des Affaires économiques — même s'il n'a pas été examiné comme tel par la commission — reconnaît que l'endettement des consommateurs en Belgique est modeste.

Il se dégage de ce projet de loi une tendance très nette à vouloir surprotéger l'usager du crédit. Les chiffres publiés indiquent clairement qu'il n'y a ni dégradation de la situation belge en la matière à travers les années, ni excès de la Belgique par rapport aux autres pays.

Si nous examinons l'évolution des prêts personnels impayés, par exemple, ceux-ci représentaient en 1972, 1,74 p.c. du total, en 1981, année de crise profonde, 3,24 p.c. mais en 1989, 1,78 p.c. c'est-à-dire pratiquement la même proportion qu'en 1972.

En ce qui concerne les ventes à tempérament, les chiffres concernant les impayés sont respectivement de 0,76 p.c. en 1972, de 1,96 p.c. en 1981 et de 0,88 p.c. en 1989, de nouveau quasiment la même proportion que dix-huit ans plus tôt.

Quant aux défaillances sur les cartes de crédit, elles n'atteignent même pas, récemment, 0,42 p.c. du total.

Une comparaison internationale révélerait-elle une tendance plus prononcée des Belges à emprunter trop? Pas du tout. Le Belge emprunte l'équivalent de 5,6 p.c. de sa consommation, l'Allemand, entre 10 et 17 p.c., selon les périodes, le Britannique entre 12 et 17 p.c., donc également deux à trois fois plus que le Belge, et l'Américain entre 21 et 25, c'est-à-dire quatre ou cinq fois de plus que le Belge, mais, comme vous le savez, l'endettement est une tradition des Etats-Unis. Les pays traditionalistes se situent pratiquement au même niveau que nous : les Néerlandais empruntent environ 5 p.c. de leur consommation et les Français, chauds partisans du bas de laine, détiennent le record européen avec 3 p.c.

La surprotection du consommateur telle qu'elle apparaît dans le projet de loi ne se justifie donc aucunement.

Le projet ne responsabilise-t-il pas abusivement les prêteurs? En d'autres termes, ne met-il pas à leur charge, et sur une base légale, des contraintes et des responsabilités qui ne devraient pas être les leurs? En fait, nous avons tendance à considérer que tout ce qui sort de la gestion normale d'une entreprise de prêt à la consommation, tout ce qui concerne la déontologie qui serait traité dans d'autres pays — plus particulièrement les pays anglosaxons — par des règles professionnelles est ici inséré dans la loi. On ne peut donc plus discuter de la déontologie : un droit positif impose des actes clairs et nets et, par conséquent, il n'y a plus de responsabilité professionnelle. Dans le cas présent, on a choisi une orientation, que je qualifierai de latine ou de napoléonienne, qui vise à tout réglementer, à tout imposer.

Certains rapports que j'ai lus et qui ont inspiré le présent projet vont plus loin et imaginent que l'emprunt hypothécaire devrait être assujéti au présent projet. En effet, dans le chef des prêteurs hypothécaires, il apparaît que le motif principal de leur action serait une contrainte les obligeant à placer leurs liquidités de n'importe quelle façon et à n'importe quelle condition. D'où une incitation à faire emprunter trop et une tendance à considérer, à la lumière de l'argumentation, l'éventualité de l'assujettissement de l'emprunt hypothécaire.

Le raisonnement était le suivant : avec la dégradation rapide des bâtiments modernes, il semble évident que ces biens devraient être mis sur le même pied que les produits de consommation. Heureusement que les milieux professionnels ont réagi négativement à cet égard.

Quatrième question : le projet n'est-il pas trop ambitieux? Oui, à de nombreux points de vue. Je vous ai déjà indiqué que les cartes de débit entraînant un débit immédiat et automatique du compte du consommateur sont insérées dans la loi alors qu'il s'agit d'un simple instrument de paiement et non d'un instrument de crédit.

La finalité économique anticyclique du projet, telle qu'elle existait dans la loi de 1957, n'est-elle pas sacrifiée au profit d'autres impératifs dans le texte qui nous est soumis?

M. Swaelen reprend la présidence de l'assemblée

On se souviendra qu'à de nombreuses reprises, au cours de la décennie 1960 et jusqu'au début de la décennie 1970, les autorités ont utilisé le niveau de l'acompte, le nombre de versements, la durée totale du crédit, pour faire face, soit à une surchauffe, soit à une crise. C'était incontestablement l'un, parmi beaucoup d'autres, des instruments qui étaient à la disposition des autorités économiques et financières.

Nous sommes en train d'abandonner une grande partie de ces instruments pour les transférer, d'une part, au niveau européen — ce sera encore plus vrai après 1992, et davantage encore d'ici quelques années lorsque le système monétaire européen se sera transformé en un système monétaire à banque centrale unique — et, d'autre part, aux Régions.

Cela réduit les possibilités d'actions anticycliques encore à la disposition du gouvernement national. L'action par le crédit à la

consommation, qui est incontestablement un de ces instruments, devient essentiel et un des rares éléments d'action, un des rares instruments de politique économique encore à la disposition de l'Etat belge.

Vous trouverez dans le rapport la description circonstanciée des instruments qui subsistent encore dans les différentes dispositions du projet, de façon implicite ou explicite. Au niveau de leur applicabilité cependant, ceux-ci se retrouvent à l'arrière-plan par rapport à l'objectif de protection du consommateur, qui prend aujourd'hui la première place. Ils ne pourront probablement pas être revitalisés, en cas de besoin, vers un objectif fondamentalement économique. Des textes légaux perdent d'ailleurs souvent de leur efficacité à force de vouloir poursuivre trop d'objectifs à la fois. Nous en trouvons la preuve manifeste dans le document qui nous est soumis aujourd'hui.

Question suivante que j'ai déjà évoquée: la profession n'est-elle pas surréglementée? Je vous cite un exemple. Sous le prétexte que les prêteurs et les intermédiaires ont intérêt à traiter avec des clients solvables — ce qui va de soi —, on ne leur laisse pas la latitude d'adopter un comportement professionnel, mais on le leur impose, à l'opposé de ce qui se passe, par exemple, en Grande-Bretagne où on laisse le soin aux responsables professionnels, les opérateurs, de prendre eux-mêmes leurs responsabilités et leurs décisions.

Ce texte n'établit-il pas une discrimination à l'égard des opérateurs belges?

A cet égard, je remercie le ministre des Affaires économiques qui, au cours du débat, a accepté un amendement qui donne aux assureurs de crédit la possibilité d'accès au fichier national, s'alignant ainsi sur les assureurs de crédit étrangers qui seuls avaient cette possibilité dans le projet de loi initial, ce qui aurait été absurde.

Le texte n'est-il pas rétrograde? Je crains que oui. Je pense à l'interdiction de toute une série de techniques modernes qui n'ont, en soi, rien de répréhensible, comme l'offre par courrier, par téléphone ou par visite, l'interdiction de la caution, pour les enfants, par les parents, qui a été heureusement éliminée, l'interdiction d'attaquer la caution avant l'emprunteur, ce qui figure encore dans la loi, l'interdiction de compter des frais de consultation du fichier, même si cette disposition est finalement atténuée et à présent non plus interdite, mais réglementée, l'interdiction initiale d'offres conjointes, qui était absolue mais qui a été assouplie moyennant certaines règles, lorsqu'il y a pour le consommateur un intérêt à pouvoir disposer, par exemple, d'un crédit à la consommation et d'une assurance.

A-t-on veillé à ne pas alourdir inutilement les formalités?

A mon sens, la lourdeur administrative du projet est évidente. Aussi, je regrette qu'à ma connaissance, le Parlement n'ait jamais reçu l'avis de la commission Comform qui aurait dû être sollicité et ne l'a pas été. Il nous paraît en tout cas intéressant que nous nous en soyons saisis, même s'il sera trop tard lorsque nous recevrons cet avis, puisque le texte sera déjà en cours d'examen à la Chambre et que l'on connaîtra de nouveau la sacro-sainte opposition à une éventuelle navette.

Les fichiers indispensables peuvent-ils être utilisés adéquatement?

Le gouvernement maintient toujours un objectif qui paraît, à l'heure actuelle, assez chimérique, à savoir le remplacement des fichiers que l'on appelle négatifs, c'est-à-dire ceux dans lesquels sont enregistrés uniquement les emprunteurs défaillants, par un fichier positif, c'est-à-dire qui enregistrerait tous les crédits à la consommation, y compris ceux qui ont été honorés et qui continuent à l'être par les débiteurs.

Les professionnels et même la Banque nationale sont défavorables à un fichier positif et n'envisagent pas de s'orienter dans cette voie, notamment en raison du coût élevé que représenterait un tel système.

Or, la protection des informations individuelles est un élément essentiel dans le cas des fichiers positifs. Il ne faudrait pas que l'on

puisse, à des fins commerciales, faire sortir d'un tel fichier, par exemple, tous les propriétaires de Mercedes qui ont acquis leur voiture il y a environ trois ou quatre ans et qui seraient donc susceptibles de remplacer prochainement ce véhicule. Ce risque est écarté puisqu'il n'y aura pas de fichier positif.

Cependant, la poursuite de cette chimère — je n'hésite pas à utiliser ce terme — amène le législateur à prendre de grandes précautions, en permettant uniquement la consultation individuelle des informations relatives à un consommateur, alors que la consultation à des fins commerciales d'un fichier négatif est sans intérêt. Le coût des opérations de consultation et de la technique qu'elle implique deviennent particulièrement lourds, même si, en fin de compte, il a été accepté, dans un dernier amendement, que ces informations puissent être regroupées. Force est de constater que cette concession a été obtenue au corps défendant du ministre et de ses collaborateurs.

Je remercie le ministre pour cette concession bien qu'elle ne soit pas satisfaisante. Certains amendements tenteront d'ailleurs de dépasser la portée de cette concession réticente.

Comme je l'ai déjà dit, le nombre de sanctions est, à notre avis, dramatique. L'élaboration d'un ensemble de quatre types de sanctions pour une seule législation nous paraît être une démarche excessive. En principe, l'utilisation du Code pénal devrait suffire. Elle éviterait d'ailleurs la multiplicité des sanctions et leur cumul.

Cet état de choses entraîne évidemment des conséquences. La multiplicité des sanctions civiles entraînant d'importantes conséquences financières, des sanctions pénales exorbitantes du droit commun pénal, des amendes administratives appliquées par le ministère des Affaires économiques, constituent, à mon sens, une source et un danger de corruption pour les fonctionnaires chargés d'imposer et de percevoir ces amendes au profit du Trésor en général. Ces diverses sanctions émaillent le projet de loi dont je n'hésite pas à dire que l'on pourrait penser qu'il s'agit d'un texte voté dans la défunte démocratie de l'Est. Je trouve dramatique qu'un projet de loi soit assorti d'un tel nombre de sanctions.

Le projet traite-t-il de matières étrangères au but poursuivi?

Dans une certaine mesure, oui. En effet, la création, non pas improvisée mais préparée, d'une loi spéciale, accompagnée de la constitution de la commission consacrée à la protection générale de la vie privée, fait partie de ce que le gouvernement, depuis de nombreuses années, tente de faire adopter par le Parlement. Depuis plus de deux ans, il n'a pas réussi à déposer un texte dont la portée générale couvrirait la matière. Ceci éviterait pourtant l'improvisation d'un texte *ad hoc* inséré dans la présente loi.

Selon nous, monsieur le Président, ce texte comporte de nombreuses imperfections, bien que des amendements aient été acceptés, et nous essayerons de l'améliorer en séance publique. Le gouvernement actuel a estimé que le projet déposé par son prédécesseur n'était pas amendable. Cela signifie — j'ose l'espérer — qu'il est possible d'apporter des amendements. Parmi les points pour lesquels les dispositions votées en commission devraient être modifiées, je préconise la suppression de l'acte notarié pour les crédits se montant à 860 000 francs ou à 20 000 écus.

Je pense également qu'il conviendrait d'alléger les restrictions qui continuent à peser sur l'usage, l'établissement et la conservation des fichiers. Par ailleurs, il serait opportun de réduire la responsabilité du prêteur lorsqu'il se conforme au souhait de l'emprunteur, même si la technique de l'emprunt finalement retenue n'est pas la plus favorable à ce dernier. En outre, un contact qui interviendrait par courrier, par téléphone ou par visite devrait être rendu possible. Le caractère restrictif imposé aux cautions doit être atténué. La procédure qu'elles impliquent doit être plus légère. En d'autres termes, la condamnation de l'emprunteur principal n'est pas nécessaire avant l'utilisation du droit permettant de faire appel à la caution.

Il nous paraît également nécessaire de supprimer les amendes administratives et de se référer au droit commun pour les sanc-

tions possibles. Ceci permettrait notamment d'écartier tout danger de corruption des fonctionnaires des administrations. Enfin, les transferts de créances devraient s'effectuer par le biais d'une procédure moins lourde afin de permettre la titrisation de ces créances, comme le ministre de la Justice le prévoit. Comme la loi le dispose, nous aimerions évidemment connaître l'avis de la commission Comform. Sur base de cet avis, peut-être serait-il possible d'alléger les prescriptions administratives ?

Monsieur le Président, un exposé limité à trente minutes ne m'a pas permis de souligner les points positifs qui ont fait l'unanimité au sein de la commission. Je me suis surtout attaché à mettre en évidence les critiques que m'inspirent ce projet de loi, ce qui est d'ailleurs le rôle de l'opposition.

Nous considérons que la réglementation prévue dans ce projet paralyse et compromet la productivité dans le secteur. Elle rend la profession de prêteur peu enviable car tous les prêteurs seront des inculpés, voire des condamnés en puissance, tout comme le sont d'ailleurs, il faut bien le dire, les assujettis à des réglementations belges, tant en matière sociale qu'économique. Je ne pense pas qu'aujourd'hui un seul chef du personnel soit capable de se conformer à toutes les réglementations qui ont été édictées dans tous les domaines, notamment en matière de tenue de registres.

Quant aux consommateurs, l'opinion que les auteurs de ce projet doivent avoir d'eux n'est guère flatteuse. En effet, la lecture de toutes les prescriptions visant à les protéger m'amène à penser que les auteurs du projet les considèrent comme des ilotes incapables de veiller à leurs intérêts ou comme des marins ivres jetant, sans restriction et sans contrôle, l'argent par portes et fenêtres.

Malheureusement, comme un certain nombre d'autres législations élaborées à l'heure actuelle — le projet sur les loyers en constitue un bel exemple — ce projet aurait pu être inspiré par le bon Empereur Joseph II qui a régné dans nos belles provinces entre 1765 et 1780 et qui a mérité le titre d'« Empereur sacristain » pour son zèle à réglementer même les cierges dans les églises.

Je suis certain que les opinions de Joseph II ne sont pas celles du ministre des Affaires économiques, mais peut-être se rejoignent-ils sur un point, celui de vouloir tout réglementer.

Je déplore, monsieur le ministre, que le projet de loi qui nous est soumis aujourd'hui ne témoigne pas de cette tendance libérale que le monde économique vous reconnaît en général. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Schellens.

De heer Schellens. — Mijnheer de Voorzitter, eerst wens ik mij aan te sluiten bij de vorige sprekers en de rapporteurs, de heren De Cooman en de Wasseige, te feliciteren met hun duidelijk en omstandig verslag.

Afgezien van het feit dat het consumentenkrediet een directe invloed uitoefent op het spaargedrag van de gezinnen, stelt het deze in staat gemakkelijker goederen en diensten te verwerven, die op de markt worden gebracht.

De redenen voor het indienen van dit ontwerp van wet zijn hoofdzakelijk gegroeid uit de ontwikkeling die het consumentenkrediet gedurende de jongste twee decennia in Europa heeft gekend.

De praktijk heeft ons geleerd dat het merendeel van de gezinnen in België een lening aangaan of aangegaan hebben.

Het is vooral in de sector van de kredieten dat in de vorm van kredietopeningen en kredietkaarten een groei wordt vastgesteld.

Het hypothecaire krediet is de belangrijkste oorzaak van de schuldenlast. We mogen ons niet beperken tot de bescherming van de consumenten, maar we dienen eveneens de basis te leggen voor een wettelijk kader om de snel groeiende sociale en economische activiteit van het consumentenkrediet te regelen.

De regering heeft derhalve het initiatief genomen het consumentenkrediet in zijn geheel te hervormen. De noodzaak hiervan werd ook bevestigd door de Raad voor het verbruik, waarin zowel vertegenwoordigers van de sector als van de consumenten zitting hebben.

Bij het opstellen van een specifieke reglementering werd gestreefd naar een evenwicht tussen de verschillende kredietvormen, ten einde geen enkele kredietvorm tegenover een andere te benadelen.

Het is zeker niet de bedoeling geweest de zwakke consument een te zware bescherming te bieden door de nadruk te leggen op het gewicht van de verantwoordelijkheid van de kredietgever.

Dit ontwerp van wet wil de verantwoordelijkheid van beide partijen duidelijk situeren in het kader van de algemene beginselen van de aansprakelijkheid van de kredietgevers.

Zo moet reclame, die melding maakt van de kost van het krediet, tevens het jaarlijks kostenpercentage vermelden en de misleidende verwijzingen naar wettelijke maximumpercentages verbieden. Deze bepalingen verbeteren de informatie voor de consumenten en de eerlijkheid van de reclame.

Wat betreft het gezamenlijke aanbod betekent dit ontwerp een belangrijke versoepeling van het verbod, dat reeds bestond in de wet van 1971 op de handelspraktijken en de financiële diensten.

Een bijzondere procedure werd ingesteld waardoor de vrede-rechter de consument betalingsfaciliteiten kan toekennen, indien de financiële toestand van deze laatste verslechtert.

De sancties die worden opgelegd, behoren tot verschillende categorieën, want elke overtreding moet kunnen worden bestraft met een specifieke en aangepaste sanctie. Bepaalde inbreuken dienen echter bestraft met burgerlijke sancties, andere met strafbepalingen.

De Vlaamse socialisten zullen dit ontwerp van wet goedkeuren en hopen dat deze hervorming succes mag hebben. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Aerts.

De heer Aerts. — Mijnheer de Voorzitter, na de uiteenzetting van de heer Hatry blijft er van dit wetsontwerp alleen nog een onbeduidend hoopje hakhout over. Nochtans meen ik dat de heer Hatry de onvolkomenheden ervan, althans in een zwart-wit verhouding, te zwart voorstelt. De positieve voorschriften en voorzieningen zijn immers belangrijker dan de punten die voorlopig nog niet zijn ingevuld.

Volgens de CVP komt dit wetsontwerp op zijn tijd. Het komt in elk geval niet te vroeg. Het anticipeert niet op bepaalde voorzieningen van de Europese Gemeenschap. Integendeel, het geeft uitdrukking aan de bezorgdheid die aanwezig was toen in de Europese Gemeenschap de richtlijn 22, van 22 december 1986, werd goedgekeurd. Met dit wetsontwerp zijn wij dus in goed gezelschap.

Het verbruikerskrediet kende de jongste tien jaar een enorme evolutie. De wijziging van de aanbodstructuur — ik bedoel daarmee de opkomst van de grote distributenetten, de toegenomen activiteit van de banken en de rol van de tussenpersonen — gaat gepaard met een verscheidenheid van gebruikte financiële technieken, zoals het voorschot op een lopende rekening, het revolving-krediet, het elektronisch geldverkeer en de veelvuldig gehanteerde — hoewel hier toch een achteruitgang wordt vastgesteld — lening op afbetaling en persoonlijke lening.

Hoewel de statistieken aantonen dat de evolutie van de onbetaalde bedragen relatief stabiel blijft en de omvang ervan — in vergelijking met onze burelen — laag ligt, moet de vermindering onze hoofdbekommering blijven. Vergeten wij niet dat de statistieken uitgaan van een hoogconjunctuur, waarin wij ons bevinden, waarbij het gevaar op « accidenten », bij kredietverlening minder groot is dan in periodes van laagconjunctuur.

Wij staan achter het vandaag behandelde ontwerp omdat het een probleemgebied positief benadert. Dit ontwerp houdt niet — zoals de heer Hatry het beschrijft — een strenge reglementering in zoals gebruikelijk in Oost-Europa. Het heeft niet de bescherming van de consument tegen woekerpraktijken tot doel. Integendeel, dit ontwerp bevat een groot aantal positieve elementen met de klemtoon op informatie en bescherming van de consument. Alle vormen van kredietverlening en overeenkomsten ter zake worden erdoor gedekt. Men kan dus geen verstopperje meer spelen met de wet: de limiet is duidelijk afgebakend.

Er zijn bepalingen van dringende aard verklaard. Zij zijn van toepassing op iedere vorm van kredietverlening: op de debetmo-

gelijkheden op een zichtrekening — wat men niet altijd als een consumentenkrediet beschouwt —, op de betaalkaarten — waarvan druk gebruik wordt gemaakt —, op het elektronisch geldverkeer en op alle mogelijke moderne en klassieke vormen van kredietverlening.

Ik besef dat juristen, gevormd op een « liberale » universiteit, niet houden van dwingende rechtsregels. Het is echter aan de wetgever om in een economische relatie met zwakken en sterken, maatregelen in de wet in te schrijven die door iedereen moeten worden gerespecteerd. Net zoals in de huurwetgeving — wij hebben dat tijdens de bespreking ervan gisteren en vandaag vastgesteld — is dit hier ook het geval.

Men moet hier geen neiging tot despotisme in zien. Dit is geen manipulatie van een keizer-koster. Het gaat hier om de bescherming van de zwakkere. Wij moeten de economisch zwakke vooraf reeds die bescherming aanbieden en ervoor zorgen dat nadelige bepalingen voor de zwakke consument uit overeenkomsten kunnen worden teniet gedaan.

Het ontwerp maakt ook komaf met bepaalde praktijken van kredietverlening, meer bepaald de kredietverlening bij de huis-aan-huisverkoop, of bij de verkoop per telefoon. In sommige studentenmilieus verdienen jongens en meisjes 's avonds wat bij door mensen op te bellen om te proberen hen een kredietkaart of betaalkaart aan te smeren. Dit kan nu niet meer.

Wij moeten deze problematiek in een ruime context benaderen, maar wij moeten hierbij toch telkens aantonen dat onze grootste zorg de bescherming van de consument is.

Er wordt ook komaf gemaakt met de order- en wisselbrieven. Advocaten met enige ervaring weten in welke zwakke situatie mensen die geld moeten lenen, vaak verkeren. Zij sluiten leningen waarin alle mogelijke en zelfs onmogelijke voorwaarden voorkomen, die heel aantrekkelijk lijken. Elk leningsdossier wordt echter afgesloten met het ondertekenen van een wissel- of orderbrief. Bij de minste hapering wordt er dan niet langer gediscussieerd over de inhoud van het contract, over de goede trouw van de cliënt of over argumenten die kunnen worden aangehaald om te ontsnappen aan de beslagname en de tenuitvoerlegging. De wisselbrief of de orderbrief wordt eenvoudig ter betaling aangeboden, zonder verdere vorm van proces. Het systeem van de wissel- en orderbrieven wordt nu gelukkig opgedoekt. Dit is een ernstige vooruitgang in de bescherming van de consument.

Het ontwerp van wet heeft het ook over plichten. Dit is eigenlijk een nieuw begrip in de hedendaagse wetgeving. Wij waren immers de jongste tijd vergeten die notie van plichten in de wetgeving in te schrijven. In het Burgerlijk Wetboek kwamen die plichten veelvuldig voor: de plichten van kinderen tegenover ouders, van ouders tegenover kinderen, enzovoort.

In het ontwerp komen die plichten opnieuw ter sprake. De kredietgever heeft een algemene informatieplicht. Hij moet informeren naar de betaalkracht van degene die bij hem een lening aangaat. Hij kan niet zomaar documenten laten ondertekenen en dan de gevolgen van die transactie afwachten. Hij moet nagaan of de persoon die een lening vraagt, die lening ook wel zal kunnen terugbetalen. De kredietgever heeft echter ook een raadgevingsplicht. Hij moet voorstellen doen om de financiële problemen van de cliënt naar best vermogen op te lossen.

Deze plichten worden in het ontwerp vertaald in « de aansprakelijkheid van de kredietgever ». Het invoeren van die plichten, van de aansprakelijkheid in het ontwerp vind ik zeer goed. Hierdoor wordt er een rechtsgrond gecreëerd om de kredietgever, die tekortschiet, aansprakelijk te stellen. Dit is een renovatie in de bijzonder duistere wereld van de kredietverlening.

Deze duistere wereld is ook opgeklaard door de beperkingen die opgelegd zijn aan alle mogelijke kredietbemiddelaars en tussenpersonen, die er alleen op uit zijn zichzelf te verrijken zonder enige bekommernis om de al te zware lasten die mensen in geldnood soms op zich nemen.

Een laatste punt dat mij bijzonder interesseert is de mogelijkheid die de lener heeft om een beroep te doen op de vrederechter die steeds betalingsfaciliteiten kan toekennen wanneer het niettegenstaande de informatie en de raadgevingen toch nog misloopt. Misschien zijn wij, in de commissie, onvoldoende lang blijven stilstaan bij dit gegeven.

Mijnheer de minister, de vrederechter kan altijd en in alle omstandigheden iemand tijdelijk van zijn verplichtingen ontslaan wanneer hij vaststelt dat iemand ongelukkig, en ter goeder trouw is.

Ten behoeve van de vrederechters is het misschien wel nuttig de aard van dergelijke betalingsmoeilijkheden aan de hand van enkele voorbeelden te illustreren. De opsomming van deze voorbeelden kan later een betere interpretatie van de wet mogelijk maken.

Ziehier enkele situaties die zich kunnen voordoen: iemand is getroffen door ziekte of ongeval en komt daardoor in geldgebrek, iemand wordt het slachtoffer van volledige werkloosheid en van het ermee gepaard gaande inkomensverlies, iemand rekende op een vergoeding of schadevergoeding om een lening af te betalen, maar ontvangt niets, iemand komt terecht in een situatie van feitelijke scheiding en dus in een periode van economische wanorde. Een echtscheiding brengt immers niet alleen een periode van psychologische en sentimentele moeilijkheden mee, maar ook van onzekerheid op het vlak van inkomsten, al dan niet begeleid door vonnissen van de vrederechter of van de rechtbank van eerste aanleg. Andere probleemsituaties zijn het gevolg van stakingen, hoge dokterskosten, begrafeniskosten, redenen van sociale aard of overmacht.

Mijnheer de minister, hoewel deze wet niet volmaakt is, zal de CVP-fractie ze toch goedkeuren omdat ze heel wat positieve elementen bevat.

Er zijn nog twee zaken waarvoor wij liever ook een regeling in deze wet hadden gezien: eerst en vooral is er de positieve gegevensbank waarover wij in de commissie van gedachten hebben gewisseld. Dit ontwerp van wet voorziet alleen in een negatieve gegevensbank, namelijk de registratie van wanbetalingen. Dergelijke gegevensbank is echter een te zwakke basis voor het formeel bepalen van de aansprakelijkheid van de kredietgever.

De kredietgever kan aldus alleen vernemen of iemand een wanbetaler is. We mogen echter niet uit het oog verliezen dat iemand in korte tijd heel wat leningen kan aangaan die hij niet zal kunnen terugbetalen en op dat ogenblik ergens vermeld wordt dat hij een wanbetaler is. Met het systeem van de negatieve gegevensbank kent de kredietgever de werkelijke financiële toestand van de kredietopnemer dus niet. Een positieve gegevensbank die inlichtingen verschaft over al de leningen die door iemand zijn aangegaan, zou een betere oplossing zijn.

Mijnheer de minister, ik kom niet terug op deze problematiek om u nogmaals te horen zeggen waarom de positieve gegevensbank niet in dit ontwerp kon worden opgenomen. Ik heb mijn amendement ingetrokken dat ertoe strekte in een positieve gegevensbank alle leningen in te schrijven, inbegrepen de hypothecaire leningen; de gouverneur van de Nationale Bank beweerde immers dat dat te veel zou kosten. Ik kwam op dit idee wel graag even terug om te kunnen benadrukken dat de positieve gegevensbank het doel is dat we in de toekomst moeten nastreven.

Mijnheer de Voorzitter, een wetgeving kan niet alles regelen en zeker niet de houding van de verbruiker. Zolang de verbruikers zich onvolwassen gedragen, zullen er moeilijkheden blijven bestaan. In de toekomst zullen wij iets moeten doen voor de vorming en de voorlichting van de gebruiker, maar dat is gemakkelijker gezegd dan gedaan. Bovendien is het nog een bevoegdheid van de gemeenschapsministers aan beide kanten van de taalgrens.

Bij die vorming en voorlichting van de verbruiker kan men denken aan een georganiseerd en gedecentraliseerd net van consultatie- en begeleidingsstructuren — de heer Hatry zal daar natuurlijk weer tegen zijn —, aan permanente vorming door het OCMW, een materie die tot de welzijnssector behoort en dus, zoals al gezegd, ressorteert onder de Gemeenschappen. Ik hoop wel dat de leden van deze Hoge Vergadering die ook mogen meepraten in de Gemeenschappen dit discours daar zullen overbrengen.

Deze wet zal veel problemen oplossen, maar we zullen pas in ons opzet slagen als we de verbruiker meer vorming kunnen bijbrengen, zodat hij volwassen gaat optreden.

Tenslotte wil ik de minister nog danken voor zijn tegemoetkomende houding. Dit ontwerp moest niet *ne varietur* worden aangenomen. Wij konden wijzigingen aanbrengen, te veel voor de

enen, te weinig voor de anderen. Dit ontwerp getuigt van goed parlementair werk. Er was een goede samenwerking met de minister en daarvoor feliciteer ik hem. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan Vice-Eerste minister Claes.

De heer Claes, Vice-Eerste minister en minister van Economische Zaken en het Plan, belast met de herstructurering van het ministerie van Onderwijs. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil op mijn beurt op de eerste plaats de rapporteurs, de heren De Cooman en de Wasseige, van harte danken voor het omvangrijk en zorgvuldig werk dat is verricht bij het opstellen van dit document. Dit zal zeker nog dikwijls worden geconsulteerd bij vragen over de juiste interpretatie van de tekst.

Ik wil ook de voorzitter van de commissie bedanken. Wij waren het niet altijd eens over de manier waarop de werkzaamheden werden geleid, maar het is zeker ook aan hem te danken dat wij doorheen de meer dan twintig vergaderingen en de talrijke amendementen toch de goede richting hebben kunnen aanhouden.

Mijn dank gaat ook naar al de leden van de commissie zonder uitzondering, omdat zij bereid waren een opbouwende dialoog te voeren over een thema waarvan heel wat facetten meerderheid en oppositie niet noodzakelijk tegenover elkaar plaatsten. De persoonlijke visie had dikwijls meer gewicht en iedereen heeft gepoogd de beste oplossing te vinden.

Dit wetsontwerp is het resultaat van een zeer lange evolutie. Het beoogt een grondige herziening van de wetgeving op het consumentenkrediet dat vandaag nog steeds door de wet van 7 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van de financiering ervan wordt gereguleerd. De redenen waarom wij dit ontwerp aan de Senaat voorleggen, komen natuurlijk hoofdzakelijk uit de ontwikkeling van het consumentenkrediet tijdens de laatste decennia. Dit kende in Europa, maar vooral ook in de Verenigde Staten en Canada een stormachtige ontwikkeling. Ook de tegenstanders van dit ontwerp zullen niet ontkennen dat de ettelijke vormen van consumentenkrediet een zeer belangrijke sociaal-economische impact hebben gekregen in onze samenleving. Negen op de tien gezinnen maken gebruik van één van die soorten leningen.

Zo wij vandaag een zekere stagnatie en zelfs terugloop van het aantal verkoops- en leningscontracten op afbetaling kennen, blijft anderzijds toch dat het aantal contracten van persoonlijke leningen sterk is gestegen. Maar het is vooral in de sector van de kredieten, toegekend in de vorm van kredietopeningen en van kredietkaarten dat we tijdens de jongste jaren een exponentiële groei hebben meegemaakt.

Statistieken vertellen ons dat het aantal kredietkaarten tussen 1973 en 1987 verachtvoudigd is. De jongste gegevens waarover ik beschik, tonen aan dat dit aantal na 1987 in een zeer hoog tempo is blijven groeien. Het hypothecair krediet blijft de belangrijkste bron van schuldenlast. Toch is het systematisch beroep op het consumentenkrediet aanzienlijk gestegen; deze vorm van krediet verzekert niet enkel de financiering van de investeringsgoederen van het gezin, maar ook de aankoop van courante gebruiksgoederen. De nieuwe vormen van krediet, krediet op lopende rekening, kaskrediet, revolving, kredietkaarten maken het de gezinnen mogelijk de stagnatie in het inkomen tijdelijk te compenseren. Onafhankelijk van het aantal achterstallige betalingen en van de polemiek over het belang van het fenomeen van de schuldenlast handhaaft zich in de feiten dit consumentenkrediet dat door zijn sterke groei een economische factor is geworden die het dagelijks leven van een groot aantal gezinnen mee bepaalt.

Het volstond dus niet ons te beperken tot de bescherming van de consument. Wij moesten tevens de basis leggen voor een wettelijk kader om de snelgroeiende sociale en economische activiteit van dit soort krediet te regelen.

Dit wetsontwerp streeft ernaar een kader op te stellen voor een eerlijke concurrentie tussen de verschillende operatoren. Zo ziet men de zaken ook op Europees niveau. De EG-Ministerraad hechtte op 22 december 1986 zijn goedkeuring aan de richtlijn betreffende de harmonisatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen der lidstaten inzake het consumentenkrediet.

Met deze richtlijn worden regels gedefinieerd voor informatie en bescherming van de consument, die gelden voor alle vormen van krediet. Tevens wil men de grote verschillen in wetgeving tussen de lidstaten opheffen, overwegende dat deze verschillen kunnen leiden tot concurrentiedistorsies.

Het opleggen van een berekeningswijze voor het jaarlijks kostenpercentage die voor alle lidstaten geldt, is er duidelijk op gericht de transparantie die op deze markt moet bestaan te verbeteren. Dit gebeurt door een verwijzing naar volkomen vergelijkbare cijfers voor het geheel van het kostenpercentage, toegepast door de kredietgevers in de verschillende lidstaten.

Deze oriëntatie wordt bevestigd door de goedkeuring van de richtlijn van 22 februari 1990, die de richtlijn van 1986 wijzigt. Deze recente richtlijn bevat hoofdzakelijk aanwijzingen voor de berekeningswijze van het jaarlijks kostenpercentage, afhankelijk van de verschillende categorieën van kredietovereenkomsten.

De beslissing van de regering om werk te maken van de hervorming van de wetgeving inzake consumentenkrediet beantwoordt duidelijk aan dit doel. De regeringsverklaring bevat in dit verband trouwens een duidelijk passage, die ik niet hoeft te herhalen.

Er moest hoe dan ook worden overgegaan tot een globale hervorming, want de huidige wetgeving regelt slechts enkele vormen van krediet en bevat geen enkele bepaling over de moderne vormen van krediet. Deze noodzaak werd trouwens bevestigd door de Raad voor het verbruik.

Ik wens toch even te onderstrepen dat in deze raad zowel vertegenwoordigers van de sector als van de consumenten zetelen. Deze raad bracht in februari 1989 unaniem volgend advies uit: «De beste manier om een hervorming inzake het consumentenkrediet door te voeren, is een globale en nieuwe hervorming in plaats van amendementen op het bestaande wetsontwerp.»

Naast de reeds genoemde richtlijnen en de wetgeving van 1957, steunt dit ontwerp ook op de EEG-aanbeveling van november 1988 in verband met de betalingssystemen en inzonderheid de betrekkingen tussen houders en uitgevers van kaarten, en op het verdrag van de Raad van Europa van 28 januari 1981 betreffende de bescherming van het privé-leven inzake geautomatiseerde bestanden van persoonsgegevens.

De belangrijkste kenmerken en vernieuwingen van dit ontwerp kunnen als volgt worden omschreven.

In de eerste plaats — de heer Aerts heeft er zoëven nog op gewezen — is het wetsontwerp van toepassing op alle vormen van kredietovereenkomsten. De definitie werd bewust breed gehouden en vloeit rechtstreeks voort uit de definitie die in de Europese richtlijn is opgenomen. De traditionele afbakening tussen gereglementeerde en niet-gereglementeerde overeenkomsten is van nu af achterhaald. De nieuwe reglementering is van toepassing op alle vormen van consumentenkrediet.

Ten tweede spitst het wetsontwerp zich toe op een aantal algemene bepalingen die toepasselijk zijn op alle vormen van krediet en op specifieke bepalingen die toepasselijk zijn op verschillende vormen van krediet die specifiek worden gedefinieerd: verkoop op afbetaling, financieringshuur, leningen op afbetaling, kredietopeningen en kredietkaarten.

Bij het opstellen van deze specifieke reglementering heeft de regering steeds gestreefd naar evenwicht tussen de verschillende kredietvormen teneinde geen enkele kredietvorm te benadelen ten opzichte van een andere en aldus eerlijke concurrentievoorwaarden tussen de verschillende kredietvormen te verzekeren.

Om dit te illustreren kunnen wij wijzen op het feit dat bij overeenkomsten voor verkoop op afbetaling of financieringshuur, de kredietgever niet verplicht is de voorwaarden van zijn bod twee weken lang te handhaven want dit zou hem benadelen. Tegenover betalingen die meteen plaatsvinden door middel van een kredietkaart, en waarvoor de kredietgever enkel verplicht is de voorwaarden van zijn bod te handhaven tot op het ogenblik van het sluiten van de overeenkomst, eenmalig dus — wanneer de kredietkaart wordt overhandigd — maar niet bij elke betaling.

Wat de vrij harde kritiek van de heer Hatry betreft, verwijs ik naar wat de heer Aerts hier heeft verklaard. Ik dank de heer Aerts trouwens voor zijn uiteenzetting.

Une autre manière de répliquer aux critiques formulées consiste à passer en revue rapidement les caractéristiques essentielles du projet en discussion.

Contrairement à ce que d'aucuns affirment, le gouvernement n'a pas voulu surprotéger un consommateur jugé trop faible en accentuant le poids de la responsabilité des prêteurs, mais il a eu la volonté de situer, à sa juste place, la responsabilité de chacun dans le respect des principes généraux relatifs à la responsabilité des professionnels; de même, le gouvernement a eu le souci d'établir un équilibre, d'une part, entre les droits et les obligations du prêteur et du consommateur, d'autre part, entre la protection du consommateur et les impératifs d'efficacité dans l'octroi et la gestion des crédits.

Les principales dispositions de ce projet sont les suivantes :

1. Les règles relatives au contenu « publicité » sont dictées par la directive et visent à rendre la publicité plus informative et plus loyale. C'est ainsi que la publicité qui se réfère au coût du crédit doit indiquer le taux annuel effectif global et que les références trompeuses aux taux légaux maxima sont interdites. Ces règles accroissent l'information du consommateur et répondent à l'exigence de loyauté en matière de publicité.

2. Les pratiques et les modes de distribution ou de promotion du crédit, sources d'abus ou de surendettement, tels que le démarchage à domicile, le démarchage téléphonique ou l'envoi d'offres de crédits au consommateur, sans demande préalable de sa part, sont interdites. Ces formes de distribution, quoique marginales, atteignent surtout les consommateurs les plus faibles et leur interdiction n'est pas mise en cause par la majorité des représentants du secteur professionnel pratiquant des modes de distribution plus sérieux et moins agressifs.

3. Une autre innovation du projet faisant figure de référence est la reconnaissance d'un devoir général de conseil dans le chef du prêteur et sa responsabilité dans l'acte de délivrance d'une offre de crédit. Le prêteur doit en effet pouvoir apprécier la solvabilité du consommateur afin de choisir, parmi les différentes formes de crédit, le type et le montant du crédit les mieux adaptés à la situation financière du consommateur.

Cette exigence est-elle excessive? La réponse est négative dans le chef du gouvernement qui estime que le consommateur a l'obligation de fournir des renseignements exacts et complets sur sa situation financière et que la responsabilité du prêteur ne peut être invoquée que si les renseignements fournis sont bien exacts et complets.

Par ailleurs, les prêteurs sérieux n'octroient évidemment un crédit qu'aux consommateurs qui constituent ce qu'on appelle « un bon risque », c'est-à-dire les consommateurs dont la situation financière leur permettra de rembourser normalement les échéances du crédit. Les deux parties ont intérêt à ce que les facultés de remboursement soient correctement évaluées et ce, afin que le contrat puisse se dérouler normalement.

En outre, rappelons que cette responsabilité s'apprécie au moment de la délivrance de l'offre de crédit et non par rapport à tous les incidents extérieurs au contrat et qui pourraient survenir après la conclusion de ce dernier.

4. Le projet prévoit l'obligation de délivrer une offre de crédit comportant obligatoirement un certain nombre de mentions essentielles du contrat de crédit.

L'obligation de délivrance d'une offre de crédit écrite accroît l'information du consommateur et uniformise les conditions contractuelles essentielles en assurant un équilibre des droits et des obligations des parties. Le caractère obligatoire de l'offre écrite n'empêche toutefois pas la concurrence de s'exercer au sujet d'autres conditions contractuelles ajoutées aux mentions essentielles, à condition bien entendu qu'elles ne comportent pas de clauses abusives, auquel cas elles seraient interdites.

5. En ce qui concerne l'offre conjointe, le présent projet a considérablement assoupli l'interdiction existant déjà dans la législation de 1971 sur les pratiques du commerce et qui s'applique aux services financiers. En effet, le présent projet, contrairement à ce qu'on prétend parfois, prévoit que l'offre conjointe peut être autorisée pour autant que le coût du service offert conjointement soit inclus dans le taux annuel effectif global.

6. Des dispositions nouvelles issues de la directive consacrent le lien entre le contrat de crédit et le contrat en vue duquel le financement est demandé.

7. Le projet de loi élargit à toutes les formes de crédit le principe du droit à une ristourne en cas de paiement intégral anticipé.

8. Les règles relatives à la cession de créance ont été établies de telle sorte que la cession du contrat soit entourée des précautions nécessaires afin d'assurer la sécurité juridique de l'opération et, en particulier, l'opposabilité de la cession au consommateur, lequel doit pouvoir identifier avec certitude son créancier afin que le paiement qu'il effectue soit valable. Des règles ont également été établies afin de respecter le principe de la directive européenne selon laquelle la cession du contrat de crédit ne peut restreindre les droits que le consommateur tient du contrat initial.

Ces règles ont été établies en tenant compte des exigences d'un phénomène nouveau venu des Etats-Unis et appelé titrisation, consistant à mobiliser les créances par leur cession auprès des sociétés de placement de créances. Sur ce point, une concertation a eu lieu au sein du gouvernement pour que ces deux catégories d'exigences soient compatibles.

9. Certaines clauses abusives spécifiques au domaine du crédit sont interdites, telles notamment la lettre de change. L'interdiction généralisée de la lettre de change a recueilli un large consensus, même auprès des prêteurs.

10. Des dispositions nouvelles règlent le sort de la caution ou de la personne constituant une garantie personnelle.

11. Une procédure particulière a été instaurée, permettant au juge de paix d'octroyer des facilités de paiement au consommateur si ce dernier connaît une aggravation de sa situation financière.

12. Le projet de loi n'interdit pas l'activité de recouvrement de créances mais énonce des règles essentielles visant à protéger le consommateur, telles que l'interdiction d'exiger une quelconque rémunération auprès du consommateur et l'interdiction de certaines pratiques déloyales d'intimidation du débiteur auxquelles donne parfois lieu cette activité.

13. Le projet contient également des règles relatives aux activités des intermédiaires de crédit. Le rôle parfois néfaste joué par certains intermédiaires peu scrupuleux a été mis en évidence, tant par les organisations analysant les problèmes de surendettement des consommateurs que par les organismes financiers eux-mêmes.

L'activité des intermédiaires de crédit n'étant, à l'heure actuelle, régie par aucune règle particulière, l'intervention du législateur se révélait indispensable du point de vue de l'assainissement de la publicité faite par les intermédiaires, du point de vue de l'accroissement de la responsabilité de l'intermédiaire, du point de vue du renforcement du devoir de conseil de l'intermédiaire et, enfin, du point de vue de l'interdiction de la médiation de dettes, sauf si cette dernière aboutit à la conclusion d'un contrat globalisant les anciennes dettes.

Ce sont des options que les dispositions du projet consacrent.

14. Dit wetsontwerp stelt tevens het kader vast voor een nieuwe reglementering voor de verwerking van persoonlijke gegevens op het gebied van het consumentenkrediet. Het is bekend dat kredietinstellingen gegevensbanken oprichten om inlichtingen te verzamelen over kandidaat-ontleners. De regering is van oordeel dat het perfect gerechtvaardigd en gewettigd is dergelijke gegevensbanken op te richten voor zover zij de mogelijkheid bieden de financiële risico's voor het verlenen van krediet in te schatten.

Het beoordelen van de solvabiliteit van de kandidaat-ontleners is immers niet enkel een mogelijkheid, maar vooral een plicht. Daarom is het wenselijk hiervoor regels vast te leggen om de privacy van de personen over wie gegevens worden opgeslagen, te beschermen.

De transparantie van de bestanden en het recht op het verbeteren van foute gegevens moeten worden gewaarborgd. Dit is trouwens opgenomen in de wetgeving van verscheidene andere Europese Staten. De regering acht het nuttig een hoofdstuk over de bescherming van automatische gegevensverwerking op te nemen

in het wetsontwerp over het consumentencrediet, ook al bestaat er een algemeen wetsontwerp op de bescherming van het privéleven. De Raad van State heeft overigens onlangs over dit algemeen ontwerp advies uitgebracht.

Toch hebben wij ervoor gekozen dit onderwerp ook in onderhavig wetsontwerp op te nemen, omdat het consumentencrediet één van de belangrijkste gebieden is inzake de verwerking van persoonlijke gegevens en bepaalde beschermingsregels specifiek van toepassing zijn op dit gebied. Daarom is onder meer het finaliteitsprincipe, namelijk de reden waarom persoonlijke gegevens kunnen worden verwerkt, specifiek van toepassing op de kredietverlening.

Hetzelfde geldt voor de uitputtende lijst van registreerbare gegevens, de lijst van personen aan wie deze gegevens kunnen worden medegedeeld, de bewaringstermijn van de gegevens en dergelijke meer.

Inzake de algemene regels voor de bescherming van de privacy, zoals het recht op toegang tot de gegevensbestanden voor de personen over wie gegevens zijn opgeslagen en het recht op verbetering van onjuiste gegevens, heeft de regering op alle punten gestreefd naar perfecte overeenstemming met het algemene wetsontwerp. De twee teksten werden overigens simultaan opgesteld, zodat ze niet tegenstrijdig zijn, maar wel volledig complementair.

De centrale gegevensbank die bij de Nationale Bank werd opgericht, blijft tot nader order een negatieve centrale. Mijnheer Aerts, de mogelijkheid blijft echter bestaan deze om te vormen tot een positieve centrale waarin een overeenkomst of een deel van een overeenkomst waarop dit wetsontwerp van toepassing is, worden opgenomen.

Voor de controle op de toepassing van deze wet stelt het ontwerp een heel systeem van opsporing en vaststelling van overtredingen in werking. Dit behelst onder andere een verwittigingsprocedure en een procedure tot minnelijke regeling. Dit systeem is niet nieuw en werd reeds opgenomen in het wetsontwerp betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consumenten, dat in 1987 door de Senaat werd goedgekeurd. Andere wetten, zoals de wet van 1977 op de bescherming van de gezondheid van de consument, bevatten overigens soortgelijke systemen.

Mijnheer de Voorzitter, tot zover een herhaling van de opsomming van de voornaamste karakteristieken van het ontwerp, die meteen de repliek vormt op de kritiek die haar credibiliteit verliest, omdat zij reeds op het eerste gezicht al te eenzijdig blijkt te zijn.

Avec votre permission, monsieur le Président, je souhaite répliquer dès à présent aux amendements qui ont été déposés, et ce afin de ne pas devoir, une fois encore, occuper la tribune.

Les amendements rejoignant les commentaires que M. Antoine a déjà développés en commission et qui y ont été rejetés, ne peuvent en aucune manière me convaincre. Aux articles 75 et 77, M. Antoine considère l'absence de décision comme un agrément implicite. Cela me semble très dangereux pour la sécurité juridique. A ce propos, j'ai cité, en commission, des exemples que je ne crois pas utile de répéter ici.

En ce qui concerne l'article 80, M. De Cooman a rappelé, dans son rapport, les intentions qui ont animé une large majorité des membres de la commission. Je ne vois pas pourquoi le ministre devrait introduire un recours auprès du tribunal contre un agrément octroyé implicitement alors qu'il dispose du pouvoir général en vertu des articles 106 et 107 de retirer un agrément ou de radier une inscription qui ne correspondrait pas aux critères légaux et qu'il a lui-même accordée implicitement ou explicitement. C'est un non-sens et c'est la raison pour laquelle je confirme l'attitude prise par le gouvernement en commission.

La plupart des amendements déposés par M. Hatry ont largement été débattus en commission et il me semble inutile de répéter les motifs qui ont amené le gouvernement à les rejeter.

M. Hatry a déposé, à l'article 75, un nouvel amendement que je ne puis accepter davantage. Je me réfère en cela à la page 206 du rapport, à la justification de l'amendement du gouvernement insérant un 3^o bis au paragraphe 3.

Nous avons déjà eu l'occasion de discuter des motifs qui ont amené le gouvernement à introduire par amendement le 4^o du paragraphe 3 de l'article 75 qui a obtenu l'assentiment de la majorité.

Par ailleurs, l'amendement déposé par M. Hatry à l'article 49 mérite toute notre attention. Je ne crois pas devoir l'accepter, mais je suis prêt à confirmer que le remboursement anticipé visé à l'article 49 correspond à une levée d'option anticipée. Le but visé par M. Hatry par le dépôt de cet amendement semble donc rencontré avec l'interprétation dont je viens de vous faire part.

Telles sont, monsieur le Président, mes réponses à une partie des amendements introduits en séance plénière.

Ik besluit met de wijze woorden die rapporteur De Cooman uitsprak bij het einde van zijn uiteenzetting: « Ik ben van mening dat dit ontwerp vele goede facetten bevat en dat de tot stand gekomen wet de mogelijkheid zal bieden menig misbruik te beteugelen en zowel de consument als de kredietverlener te beschermen. De toetsing van het ontwerp aan de praktijk zal misschien nog uitwijzen dat de wet nog zal moeten worden gewijzigd, maar dit zal op een eenvoudige wijze kunnen gebeuren. »

Volgens mij heeft de regering ruimschoots rekening gehouden met de amendementen van de commissieleden.

Dit is een perfect wetsontwerp dat een afdoende oplossing geeft voor de problemen die vandaag rijzen en die ook in de toekomst in deze complexe sector zullen ontstaan.

In de toekomst zal evenwel nog moeten gewerkt aan deze wetgeving, maar rekening houdend met de uitgevaardigde Europese richtlijnen was het de hoogste tijd om aan deze problematiek te sleutelen. Volgens mij is de senaatscommissie hierin al bij al goed geslaagd.

Ik hoop dat, na de goedkeuring in de Senaat, de discussie in de Kamer van volksvertegenwoordigers snel zal worden afgerond. Hierdoor zal een nieuwe wetgeving tot stand komen die beantwoordt aan een zowel dringende als dwingende noodwendigheid.

Ik dank nogmaals alle leden van de commissie voor de positieve manier waarop zij gedurende meer dan een half jaar de commissiebesprekingen hebben gevoerd. (*Applaus.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close, et nous passons à l'examen des articles.

Daar niemand meer het woord vraagt in de algemene beraadslaging verklaar ik ze voor gesloten en bespreken wij de artikelen.

Je signale qu'une série d'amendements, signés par moins de trois membres, ont été présentés à différents articles du projet de loi en discussion.

Bij verschillende artikelen van het ontwerp van wet dat wij thans bespreken, zijn amendementen ingediend die door minder dan drie leden zijn ondertekend.

Puis-je considérer que ces amendements sont appuyés?

Worden deze amendementen gesteund? (*Talrijke leden staan op.*)

Ces amendements étant régulièrement appuyés, ils feront partie de la discussion.

Aangezien deze amendementen reglementair worden gesteund, maken ze deel uit van de bespreking.

L'article premier est ainsi rédigé:

Chapitre 1^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Pour l'application de la présente loi, sont définis comme suit:

1^o Le consommateur: toute personne physique qui, pour les transactions régies par la présente loi, agit dans un but pouvant être considéré comme étranger à ses activités commerciales, professionnelles ou artisanales;

2^o Le prêteur: toute personne physique ou morale ou tout groupement de ces personnes qui consent un crédit dans le cadre de ses activités commerciales ou professionnelles;

3° L'intermédiaire de crédit: toute personne physique ou morale qui aide à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat de crédit dans le cadre de ses activités commerciales ou professionnelles;

4° Le contrat de crédit: tout contrat en vertu duquel un prêteur consent ou s'engage à consentir à un consommateur un crédit, sous la forme d'un délai de paiement, d'un prêt ou de toute autre facilité de paiement similaire;

5° Le coût total du crédit: tous les coûts du crédit, y compris les intérêts et tous les autres frais liés au contrat de crédit, calculés sur la base des éléments indiqués par le Roi et selon le mode qu'il détermine;

6° Le taux annuel effectif global: le coût total du crédit au consommateur exprimé en pourcentage annuel du montant du crédit consenti, calculé sur la base des éléments indiqués par le Roi et selon le mode qu'il détermine;

7° La publicité: toute communication telle que celle-ci est définie dans la législation relative aux pratiques du commerce;

8° Le taux débiteur: le taux d'intérêt appliqué au montant du crédit, exprimé en pourcentage annuel et calculé sur base des éléments indiqués par le Roi et selon le mode qu'il détermine;

9° La vente à tempérament: tout contrat de crédit, quelle que soit sa qualification ou sa forme, qui doit normalement emporter acquisition de biens meubles corporels ou prestation de services et dont le prix s'acquitte, par versements périodiques, en trois paiements au moins, en ce non compris l'acompte;

10° Le crédit-bail: tout contrat de crédit, quelle que soit sa qualification ou sa forme, par laquelle une des parties s'engage à fournir à l'autre partie la jouissance d'un bien meuble corporel à un prix déterminé que cette dernière s'engage à payer périodiquement, et qui comporte, de manière expresse ou tacite, une offre d'achat. Pour l'application de la présente loi, le bailleur est considéré comme le prêteur;

11° Le prêt à tempérament: tout contrat de crédit, quelle que soit sa qualification ou sa forme, aux termes de laquelle une somme d'argent ou un autre moyen de paiement est mis à la disposition d'un consommateur qui s'engage à rembourser le prêt par versements périodiques;

12° L'ouverture de crédit: tout contrat de crédit aux termes duquel un pouvoir d'achat, une somme d'argent ou tout autre moyen de paiement est mis à la disposition du consommateur qui peut l'utiliser en prélevant de l'argent — en produisant une carte de paiement ou de légitimation ou d'une autre manière — et qui est tenu au remboursement à la date de son choix;

13° La médiation de dettes: la prestation de services, à l'exclusion de la conclusion d'un contrat de crédit, en vue de réaliser un aménagement des modalités de paiement de la dette qui découle totalement ou partiellement d'un ou plusieurs contrats de crédit;

14° Le traitement de données: tout ensemble d'opérations réalisées en tout ou en partie à l'aide de procédés automatisés ou non et relatif à l'enregistrement et la conservation de données à caractère personnel, sous forme de fichier, ainsi qu'à la modification, l'effacement, la consultation ou la diffusion de ces données;

15° Le fichier: tout ensemble de données à caractère personnel, constitué et conservé suivant une structure logique devant permettre la consultation;

16° Le maître du fichier: la personne physique ou morale ou l'organisme non doté de la personnalité juridique qui tient le fichier;

17° L'entreprise du prêteur ou de l'intermédiaire de crédit: l'endroit où il exerce habituellement son commerce, soit l'établissement principal, soit une succursale, soit une agence immatriculée au registre de commerce ou l'établissement d'un autre prêteur ou intermédiaire de crédit.

Artikel 1. Voor de toepassing van deze wet moet worden verstaan onder:

1° De consument: elke natuurlijke persoon die ten aanzien van de onder deze wet vallende verrichtingen handelt met een oogmerk dat geacht kan worden vreemd te zijn aan zijn handels-, beroeps- of ambachtelijke activiteiten;

2° De kredietgever: elke natuurlijk persoon, elke rechtspersoon of elke groep van dergelijke personen, die krediet verleent binnen het kader van zijn handels- of beroepsactiviteiten;

3° De kredietbemiddelaar: elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die bijdraagt tot het sluiten of tot het uitvoeren van een kredietovereenkomst binnen het kader van zijn handels- of beroepsactiviteiten;

4° De kredietovereenkomst: elke overeenkomst waarbij een kredietgever een krediet verleent of toezegt aan een consument, in de vorm van uitstel van betaling, van een lening, of van elke andere gelijkaardige betalingsregeling;

5° De totale kosten van het krediet: alle kosten van het krediet, met inbegrip van de rente en alle andere kosten die verbonden zijn met de kredietovereenkomst, berekend aan de hand van de elementen die de Koning aanduidt en op de wijze die Hij bepaalt;

6° Het jaarlijkse kostenpercentage: de totale kosten van het krediet dat aan de consument wordt verleend, uitgedrukt in een percentage op jaarbasis van het bedrag van het verleende krediet, berekend aan de hand van de elementen die de Koning aanduidt, en op de wijze die Hij bepaalt;

7° De reclame: elke mededeling zoals gedefinieerd in de wetgeving op de handelspraktijken;

8° De debetrente: de instrestvoet, die toegepast wordt op het kredietbedrag, uitgedrukt in een percentage op jaarbasis en berekend aan de hand van de elementen die de Koning aanduidt en op de wijze die Hij bepaalt;

9° De verkoop op afbetaling: elke kredietovereenkomst, ongeacht de benaming of de vorm, welke normaal leidt tot de verkrijging van lichamelijke roerende goederen of levering van diensten en waarvan de prijs betaald wordt in ten minste drie betalingen, door middel van periodieke stortingen waaronder het voorschot niet is begrepen;

10° De financieringshuur: elke kredietovereenkomst, ongeacht de benaming of de vorm, waarbij de ene partij zich ertoe verbindt de andere het genot van een lichamelijk roerend goed te verschaffen tegen een bepaalde prijs, die de laatstgenoemde zich verbindt periodiek te betalen en waarin, eveneens expliciet of stilzwijgend, een koopaanbod is vervat. Voor de toepassing van deze wet wordt de verhuurder beschouwd als kredietgever;

11° De lening of afbetaling: elke kredietovereenkomst, ongeacht de benaming of de vorm, waarbij geld of een ander betaalmiddel ter beschikking wordt gesteld van een consument, die zich ertoe verbindt de lening terug te betalen door periodieke stortingen;

12° De kredietopening: elke kredietovereenkomst waarbij koopkracht, geld of gelijk welk ander betaalmiddel ter beschikking wordt gesteld van de consument die ervan gebruik kan maken door middel van geldopname — door gebruik van een betaal- of legitimatiekaart of op een andere wijze — en tot terugbetaling gehouden is op de datum van zijn keuze;

13° De schuldbemiddeling: de dienstverlening, met uitsluiting van het sluiten van een kredietovereenkomst, met het oog op het totstandbrengen van een regeling omtrent de wijze van betaling van de schuldenlast die geheel of ten dele uit een of meer kredietovereenkomsten voortvloeit;

14° De verwerking van gegevens: elk geheel van bewerkingen die geheel of gedeeltelijk langs al dan niet geautomatiseerde weg zijn uitgevoerd en betrekking hebben op de registratie en de bewaring van persoonsgegevens, in de vorm van een bestand, alsook op de wijziging, de uitwissing, de raadpleging of de verspreiding van deze gegevens;

15° Het bestand: elk geheel van persoonsgegevens, samengesteld en bewaard op een logisch gestructureerde wijze met het oog op de raadpleging ervan;

16° De houder van het bestand: de natuurlijke persoon of rechtspersoon of de instelling zonder rechtspersoonlijkheid die het bestand bijhoudt;

17° De onderneming van de kredietgever of van de kredietbemiddelaar: de plaats waar hij gewoonlijk zijn bedrijf uitoefent;

dat is zijn hoofdvestiging, een filiaal of een in het handelsregister ingeschreven agentschap of de vestiging van een andere kredietgever of kredietbemiddelaar.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 2. La présente loi s'applique aux contrats de crédit conclus avec un consommateur ayant sa résidence habituelle en Belgique :

1° Soit par un prêteur ayant son siège principal ou sa résidence principale en Belgique;

2° Soit par un prêteur ayant son siège principal ou sa résidence principale en dehors de la Belgique à la condition que :

— Le contrat ait été précédé en Belgique d'une proposition particulière ou d'une publicité;

— Le prêteur ou son représentant ait reçu en Belgique la demande de crédit du consommateur.

Art. 2. Deze wet is van toepassing op de kredietovereenkomsten gesloten met een consument die in België zijn gewone verblijfplaats heeft :

1° Hetzij door een kredietgever die zijn hoofdzetel of zijn voorname verblijfplaats in België heeft;

2° Hetzij door een kredietgever die zijn hoofdzetel of zijn voorname verblijfplaats in het buitenland heeft op voorwaarde dat :

— De overeenkomst werd voorafgegaan door een bijzonder voorstel of door reclame in België;

— De kredietgever of zijn vertegenwoordiger de kredietaanvraag van de consument in België heeft ontvangen.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 3 est ainsi rédigé :

Art. 3. § 1^{er}. Sont exclus de l'application de la présente loi :

1° Les contrats conclus en vue de la prestation continue de services, par des entreprises publiques ou privées, aux termes desquels le consommateur a le droit de régler le coût desdits services, aussi longtemps qu'ils sont fournis, par des paiements échelonnés;

2° Les contrats de location ne prévoyant pas de clause concernant un transfert de propriété;

3° Les contrats de crédit en vertu desquels le consommateur est tenu de rembourser le crédit dans un délai ne dépassant pas trois mois, pour autant qu'il ne s'agisse pas d'une couverture de crédit;

4° Les ouvertures de crédit remboursables dans un délai ne dépassant pas trois mois et portant sur un montant inférieur à 50 000 francs. Le Roi peut augmenter ce montant;

5° Les contrats de crédit octroyés à titre occasionnel et sans but de lucre;

6° Les prêts hypothécaires et les ouvertures de crédit qui tombent sous l'application de l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires.

§ 2. Sont par ailleurs exclus de l'application de la présente loi à l'exception des dispositions des articles 2, 4 à 11, 13, 21, 28 à 37, 39 et 40, 42 à 44, 46 à 48, 50 à 52, 54 et 55, 57, 59 et 60, 62 à 67, 74 à 109 :

1° Les contrats de crédit portant sur des montants inférieurs à 8 600 francs;

2° Les contrats de crédit constatés par un acte authentique qui portent sur des montants supérieurs à 860 000 francs;

3° Les contrats de vente à tempérament en vertu desquels le consommateur est tenu de rembourser le crédit en trois paiements au maximum, en ce non compris l'acompte, dans un délai ne dépassant pas neuf mois.

Le Roi peut adapter les montants visés au présent paragraphe conformément à l'article 13 de la directive 87/102 du 22 décembre 1986 du Conseil des Communautés européennes relative au rap-

prochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres en matière de crédit à la consommation.

§ 3. Le Roi peut déterminer que les articles de la présente loi, désignés par Lui, ne s'appliquent pas à certains types de crédit consentis à des taux annuels effectifs globaux inférieurs aux taux habituellement pratiqués sur le marché et qui ne sont pas proposés au public en général.

Art. 3. § 1. Deze wet is niet van toepassing op :

1° De overeenkomsten voor het op continubasis verlenen van diensten door publieke of privé-ondernemingen, waarbij de consument het recht heeft om de kosten van deze diensten, zolang zij geleverd worden, te regelen via gespreide betalingen;

2° De huurovereenkomsten zonder bepaling omtrent een eigendomsovergang;

3° De kredietovereenkomsten waarbij de consument gehouden is het krediet terug te betalen binnen een termijn van ten hoogste drie maanden voor zover het geen kredietopening betreft;

4° De kredietopeningen terugbetaalbaar binnen een termijn van ten hoogste drie maanden en die betrekking hebben op bedragen die lager zijn dan 50 000 frank. De Koning kan dit bedrag verhogen.

5° De kredietovereenkomsten die toevallig en zonder winstoogmerk worden verleend;

6° De hypothecaire leningen en kredietopeningen waarop titel I van koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op ondernemingen van hypothecaire leningen van toepassing is.

§ 2. Van de toepassing van deze wet zijn bovendien uitgesloten, behalve van de bepalingen van de artikelen 2, 4 tot 11, 13, 21, 28 tot 37, 39 en 40, 42 tot 44, 46 tot 48, 50 tot 52, 54 en 55, 57, 59 en 60, 62 tot 67, 74 tot 109 :

1° De kredietovereenkomsten die betrekking hebben op bedragen die lager zijn dan 8 600 frank;

2° De kredietovereenkomsten vastgesteld bij een authentieke akte die betrekking hebben op bedragen die hoger zijn dan 860 000 frank;

3° De overeenkomsten van verkoop op afbetaling waarbij de consument het krediet moet terugbetalen in ten hoogste drie betalingen, het voorschot niet inbegrepen, binnen ten hoogste negen maanden.

De Koning kan de bedragen bedoeld in deze paragraaf aanpassen overeenkomstig artikel 13 van de richtlijn 87/102 van 22 december 1986 van de Raad van de Europese Gemeenschap betreffende de harmonisatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen der lidstaten inzake het consumentenkrediet.

§ 3. De Koning kan bepalen dat de artikelen van deze wet die Hij aanwijst, niet van toepassing zijn op bepaalde soorten van krediet toegekend tegen een jaarlijks kostenpercentage dat lager is dan het op de markt gebruikelijke jaarlijkse kostenpercentage en die in het algemeen niet aan het publiek worden aangeboden.

A cet article, M. Hatry présente les amendements que voici :

« A. Compléter le § 1^{er} de cet article par un 7^o, rédigé comme suit :

« 7^o Les contrats de crédit qui portent sur des montants supérieurs à 860 000 francs. »

« A. Paragraaf 1 van dit artikel aan te vullen met een 7^o, luidende :

« 7^o Kredietovereenkomsten die betrekking hebben op bedragen die hoger zijn dan 860 000 frank. »

« B. Au § 2, premier alinéa, de cet article, supprimer le 2^o. »

« B. In § 2, eerste lid, van dit artikel het 2^o te doen vervallen. »

Il présente également les amendements subsidiaires que voici :

Premier amendement subsidiaire :

« Compléter cet article par un § 4 (nouveau), rédigé comme suit :

« § 4. Pour les contrats d'un montant supérieur à 860 000 francs, la détermination des durées de remboursement est laissée à l'appréciation des parties. »

Eerste subsidiair amendement :

« Dit artikel aan te vullen met een § 4 (nieuw), luidende :

« § 4. Voor de overeenkomsten betreffende een bedrag hoger dan 860 000 frank wordt de bepaling van de termijnen waarbinnen het krediet moet worden terugbetaald, aan de partijen overgelaten. »

Deuxième amendement subsidiaire :

« Au § 2, 2^o, de cet article, supprimer les mots « constatés par un acte authentique. »

Tweede subsidiair amendement :

« In § 2, 2^o, van dit artikel, de woorden « vastgesteld bij een authentiek akte » te doen vervallen. »

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, cet amendement se compose d'une version principale et de deux versions subsidiaires.

Quelle est sa portée ?

Comme le projet de loi va plus loin que la directive européenne en ce qui concerne les crédits inférieurs à 200 et supérieurs à 20 000 écus au niveau du champ d'application, nous préconisons dans notre amendement principal en A que « les contrats de crédit qui portent sur des montants supérieurs à 860 000 francs soient formellement exclus ». En effet, il ne s'agit plus, en l'occurrence, de crédits à la consommation mais plutôt de crédits d'investissement dans des biens durables : immeubles, actions de sociétés, obligations, œuvres d'art. Le danger d'appauvrissement ou d'engagement irréflecti de la part de l'emprunteur étant faible, il est normal que la protection le soit également. Les personnes qui peuvent emprunter de telles sommes sans garantie hypothécaire appartiennent d'ailleurs à une catégorie qui n'a pas besoin de protection spéciale, en la matière, et qui peut même y être allergique. En outre, la pratique actuelle montre qu'il n'y a pas eu d'abus particuliers en ce domaine.

Notre amendement principal propose, d'une part, d'ajouter un septimo au paragraphe premier de cet article et, d'autre part, de supprimer le secundo du paragraphe 2.

Notre premier amendement subsidiaire concerne une disposition pratique. Le projet de loi prévoit une disposition qui réglemente, au delà de 860 000 francs, les modalités de remboursement. Comme le crédit peut être accordé pour un minimum de 860 000 francs et plus, c'est-à-dire jusqu'à l'infini, il nous paraît impossible qu'un arrêté royal puisse déterminer les délais de remboursement des crédits pour les sommes supérieures à 860 000 francs.

Notre amendement vise donc à éviter un interventionnisme tout à fait inutile et lourd, en la matière.

Notre second amendement subsidiaire s'inscrit dans la formulation actuelle du projet de loi qui, comme vous le savez, permet d'exclure les prêts de 860 000 francs et plus, lorsqu'ils sont attestés par un acte authentique, un acte notarié ou devant le juge. En effet, la directive ne requiert nullement la formalité d'un acte authentique. De plus, la manière dont les collaborateurs du ministre nous ont fourni, *in extremis*, des explications, à ce sujet, me paraît peu crédible. Le gouvernement aurait parfaitement pu exclure intégralement les contrats de plus de 860 000 francs car « qui peut le plus, peut le moins ». Cependant, il a décidé de maintenir cette procédure, à mon sens lente, coûteuse et dont l'intérêt n'est nullement démontré.

Nous estimons donc qu'au paragraphe deux, 2^o, de cet article, il faut supprimer les mots « constatés par un acte authentique ».

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1990-1991
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1990-1991

M. le Président. — La parole est à M. Claes, Vice-Premier ministre.

M. Claes, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques et du Plan, chargé de la restructuration du *ministerie van Onderwijs*. — Monsieur le Président, je me réfère, à ce propos, aux explications fournies en commission.

M. le Président. — Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 3 sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 3 worden aangehouden.

Art. 4. Sans préjudice des dispositions des articles 85 à 100 inclus, toute stipulation contraire aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution est nulle pour autant qu'elle vise à restreindre les droits des consommateurs ou à aggraver leurs obligations.

Art. 4. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 85 tot en met 100, is elk met de bepalingen van deze wet en van haar uitvoeringsbesluiten strijdig beding nietig voor zover het ertoe strekt de rechten van de consument in te perken of zijn verplichtingen te verzwaren.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre II. — De la promotion du crédit

Art. 5. § 1^{er}. Toute publicité ayant pour objet ou pouvant avoir comme conséquence l'octroi d'un crédit à la consommation, et dénommée ci-après « publicité », doit mentionner d'une manière lisible, apparente et non équivoque :

1^o L'identité, l'adresse et la qualité de l'annonceur;

2^o La forme de crédit qu'elle concerne;

3^o Les conditions particulières ou restrictives auxquelles le crédit à la consommation peut être soumis.

§ 2. Toute publicité indiquant un taux d'intérêt ou tout autre chiffre portant sur le coût du crédit, doit également mentionner, de manière apparente, le taux annuel effectif global. Lorsque le calcul exact du taux annuel effectif global n'est pas possible, la publicité doit mentionner le coût total du crédit au moyen d'un exemple représentatif.

Le Roi peut déterminer ce qu'il convient d'entendre par exemple représentatif, ainsi que les cas où ce dernier doit être utilisé.

Hoofdstuk II. — Kredietpromotie

Art. 5. § 1. Elke reclame die het toekennen van een consumentenkrediet tot voorwerp heeft of tot gevolg kan hebben, en hierna « reclame » genoemd, moet op een leesbare, goed zichtbare en ondubbelzinnige wijze vermelden :

1^o De identiteit, het adres en de hoedanigheid van de adverteerder;

2^o De kredietvorm waarop zij betrekking heeft;

3^o De bijzondere of beperkende voorwaarden waaraan het consumentenkrediet onderworpen kan zijn.

§ 2. Elke reclame waarin een intrestvoet of een ander cijfer met betrekking tot de kosten van het krediet wordt genoemd, moet tevens, op een goed zichtbare wijze, het jaarlijkse kostenpercentage vermelden. Indien de juiste berekening van het jaarlijkse kostenpercentage niet mogelijk is, moet de reclame de totale kosten van het krediet vermelden aan de hand van een representatief voorbeeld.

De Koning kan bepalen wat onder representatief voorbeeld moet worden verstaan en in welke gevallen dat voorbeeld moet worden aangewend.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 6. § 1^{er}. Est interdite toute publicité pour un contrat de crédit :

— Qui fait référence à un agrément ou à une inscription au sens de la présente loi ;

— Qui, en se référant au taux annuel effectif global maximum ou à la légalité des taux appliqués, donne l'impression que ces taux sont les seuls à pouvoir être appliqués.

Toute référence au taux annuel effectif global maximum légalement autorisé et au taux débiteur maximum légalement autorisé doit être présentée de manière lisible, apparente et non équivoque et doit indiquer le montant précis du taux annuel effectif global maximum légalement autorisé.

§ 2. Est également interdite toute publicité comportant la mention « crédit gratuit » ou une mention équivalente, autre que l'indication du taux annuel effectif global.

§ 3. Est également interdite toute publicité qui favorise un acte qui doit être considéré comme un manquement ou une infraction à la présente loi ou à ses arrêtés.

Art. 6. § 1. Verboden is elke reclame voor een kredietovereenkomst :

— Die verwijst naar een erkenning of een inschrijving in de zin van deze wet ;

— Die door verwijzing naar het maximale jaarlijkse kostenpercentage of naar de wettelijkheid van de toegepaste kostenpercentages de indruk wekt dat deze de enige zijn die kunnen worden toegepast.

Iedere verwijzing naar het wettelijk toegestane maximale jaarlijkse kostenpercentage en naar de wettelijk toegestane maximale debetrente moet leesbaar, goed zichtbaar en ondubbelzinnig worden voorgesteld en moet het juiste bedrag van het wettelijk toegestane maximale jaarlijkse kostenpercentage aanduiden.

§ 2. Verboden is tevens elke reclame die de vermelding « gratis krediet » of een gelijkaardige vermelding, anders dan de verwijzing naar het jaarlijkse kostenpercentage bevat.

§ 3. Verboden is tevens elke reclame die een daad in de hand werkt die beschouwd moet worden als een niet-naleving van of een inbreuk op deze wet of haar besluiten.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 7. Le démarchage au domicile ou à la résidence du consommateur pour des contrats de crédit est interdit, sauf si le prêteur ou l'intermédiaire s'est rendu au domicile ou à la résidence du consommateur à sa demande expresse et préalable. La preuve de cette demande ne peut être faite que par un écrit distinct du contrat de crédit lui-même, et antérieur à la visite.

Est considéré comme démarchage à domicile le fait de téléphoner au consommateur pour lui proposer une visite.

Art. 7. Het leuren voor kredietovereenkomsten aan de woonplaats of verblijfplaats van de consument is verboden, behalve wanneer de kredietgever of de kredietbemiddelaar zich naar de woonplaats of verblijfplaats van de consument heeft begeven op het uitdrukkelijk en voorafgaand verzoek van deze laatste. Het bewijs van dat verzoek kan alleen geleverd worden door een van de kredietovereenkomst onderscheiden geschrift, opgesteld vóór het bezoek.

De consument opbellen om hem een bezoek voor te stellen wordt als leuren aan de woonplaats beschouwd.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 8. Le démarchage pour des contrats de crédit au lieu de travail du consommateur est interdit, ainsi que le démarchage et l'offre de contracter faits au consommateur au domicile ou à la résidence d'un autre consommateur.

Pour l'application des articles 8 et 9 de la présente loi, il faut entendre par offre de contracter, l'émission définitive de la volonté du prêteur qui ne doit plus qu'être acceptée par le consommateur pour que le contrat soit formé.

Art. 8. Het leuren voor kredietovereenkomsten aan de werkplaats van de consument is verboden, alsook het leuren en het aanbod tot het sluiten van een overeenkomst aan de consument aan de woonplaats of verblijfplaats van een andere consument.

Voor de toepassing van de artikelen 8 en 9 van deze wet moet onder het aanbod tot het sluiten van een overeenkomst worden verstaan, de definitieve uitdrukking van de wil van de kredietgever die door de consument enkel nog moet worden aanvaard opdat de overeenkomst zou zijn gesloten.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 9. Il est interdit de faire parvenir au domicile ou à la résidence du consommateur, ou sur son lieu de travail, un moyen de crédit ou une offre de contracter, sauf s'il existe une demande expresse et préalable émanant du consommateur et que dans cette hypothèse l'offre est établie conformément aux dispositions des articles 14 à 16 de la présente loi.

La preuve de cette demande incombe au prêteur ou à l'intermédiaire de crédit.

Il est interdit de proposer au consommateur une offre de contracter à l'occasion d'une excursion organisée par ou pour le compte d'un vendeur ou d'un prestataire de services dans le but principal d'inciter le consommateur à acquérir des biens ou des services, sauf si ce but a été clairement et préalablement annoncé au consommateur comme étant le but principal de l'excursion envisagée.

La preuve de cette annonce incombe à l'organisateur de l'excursion.

Art. 9. Het is verboden een kredietmiddel of een aanbod tot het sluiten van een overeenkomst naar de woonplaats, verblijfplaats of werkplaats van de consument te sturen, tenzij hieraan een uitdrukkelijk verzoek uitgaande van de consument voorafging en voor zover dit aanbod in deze hypothese overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 14 tot 16 van deze wet tot stand is gekomen.

Het bewijs van dit verzoek rust op de kredietgever of op de kredietbemiddelaar.

Het is verboden een aanbod tot het sluiten van een overeenkomst aan te bieden aan een consument ter gelegenheid van een uitstap georganiseerd door of voor rekening van een verkoper of een dienstverlener, met als hoofddoel de consument aan te zetten goederen of diensten te verwerven, tenzij dit doel duidelijk en vooraf werd kenbaar gemaakt aan de consument als zijnde het hoofddoel van de beoogde uitstap.

Het bewijs van deze kennisgeving rust op de persoon die de uitstap organiseert.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre III. — Du contrat de crédit

Section 1^{re}. — De la formation du contrat de crédit

Sous-section 1^{re}. — De l'obligation d'information et devoir de conseil

Art. 10. Le consommateur qui sollicite un contrat de crédit doit, à la demande du prêteur ou de l'intermédiaire lui communiquer les renseignements exacts et complets que le prêteur ou l'intermédiaire de crédit jugent nécessaires afin d'apprécier la situation financière et les facultés de remboursement du consommateur.

En aucun cas, les renseignements sollicités ne peuvent concerner la race, l'origine ethnique, la santé, la vie sexuelle, les opinions ou activités politiques, philosophiques, ou religieuses ou l'appartenance syndicale ou mutualiste.

Hoofdstuk III. — Kredietovereenkomst

Afdeling 1. — Totstandkoming van de kredietovereenkomst

Onderafdeling 1. — *Verplichting tot informatie en raadgevingsplicht*

Art. 10. De consument die een kredietovereenkomst aanvraagt, moet, op verzoek van de kredietgever of de kredietbemiddelaar, de juiste en volledige informatie verstrekken die de kredietgever of de kredietbemiddelaar noodzakelijk achten om de financiële toestand en de terugbetalingsmogelijkheden van de consument te beoordelen.

In geen enkel geval mag de gevraagde informatie betrekking hebben op het ras, de etnische afstamming, het seksueel gedrag, de gezondheid, de overtuigingen of activiteiten op politiek, levensbeschouwelijk of godsdienstig gebied of het lidmaatschap van een vakbond of van een ziekenfonds.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 11 est ainsi libellé :

Art. 11. Le prêteur et l'intermédiaire de crédit sont tenus :

1° De donner au consommateur toute information nécessaire, de façon exacte et complète concernant le contrat de crédit envisagé;

2° De rechercher, dans le cadre des contrats de crédit qu'ils offrent ou pour lesquels ils interviennent habituellement, le type et le montant de crédit les mieux adaptés, compte tenu de la situation financière du consommateur au moment de la conclusion du contrat.

Art. 11. De kredietgever en de kredietbemiddelaar zijn verplicht:

1° De consument op een juiste en volledige manier alle noodzakelijke informatie te verschaffen in verband met de beoogde kredietovereenkomst;

2° Voor de kredietovereenkomsten die zij gewoonlijk aanbieden of waarvoor zij gewoonlijk bemiddelen het krediet te zoeken dat qua soort en bedrag het best is aangepast, rekening houdend met de financiële toestand van de consument op het ogenblik van het sluiten van de kredietovereenkomst.

A cet article, M. Hatry présente l'amendement que voici :

« Supprimer le 2° de cet article. »

« Het 2° van dit artikel te doen vervallen. »

Il présente également un amendement subsidiaire libellé comme suit :

Subsidiairement :

« Compléter cet article par un alinéa nouveau, rédigé comme suit :

« L'obligation contenue au présent article est une obligation de moyen. »

Subsidiair :

« Dit artikel aan te vullen met een nieuw lid, luidende :

« De verplichting opgelegd door dit artikel veronderstelt een middenverbintenis. »

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, en ce qui concerne l'amendement principal, j'ai déjà dit, lors de mon intervention dans la discussion générale, qu'il nous paraissait contraire à l'esprit même de ce que devrait être une règle déontologique, d'incorporer cette règle dans la loi positive. Sinon, à quoi servent encore les règles déontologiques qui d'ailleurs, en l'occurrence, sont conformes à l'intérêt même du prêteur ?

Ce secundo, que nous voulons supprimer, se lit : « De rechercher, dans le cadre des contrats de crédit qu'ils offrent ou pour

lesquels ils interviennent habituellement, le type et le montant de crédit le mieux adapté, compte tenu de la situation financière du consommateur au moment de la conclusion du contrat. »

Nous n'estimons pas cette précision nécessaire puisqu'il s'agit d'une règle professionnelle conforme à la déontologie.

En ce qui concerne notre amendement subsidiaire, si le ministre accepte ce qui figure déjà, en réalité, dans l'exposé des motifs, il nous paraît hautement approprié d'ajouter, à la fin du texte actuel, un alinéa nouveau, rédigé comme suit : « L'obligation contenue au présent article est une obligation de moyen. » L'alinéa 2 de l'exposé des motifs de l'article 11 correspond exactement à ce texte.

Je tiens à rassurer le ministre. Mon groupe ne demandera pas une deuxième lecture, en cas d'adoption de cet amendement lors de la séance plénière qui se tiendra demain. Il ne faudrait pas alors craindre un ralentissement de la procédure ou un renvoi en commission. Même si ce renvoi est de droit, encore faudrait-il que quelqu'un le demande.

M. le Président. — La parole est à M. Claes, Vice-Premier ministre.

M. Claes, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques et du Plan, chargé de la restructuration du *ministère van Onderwijs*. — Monsieur le Président, je me réfère aux pages 77 et 78 du rapport.

M. le Président. — La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, M. le ministre pourrait-il me dire si le texte de cet amendement est conforme à l'interprétation qu'il faut donner à cette disposition ?

Je m'explique : je voudrais transformer l'exposé des motifs en une disposition formelle de l'article. Le ministre dit que la réponse se trouve aux pages 77 et 78 lesquelles ne font que confirmer l'exposé des motifs.

Monsieur le ministre, le sens que vous attribuez à l'article 11, 2°, est-il bien celui donné à l'amendement ?

M. Claes, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques et du Plan, chargé de la restructuration du *ministère van Onderwijs*. — Ma réponse est affirmative.

M. Hatry. — Dans ce cas, je retire l'amendement.

M. le Président. — L'amendement et l'amendement subsidiaire sont retirés.

Het amendement en het subsidiair amendement zijn ingetrokken.

Je mets aux voix l'article 11.

Ik breng artikel 11 in stemming.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 12. En cas de refus d'octroi d'un crédit, le prêteur communique au consommateur l'identité ainsi que l'adresse du maître du fichier qu'il a consulté et auquel le consommateur peut s'adresser conformément à l'article 70.

Art. 12. Indien het krediet wordt geweigerd, deelt de kredietgever aan de consument de identiteit en het adres mee van de houder van het bestand dat hij heeft geraadpleegd en tot wie de consument zich kan wenden overeenkomstig artikel 70.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 13. Si le crédit est refusé, aucune indemnité, de quelque nature qu'elle soit, ne peut être réclamée au consommateur, à l'exception des frais de consultation de la banque centrale de données, déterminés conformément à l'article 71, § 4.

Art. 13. Indien het krediet wordt geweigerd mag geen vergoeding van welke aard ook van de consument worden geëist, met uitzondering van de kosten inzake raadpleging van de centrale gegevensbank, bepaald overeenkomstig artikel 71, § 4.

— Adopté.

Aangenomen.

Sous-section 2. — De l'offre de crédit

Art. 14. § 1^{er}. Pour les contrats de crédit régis par la présente loi, le prêteur est tenu de formuler par écrit une offre remise ou adressée gratuitement en deux exemplaires au consommateur ainsi que, le cas échéant, en un exemplaire à chacune des parties ayant un intérêt distinct.

§ 2. La remise de l'offre oblige le prêteur à maintenir les conditions qu'elle comporte pendant une durée minimale de quinze jours à dater de sa remise au consommateur. Cette disposition ne vaut pas en cas de vente à tempérament ou de crédit-bail, ni, en ce qui concerne le taux débiteur, en cas d'ouverture de crédit.

§ 3. L'offre mentionne :

1^o Les nom, prénom, lieu et date de naissance ainsi que le domicile du consommateur et, le cas échéant, des cautions;

2^o Les nom, prénom ou la dénomination sociale, le domicile ou le siège social du prêteur et son numéro d'immatriculation au registre du commerce ou au registre de l'artisanat ainsi que son numéro d'agrément au ministère des Affaires économiques;

3^o Le cas échéant, les nom, prénom ou la dénomination sociale, le domicile ou le siège social de l'intermédiaire de crédit et son numéro d'immatriculation au registre du commerce ou au registre de l'artisanat, ainsi que son numéro d'inscription au ministère des Affaires économiques;

4^o Le montant du crédit susceptible d'être consenti;

5^o Le taux annuel effectif global, au besoin au moyen d'un exemple représentatif, dans les cas et selon les conditions déterminés par le Roi;

6^o Les conditions d'utilisation et de remboursement du crédit;

7^o Le cas échéant, la spécification du bien ou du service financé;

8^o La nature précise des sûretés exigées par le prêteur pour accorder le crédit;

9^o Le cas échéant, l'identité et l'adresse du maître du fichier consulté. Lorsque le maître du fichier n'a pas de domicile ou de siège en Belgique, l'offre mentionne l'identité et l'adresse de son représentant en Belgique;

10^o La date de la consultation du fichier de la Banque nationale de Belgique, visé à l'article 71;

11^o Le taux d'intérêt de retard convenu;

12^o Le droit du prêteur de céder en tout ou en partie ses droits ou de subroger un tiers dans tout ou partie desdits droits, lorsque le prêteur se réserve cette faculté;

13^o Le texte de l'article 18.

§ 4. L'offre de crédit comprend également sous la forme d'alinéas séparés et en caractères gras d'un type différent :

1^o La mention de la durée de la validité de l'offre libellée de la manière suivante : « Cette offre est valable à partir du ... jusqu'au ... inclus.

La date à partir de laquelle l'offre est valable ne peut être antérieure à la date de la remise de l'offre. »;

2^o A la hauteur de l'endroit où le consommateur appose sa signature, la mention : « Ne signez jamais un contrat non rempli. »;

3^o La mention : « Le consommateur ne peut signer ni lettres de change ni billets à ordre pour promettre ou garantir le paiement de ses engagements résultant du contrat de crédit. Il ne peut pas non plus signer de chèques pour garantir ses engagements nés d'un contrat de crédit. »;

4^o La mention : « Outre le taux annuel effectif global convenu, il ne peut être exigé du consommateur d'autres frais ou indemnités que ceux qui ont été expressément convenus, à l'exception des indemnités convenues en cas d'inexécution du contrat. »

§ 5. Le Roi peut prescrire l'usage de clauses-types à l'égard des catégories de contrats qu'il désigne.

Onderafdeling 2. — Kredietaanbod

Art. 14. § 1. Voor de kredietovereenkomsten die door deze wet worden geregeld, is de kredietgever ertoe gehouden aan de consument een schriftelijk aanbod gratis te overhandigen of gratis te versturen in twee exemplaren en, desgevallend, een exemplaar aan elke partij met een onderscheiden belang.

§ 2. Het overhandigen van het aanbod verplicht de kredietgever ertoe de erin vervatte voorwaarden te handhaven gedurende ten minste vijftien dagen te rekenen van de overhandiging ervan aan de consument. Deze bepaling geldt niet bij een verkoop op afbetaling of financieringshuur, noch, wat de debetrente betreft, ingeval van een kredietopening.

§ 3. Het aanbod vermeldt :

1^o De naam, voornaam, geboorteplaats en -datum alsook de woonplaats van de consument en desgevallend van de borg(en);

2^o De naam, voornaam of de vennootschapsnaam, de woonplaats of de maatschappelijke zetel van de kredietgever en zijn inschrijvingsnummer in het handelsregister of in het ambachtsregister, evenals zijn erkenningsnummer bij het ministerie van Economische Zaken;

3^o Desgevallend, de naam, voornaam of de vennootschapsnaam, de woonplaats of de maatschappelijke zetel van de kredietbemiddelaar en zijn inschrijvingsnummer in het handelsregister of in het ambachtsregister, evenals zijn inschrijvingsnummer bij het ministerie van Economische Zaken;

4^o Het bedrag van het krediet dat toegezegd kan worden;

5^o Het jaarlijkse kostenpercentage, zo nodig door middel van een representatief voorbeeld, in de gevallen en volgens de voorwaarden bepaald door de Koning;

6^o De voorwaarden van het gebruik en van de terugbetaling van het krediet;

7^o Desgevallend, de nauwkeurige opgave van het gefinancierd goed of de gefinancierde dienst;

8^o De precieze aard van de zekerheden die door de kredietgever worden geëist om het krediet toe te zeggen;

9^o Desgevallend, de identiteit en het adres van de houder van het geraadpleegde bestand. Wanneer de houder van het bestand geen woonplaats of zetel in België heeft vermeldt het aanbod de identiteit en het adres van zijn vertegenwoordiger in België;

10^o De datum van de raadpleging van het bestand van de Nationale Bank van België bedoeld in artikel 71;

11^o De bedongen nalatigheidsintrestvoet;

12^o Het recht van de kredietgever zijn rechten geheel of ten dele over te dragen of een derde geheel of ten dele in de plaats te stellen van genoemde rechten wanneer de kredietgever zich deze mogelijkheid voorbehoudt;

13^o De tekst van artikel 18.

§ 4. Het kredietaanbod bevat bovendien in de vorm van afzonderlijke leden in dikke lettertekens en in een ander lettertype :

1^o De vermelding van de geldigheidsduur van het aanbod op de volgende wijze : « Dit aanbod is geldig van ... tot en met ...

De geldigheid van het aanbod mag niet vroeger ingaan dan de dag van de overhandiging van het aanbod. »;

2^o Ter hoogte van de plaats waar de consument zijn handtekening plaatst, de vermelding : « Onderteken nooit een blanco contract. »;

3^o De vermelding : « De consument mag geen wisselbrieven of orderbriefjes ondertekenen om de betaling te beloven of te waarborgen van zijn verbintenissen op grond van de kredietovereenkomst. Evenmin mag hij cheques uitschrijven ter waarborg van zijn verbintenissen op grond van een kredietovereenkomst. »;

4° De vermelding: « Boven het overeengekomen jaarlijkse kostenpercentage mogen geen andere kosten of vergoedingen van de consument worden geëist dan die welke uitdrukkelijk zijn overeengekomen, de bedongen vergoedingen bij niet-uitvoering van de overeenkomst uitgezonderd. »

§ 5. De Koning kan het gebruik van standaardbedingen verplicht maken ten aanzien van de categorieën van overeenkomsten die Hij aanwijst.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 15. Le prêteur ne peut délivrer d'offre de crédit que si, compte tenu des informations dont il dispose ou devrait disposer, notamment sur base de la consultation organisée par l'article 71, et sur base des renseignements visés à l'article 10, il doit raisonnablement estimer que le consommateur sera à même de respecter les obligations découlant du contrat.

Art. 15. De kredietgever mag slechts een kredietaanbod voorleggen wanneer hij, gelet op de gegevens waarover hij beschikt of zou moeten beschikken, onder meer op basis van de raadpleging geregeld door artikel 71, en op basis van de informatie bedoeld in artikel 10, redelijkerwijze moet aannemen dat de consument in staat zal zijn de verplichtingen voortvloeiend uit de overeenkomst, na te komen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 16. Tant que l'offre n'est pas acceptée, aucun paiement ne peut être effectué, ni par le prêteur au consommateur ou pour le compte de celui-ci, ni par le consommateur au prêteur.

Art. 16. Zolang het aanbod niet is aanvaard, mag geen betaling worden gedaan, noch door de kredietgever aan de consument of voor diens rekening, noch door de consument aan de kredietgever.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 17 est ainsi libellé :

Sous-section 3. — De la conclusion et de la forme du contrat de crédit

Art. 17. Le contrat est conclu par la signature du document contenant l'offre, visée à l'article 14.

Le consommateur doit faire précéder sa signature de la mention manuscrite et en toutes lettres: « Lu et approuvé pour ... francs à crédit. » Il y apporte également la mention manuscrite, de la date et de l'adresse précise de la signature du contrat.

Onderafdeling 3. — Totstandkoming en vorm van de kredietovereenkomst

Art. 17. De overeenkomst komt tot stand door de ondertekening van het aanbod, bedoeld in artikel 14.

De consument moet zijn handtekening laten voorafgaan, door de met de hand voluit geschreven vermelding: « Gelezen en goedgekeurd voor ... frank op krediet. » Tevens moet hij er de met de hand geschreven vermelding van de datum en van het precieze adres, van de ondertekening van het contract op aanbrengen.

A cet article, M. Hatry présente l'amendement que voici :

« Au deuxième alinéa de cet article, remplacer les mots « et de l'adresse précise de la signature du contrat » par les mots « et du lieu de la signature du contrat. »

« In het tweede lid van dit artikel de woorden « en van het precieze adres van de ondertekening van het contract » te vervangen door de woorden « en van de plaats van de ondertekening van het contract. »

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, le texte actuel qui concerne les contrats conclus par la signature d'un document contenant l'offre est complété par un deuxième alinéa qui prévoit que le consommateur doit faire précéder sa signature de la mention manuscrite et en toutes lettres « Lu et approuvé pour ... francs à crédit. » On y ajoute: « Il y apporte également la mention manuscrite de la date et de l'adresse précise de la signature du contrat. »

Il devrait cependant être possible de répondre au souci du ministre en précisant le lieu de la signature, par la simple inscription d'une croix en face d'une des mentions pré-imprimées qui seraient, par exemple, « dans l'entreprise du prêteur », que l'on ferait suivre de son adresse, « dans l'entreprise de l'intermédiaire », en complétant également son adresse, « en dehors de l'entreprise du prêteur ou de l'intermédiaire » et, dans ce dernier cas, il serait fait mention de l'endroit précis de la signature du contrat.

A nos yeux, il suffirait de mentionner le lieu de la signature du contrat sans une adresse précise. Ce serait suffisant pour répondre au souci d'information quant à l'endroit de la signature, compte tenu des conséquences juridiques qui en découlent.

En résumé, notre objectif est donc de remplacer les mots « et de l'adresse précise de la signature du contrat » par les mots « et du lieu de la signature du contrat », ce qui peut se faire par un choix multiple, entre trois possibilités, par exemple.

M. le Président. — La parole est à M. Claes, Vice-Premier ministre.

M. Claes, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques et du Plan, chargé de la restructuration du *ministère van Onderwijs*. — Monsieur le Président, je me réfère à la page 88 du rapport.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 17 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 17 worden aangehouden.

Sous-section 4. — De la faculté de renonciation du consommateur

Art. 18. § 1^{er}. Sauf pour la vente à tempérament et le crédit-bail, le consommateur a le droit de renoncer au contrat pendant un délai de sept jours ouvrables à dater de la signature du contrat, lorsque ce dernier a été conclu le jour à partir duquel l'offre est valable, conformément à l'article 14, § 4, 1^o.

§ 2. Le consommateur a le droit de renoncer au contrat pendant un délai de sept jours ouvrables à dater de la signature du contrat lorsque la conclusion du contrat a lieu en présence des deux parties en dehors de l'entreprise du prêteur ou de l'intermédiaire de crédit.

§ 3. Lorsque le consommateur renonce au contrat, il notifie sa décision par lettre recommandée au prêteur.

L'usage de ce droit oblige le consommateur à restituer simultanément au prêteur les sommes qui lui ont été versées ou dont il a fait usage en vertu de conditions du contrat, *pro rata temporis*.

Aucune indemnité ne peut lui être réclamée du fait de la renonciation et l'acompte payé dans le cadre d'un contrat de vente à tempérament lui est remboursé dans les trente jours suivant ladite renonciation.

Onderafdeling 4. — Mogelijkheid van de consument om van de overeenkomst af te zien

Art. 18. § 1. Behalve wat de verkoop op afbetaling en de financieringshuur betreft heeft de consument het recht om, binnen een termijn van zeven werkdagen vanaf de ondertekening van de overeenkomst, van de overeenkomst af te zien wanneer deze gesloten werd op de dag vanaf welke het aanbod geldig is, overeenkomstig artikel 14, § 4, 1^o.

§ 2. De consument heeft het recht van de overeenkomst af te zien binnen een termijn van zeven werkdagen vanaf de ondertekening

van het contract, wanneer de overeenkomst gesloten werd in aanwezigheid van beide partijen buiten de onderneming van de kredietgever of de kredietbemiddelaar.

§ 3. Wanneer de consument van de kredietovereenkomst afziet brengt hij de kredietgever hiervan bij aangetekende brief op de hoogte.

De uitoefening van dit recht verplicht de consument gelijktijdig tot teruggave van de ontvangen of door hem overeenkomstig de voorwaarden van de overeenkomst gebruikte bedragen, *pro rata temporis*.

Geen enkele vergoeding mag ingevolge het afzien van de overeenkomst door de consument geëist worden en het voorschot dat betaald werd in het raam van een overeenkomst tot verkoop op afbetaling wordt hem teruggestort binnen dertig dagen volgend op dat afzien van de overeenkomst.

— Adopté.

Aangenomen.

Sous-section 5. — Du lien entre le contrat de crédit et le contrat en vue duquel le financement est demandé

Art. 19. Lorsque le contrat de crédit mentionne le bien ou la prestation de service financé ou que le montant du contrat de crédit est versé directement par le prêteur au vendeur ou prestataire de services, les obligations du consommateur ne prennent effet qu'à compter de la livraison du bien ou de la prestation du service; en cas de vente ou de prestation de services à exécution successive, elles prennent effet à compter du début de la livraison du produit ou de la prestation du service et cessent en cas d'interruption de celles-ci.

Le montant du contrat de crédit ne peut être remis au vendeur ou au prestataire de services qu'après notification au prêteur de la livraison du bien ou de la fourniture de la prestation.

La notification visée au deuxième alinéa est constituée obligatoirement par un écrit, notamment un document de livraison daté et signé par le consommateur.

L'intérêt dû en vertu du contrat de crédit ne prend cours qu'à la date de cette notification.

Onderafdeling 5. — Band tussen de kredietovereenkomst en de overeenkomst waarvoor de financiering wordt gevraagd

Art. 19. Wanneer het gefinancierde goed of de gefinancierde dienstverlening in de kredietovereenkomst wordt vermeld, of wanneer het bedrag van de kredietovereenkomst rechtstreeks door de kredietgever aan de verkoper of de dienstverlener wordt gestort, krijgen de verplichtingen van de consument slechts uitwerking vanaf de levering van het goed of de verlening van de dienst; ingeval van een verkoop of dienstverlening met opeenvolgende uitvoeringen, krijgen de verplichtingen uitwerking vanaf de aanvang van de leveringen van het goed of de verlening van de dienst en houden ze op te werken wanneer deze onderbroken worden.

Het bedrag van de kredietovereenkomst mag pas aan de verkoper of de dienstverlener overgemaakt worden na kennisgeving aan de kredietgever van de levering van het goed of de verlening van de dienst.

De kennisgeving bedoeld in het tweede lid moet gebeuren door een geschrift, onder meer een leveringsbewijs, dat door de consument gedagtekend en ondertekend moet zijn.

De krachtens de kredietovereenkomst verschuldigde rente gaat eerst in op de dag van deze kennisgeving.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 20. Aucun engagement ne peut valablement être contracté par le consommateur à l'égard du vendeur ou du prestataire de services, ni aucun versement fait de l'un à l'autre, tant que le consommateur n'a pas accepté l'offre du prêteur.

Chaque fois que le paiement d'un prix sera acquitté, en tout ou en partie, à l'aide d'un contrat de crédit dans lequel le vendeur intervient à titre d'intermédiaire de crédit, à l'exclusion de ceux visés à l'article 1^{er}, 12^o, le contrat de vente ou de prestation de services doit le préciser.

Est nulle toute clause selon laquelle le consommateur s'engage, en cas de refus du financement, à payer comptant le prix convenu.

Art. 20. De consument kan geen enkele geldige verbintenis aangaan ten aanzien van de verkoper of de dienstverlener, noch kan een storting gedaan worden van de ene aan de andere, zolang hij het aanbod van de kredietgever niet heeft aanvaard.

Telkens een prijs geheel of ten dele wordt betaald, met behulp van een kredietovereenkomst waarbij de verkoper als kredietbemiddelaar is opgetreden met uitsluiting van de kredietovereenkomsten bedoeld in artikel 1, 12^o, moet dit nauwkeurig vermeld worden in de verkoop- of dienstverleningsovereenkomst.

Nietig is elk beding waarbij de consument zich verbindt, indien het krediet geweigerd wordt, de overeengekomen prijs contant te betalen.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 2. — De l'exécution du contrat de crédit

Sous-section 1^{re}. — Du taux annuel effectif global maximum

Art. 21. § 1^{er}. Le Roi fixe, au minimum tous les six mois, le taux annuel effectif global maximum, en fonction du type, du montant et de la durée du crédit.

§ 2. Lorsque la détermination du taux annuel effectif global maximum n'est pas possible, le Roi peut fixer selon les modalités visées au § 1^{er}, le coût maximum du crédit, à savoir notamment le taux débiteur maximum et, le cas échéant, les frais récurrents maxima et les frais non récurrents maxima liés à l'ouverture ou au renouvellement du crédit.

§ 3. Les taux fixés en vertu de cet article restent applicables en tout état de cause jusqu'à leur révision.

Afdeling 2. — Uitvoering van de kredietovereenkomst

Onderafdeling 1. — Maximaal jaarlijks kostenpercentage

Art. 21. § 1. De Koning bepaalt ten minste om de zes maanden het maximale jaarlijkse kostenpercentage, naargelang van het type, het bedrag en de duur van het krediet.

§ 2. Wanneer het maximale jaarlijkse kostenpercentage niet berekend kan worden, kan de Koning volgens de regels bedoeld in § 1, de maximale kosten van het krediet bepalen zoals onder meer de maximale debetrente en, desgevallend, de maximale terugkerende kosten en de maximale niet-terugkerende kosten bij opening van het krediet of bij de hernieuwing ervan.

§ 3. De krachtens dit artikel vastgestelde kostenpercentages en rentevoeten blijven hoe dan ook van toepassing tot aan hun herziening.

— Adopté.

Aangenomen.

Sous-section 2. — Du délai de remboursement et remboursement anticipé

Art. 22. Le Roi peut fixer le délai maximum de remboursement du crédit en fonction du montant emprunté et du type de crédit.

Onderafdeling 2. — Terugbetalingstermijn en vervroegde terugbetaling

Art. 22. De Koning kan de maximale termijn voor de terugbetaling van het krediet bepalen, rekening houdend met het geleende bedrag en het type van het krediet.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 23. A tout moment, le consommateur a le droit de satisfaire par anticipation aux obligations qui découlent pour lui d'un contrat de crédit.

En cas de paiement intégral anticipé, le consommateur a droit à une réduction du montant total à payer ou à une restitution équivalente à condition qu'il avise le prêteur de son intention par lettre recommandée, un mois avant le remboursement intégral.

Le Roi détermine les modalités de calcul du montant de la réduction ou de la restitution. Ce montant doit atteindre 75 p.c. au moins du coût total du crédit ayant trait au paiement anticipé.

Aucune réduction ou restitution n'est due si par l'application des articles 85, 86, 87, 91 ou 92, les obligations du consommateur ont été réduites au prix comptant.

Art. 23. De consument heeft te allen tijde het recht om verzoegd aan zijn verplichtingen uit hoofde van een kredietovereenkomst te voldoen.

In geval van vervroegde volledige betaling, heeft de consument recht op een vermindering van het totaal te betalen bedrag of op een gelijkwaardige vergoeding mits hij een maand vóór de volledige terugbetaling aan de kredietgever bij aangetekend schrijven zijn voornemen kenbaar maakt.

De Koning bepaalt de wijze van berekening van het bedrag van de vermindering of de terugbetaling. Dat bedrag maakt ten minste 75 pct. van de totale kosten van het krediet uit die op de vervroegde betaling betrekking hebben.

Geen vermindering of terugbetaling is verschuldigd indien, door de toepassing van artikelen 85, 86, 87, 91 of 92, de verplichtingen van de consument verminderd werden tot de contante prijs.

— Adopté.

Aangenomen.

Sous-section 3. — De l'opposabilité des exceptions

Art. 24. Lorsqu'en vue de l'achat de biens ou l'obtention de services, le consommateur conclut un contrat de crédit avec une personne autre que le fournisseur de biens ou le prestataire de services, il peut, dans les conditions déterminées ci-après, opposer au prêteur, les exceptions qu'il peut opposer à l'égard du fournisseur du bien ou du prestataire du service, si les biens ou services qui font l'objet du contrat de crédit ne sont pas conformes au contrat y relatif.

Les exceptions ci-dessus visées peuvent être soulevées à condition qu'il existe entre le prêteur et le fournisseur de biens ou le prestataire de services, un accord préalable aux termes duquel un crédit est octroyé exclusivement par ce prêteur aux clients de ce fournisseur ou prestataire de services pour les biens ou services fournis par eux et que le consommateur obtient son crédit en vertu de cet accord préalable.

Toute exception ne peut être invoquée à l'égard du prêteur qu'à condition que:

1° Le consommateur ait mis le vendeur du bien ou le prestataire du service en demeure par lettre recommandée d'exécuter les obligations découlant du contrat, sans avoir obtenu satisfaction dans un délai d'un mois à dater du dépôt à la poste de la lettre recommandée;

2° Le consommateur ait informé le prêteur qu'à défaut d'obtenir satisfaction auprès du vendeur ou du prestataire de services conformément au 1°, il effectuera le paiement des versements restant dus sur un compte bloqué. Le Roi peut fixer les modalités d'ouverture et de fonctionnement du compte.

Les intérêts produits par la somme ainsi déposée sont capitalisés.

Par le seul fait du dépôt, le prêteur acquiert privilège sur l'actif du compte pour toute créance résultant de l'inexécution totale ou partielle du consommateur.

Il ne peut être disposé du montant des versements qu'au profit de l'une ou l'autre des parties, moyennant production d'un accord écrit, établi après que le montant a été bloqué sur le compte

précité, ou d'une copie conforme de l'expédition d'une décision judiciaire. Cette décision est exécutoire par provision nonobstant opposition ou appel, sans caution ni cantonnement.

Onderafdeling 3. — Tegenwerpbaarheid van de verweermiddelen

Art. 24. Wanneer de consument, met het oog op de aankoop van goederen of het verkrijgen van diensten, een kredietovereenkomst sluit met een andere persoon dan de leverancier van de goederen of de dienstverlener, kan hij, onder de hierna bepaalde voorwaarden, tegen de kredietgever de verweermiddelen inroepen, die hij kan inroepen tegen de leverancier van het goed of de dienstverlener, indien de goederen of diensten die het voorwerp uitmaken van de kredietovereenkomst niet aan de voorwaarden van de desbetreffende overeenkomst voldoen.

Hierboven bedoelde verweermiddelen kunnen worden aangevoerd op voorwaarde dat er tussen de kredietgever en de leverancier van goederen of de verlener van diensten een vooraf bestaand akkoord is, op grond waarvan uitsluitend door de kredietgever aan klanten van die leverancier of dienstverlener krediet beschikbaar wordt gesteld voor het verwerven van goederen en diensten bij die leverancier en dat de consument zijn krediet verkrijgt krachtens dat vooraf bestaand akkoord.

Elk verweermiddel kan ten opzichte van de kredietgever slechts worden ingeroepen op voorwaarde dat:

1° De consument bij een ter post aangetekende brief, de verkoper van het goed of de dienstverlener met het oog op de uitvoering van de overeenkomst in gebreke heeft gesteld, zonder dat hij genoegdoening heeft verkregen binnen een termijn van een maand vanaf de afgifte ter post van de aangetekende brief;

2° De consument de kredietgever op de hoogte heeft gesteld dat wanneer hij van de verkoper of dienstverlener geen genoegdoening heeft bekomen, overeenkomstig het 1°, hij de nog verschuldigde betalingen op een geblokkeerde rekening zal storten. De Koning kan de regels voor de opening en de werking van de rekening vastleggen.

De intrest opgebracht door het in deposito gegeven bedrag wordt gekapitaliseerd.

Door het enkele feit van het deposito verkrijgt de kredietgever voor elke schuldvordering wegens de gehele of gedeeltelijke niet-nakoming van de verplichtingen door de consument een voorrecht op het tegoed van de rekening.

Over het in deposito gegeven bedrag kan niet worden beschikt dan ten bate van de ene of de andere partij, mits ofwel een schriftelijke overeenkomst, gesloten nadat het bedrag op de voorvermelde rekening werd geblokkeerd, ofwel een voor eensluidend verklaard afschrift van de uitgifte van een rechterlijke beslissing wordt voorgelegd. Die beslissing is uitvoerbaar bij voorraad niet-teenstaande verzet of hoger beroep en zonder borgtocht, noch kantonnement.

— Adopté.

Aangenomen.

Sous-section 4. — De la cession du contrat et des créances résultant du contrat de crédit

Art. 25. Le contrat ou la créance résultant du contrat de crédit ne peuvent être cédés qu'à ou après subrogation, n'être acquise que par une personne agréée en vertu de la présente loi, ou encore cédée à ou acquise par la Banque nationale de Belgique, l'Institut de réescompte et de garantie, des assureurs de crédit, des organismes de placement collectif au sens du Livre III de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, qui ont reçu l'autorisation appropriée pour effectuer de tels placements, ou d'autres personnes que le Roi désigne à cet effet.

Onderafdeling 4. — Overdracht van de overeenkomst en van de vorderingen uit de kredietovereenkomst

Art. 25. De overeenkomst of de schuldvordering uit de kredietovereenkomst kan slechts worden overgedragen aan, of, na indeplaatsstelling slechts worden verworven door een op grond van

deze wet erkende persoon, dan wel overgedragen worden aan of verworven door de Nationale Bank van België, het Herdisconterings- en Waarborginstituut, de kredietverzekeraars, de collectieve beleggingsinstellingen zoals die zijn gedefinieerd in Boek III van de wet van 4 december 1990 op de financiële verrichtingen en financiële markten, die de geëigende toelating hebben gekregen om dergelijke beleggingen uit te voeren, of andere daartoe door de Koning aangewezen personen.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 26 est ainsi libellé :

Art. 26. Sans préjudice de l'article 25, la cession ou la subrogation n'est opposable au consommateur qu'après que ce dernier en a été informé par lettre recommandée, sauf lorsque la cession ou la subrogation immédiates sont expressément prévues dans le contrat et que l'identité du cessionnaire ou du tiers subrogé est mentionnée dans l'offre de crédit.

Dans ce cas, l'offre de crédit doit expressément comporter : les nom, prénom ou la dénomination sociale, le domicile ou le siège social de la personne à laquelle le contrat est cédé, ou qui est subrogée dans les droits du prêteur initial.

Art. 26. Onverminderd artikel 25 kan de overdracht of de indeplaatsstelling aan de consument niet worden tegengeworpen dan nadat hem hiervan bij aangetekende brief kennis is gegeven, behalve wanneer de onmiddellijke overdracht of indeplaatsstelling uitdrukkelijk is bepaald in het contract, en wanneer de identiteit van de overnemer of van de indeplaatsgestelde in het kredietaanbod is vermeld.

In dat geval, moet het kredietaanbod uitdrukkelijk vermelden : de naam, de voornaam of de vennootschapsnaam, de woonplaats of de maatschappelijke zetel van de persoon aan wie de overeenkomst is overgedragen, of die in de rechten gesteld is van de oorspronkelijke kredietgever.

A cet article, M. Hatry présente les amendements que voici :

« A. Au premier alinéa de cet article, supprimer les mots « et que l'identité du cessionnaire ou du tiers subrogé est mentionné dans l'offre de crédit. »

« A. In het eerste lid van dit artikel, de woorden « en wanneer de identiteit van de overnemer of van de indeplaatsgestelde in het kredietaanbod is vermeld » te doen vervallen. »

« B. Supprimer le deuxième alinéa de cet article. »

« B. Het tweede lid van dit artikel te doen vervallen. »

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, il s'agit ici du problème de la titrisation que j'ai déjà évoqué au cours de mon exposé et qui a déjà fait l'objet d'une réponse du ministre.

Le premier alinéa de l'article 26 précise que la cession ou la subrogation immédiates sont expressément prévues dans le contrat et que l'identité du cessionnaire ou du tiers subrogé est mentionnée dans l'offre de crédit.

Cela nous paraît être une clause de style. Finalement, on précisera d'office dans les contrats de crédit que le crédit pourra être cédé soit à la banque A, soit à la banque B, soit à la banque C, ou à l'une des trois banques A, B et C.

Le ministre pense sans doute avoir ainsi réussi à protéger le consommateur d'éventuelles cessions, mais je crains qu'il n'en soit rien. Pour ma part, je répugne à adopter la politique de l'autruche. J'estime qu'il conviendrait d'être plus franc en la matière. Je préconise de supprimer les mots : « et que l'identité du cessionnaire ou du tiers subrogé est mentionnée dans l'offre de crédit. »

Le deuxième alinéa prévoit que « l'offre de crédit doit expressément comporter : « les nom, prénom ou la dénomination sociale, le domicile ou le siège social de la personne à laquelle le contrat est cédé, ou qui est subrogée dans les droits du prêteur initial. »

Nous proposons la suppression de cette disposition, faute de quoi la titrisation vers laquelle on s'oriente — le ministre des

Affaires économiques a évoqué l'accord du ministre des Finances, mais le ministre de la Justice est-il également d'accord ? — deviendra impossible dans la pratique, à moins d'une interprétation large de la loi.

Je suis d'ailleurs convaincu que mes propos susciteront une réaction négative de la part du ministre. C'est pourtant ainsi que cela se passera.

M. le Président. — La parole est à M. Claes, Vice-Premier ministre.

M. Claes, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques et du Plan, chargé de la restructuration du *ministère van Onderwijs*. — Monsieur le Président, pour moi, cet amendement n'est pas acceptable, pour la simple raison que le consommateur doit être informé clairement de l'identité du créancier cessionnaire auprès de qui il devra effectuer ses paiements. Cette indication doit figurer dans le contrat ou doit lui être communiquée par lettre recommandée.

M. le Président. — Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 26 sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 26 worden aangehouden.

Art. 27. En cas de cession ou de subrogation pour la créance résultant du contrat de crédit, le consommateur conserve à l'égard du cessionnaire ou du créancier subrogé les moyens de défense, en ce compris le recours à la compensation, qu'il peut opposer au prêteur initial. Toute clause contraire est réputée non écrite.

Art. 27. Bij overdracht van of indeplaatsstelling voor de vordering uit de kredietovereenkomst, behoudt de consument tegenover de overnemer of de indeplaatsgestelde schuldeiser, de verweermiddelen, het beroep op de schuldvergelijking inbegrepen, die hij de oorspronkelijke kredietgever kan tegenwerpen. Elk hiermee strijdig beding wordt voor niet geschreven gehouden.

— Adopté.

Aangenomen.

Sous-section 5. — Des clauses abusives

Art. 28. L'intérêt de retard convenu ne peut dépasser la moyenne entre le taux d'intérêt légal et le taux annuel effectif global convenu.

Onderafdeling 5. — Onrechtmatige bedingen

Art. 28. De overeengekomen nalatigheidsintrest mag niet hoger liggen dan het gemiddelde tussen de wettelijke intrestvoet en het overeengekomen jaarlijkse kostenpercentage.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 29. Toute clause qui autorise le prêteur à exiger le paiement immédiat des versements à échoir ou qui prévoit une condition résolutoire expresse, est interdite et réputée non écrite, à moins d'être stipulée :

1° Pour le cas où le consommateur serait en défaut de paiement d'au moins deux échéances ou d'une somme équivalente à 20 p.c. du montant total à rembourser et ne se serait pas exécuté un mois après le dépôt à la poste d'une lettre recommandée contenant mise en demeure.

Ces modalités doivent être rappelées par le prêteur au consommateur lors de la mise en demeure visée à l'alinéa précédent.

2° Pour le cas où le consommateur aliénerait le bien meuble corporel avant le paiement du prix ou en ferait un usage contraire aux stipulations du contrat, alors que le prêteur s'en serait réservé la propriété, en se conformant à l'article 46.

Art. 29. Elk beding waarbij de kredietgever gemachtigd wordt de onmiddellijke betaling van de nog te vervallen termijnen te eisen of waarbij in een uitdrukkelijke ontbindende voorwaarde wordt voorzien, is verboden en wordt als niet geschreven beschouwd, tenzij:

1^o Ingeval de consument ten minste twee termijnen of een bedrag gelijk aan 20 pct. van de totale terug te betalen som niet heeft betaald en hij één maand na het ter post afgeven van een aangetekende brief tot ingebrekestelling zijn verplichtingen niet is nagekomen.

Die regels moeten door de kredietgever bij de consument in herinnering worden gebracht in de ter post aangetekende brief tot ingebrekestelling bedoeld in het vorige lid.

2^o Ingeval de consument het lichamelijk roerend goed vreemdt vóór het betalen van de prijs, of het gebruikt in strijd met de bedongen voorwaarden van de overeenkomst, terwijl de kredietgever zich, in overeenstemming met artikel 46, de eigendom ervan had voorbehouden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 30. Sauf les exceptions prévues par la présente loi, toute clause qui autorise le prêteur à modifier unilatéralement les stipulations du contrat est réputée non écrite.

Art. 30. Behoudens de uitzonderingen bepaald in deze wet wordt elk beding dat de kredietgever ertoe machtigt de voorwaarden van de overeenkomst eenzijdig te wijzigen, voor niet geschreven gehouden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 31. Il est interdit au prêteur et à l'intermédiaire de crédit d'imposer au consommateur, lors de la conclusion d'un contrat de crédit, de souscrire un autre contrat auprès du prêteur ou de l'intermédiaire de crédit ou auprès d'une tierce personne désignée par ceux-ci, sauf si les frais y relatifs sont inclus dans le coût total du crédit. Toute clause contraire est réputée non écrite.

Art. 31. Het is de kredietgever en de kredietbemiddelaar verboden om de consument te verplichten bij het sluiten van een kredietovereenkomst een andere overeenkomst te ondertekenen bij de kredietgever, de kredietbemiddelaar of een door hen aangewezen derde, behoudens wanneer de kosten ervan werden opgenomen in de totale kosten van het krediet. Elk hiermee strijdig beding wordt voor niet-geschreven gehouden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 32. Est réputée non écrite toute clause figurant dans un contrat de crédit, dans laquelle il est stipulé que le consommateur s'acquitte valablement du prix par la dation en paiement des biens qu'il produit en exerçant son travail, son ouvrage ou son industrie à l'aide de la chose ou du service dont l'acquisition constitue l'objet du contrat de crédit.

Art. 32. Voor niet-geschreven wordt gehouden, elk beding in een kredietovereenkomst waarbij wordt bepaald dat de consument geldig betaalt door het in betaling geven van de goederen welke hij met aanwending van de zaak of dienst, die het voorwerp zijn van de kredietovereenkomst, door zijn arbeid, werk of diensten voortbrengt.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 33. Dans le cadre d'un contrat de crédit, il est interdit au consommateur, ou s'il échet à la caution ou à toute personne qui constitue une sûreté personnelle, de promettre ou de garantir au

moyen d'une lettre de change ou d'un billet à ordre le paiement des engagements qu'il a contractés en vertu d'un contrat de crédit. Il est également interdit de faire signer un chèque à titre de sûreté du remboursement total ou partiel du montant dû.

Art. 33. In het raam van een kredietovereenkomst is het de consument, of, desgevallend, de borg of de steller van een persoonlijke zekerheid verboden, op een wisselbrief of orderbriefje de betaling te beloven of te waarborgen van de verbintenissen die hij naar aanleiding van een kredietovereenkomst heeft aangegaan. Het is hem eveneens verboden een cheque te laten ondertekenen als zekerheid van de volledige of gedeeltelijke terugbetaling van het verschuldigde bedrag.

— Adopté.

Aangenomen.

Sous-section 6. — Sûretés personnelles

Art. 34. Le cautionnement et, le cas échéant, toute autre forme de sûreté personnelle des engagements nés d'un contrat de crédit doivent préciser le montant qui est garanti; le cautionnement et, le cas échéant, la sûreté personnelle ne valent que pour ce montant éventuellement augmenté des intérêts de retard. Le prêteur doit à cet effet remettre au préalable et gratuitement un exemplaire de l'offre de crédit ou du contrat de crédit à la caution et le cas échéant, à la personne qui constitue une sûreté personnelle.

Le prêteur informe la caution et, le cas échéant, la personne qui constitue une sûreté personnelle, de la conclusion du contrat de crédit, ainsi que, de manière préalable, de toute modification du contrat.

Onderafdeling 6. — Persoonlijke zekerheidsstelling

Art. 34. De borgtocht en, desgevallend, elke andere vorm van persoonlijke zekerheid voor de verbintenissen die voortvloeien uit een kredietovereenkomst moeten het bedrag dat gewaarborgd is nauwkeurig vermelden; de borgtocht en desgevallend de persoonlijke zekerheid gelden enkel voor dit bedrag, eventueel verhoogd met de nalatigheidsintresten. De kredietgever dient hiertoe voorafgaandelijk en gratis aan de borg en, desgevallend, aan de steller van een persoonlijke zekerheid een exemplaar van het kredietaanbod of het kredietcontract te overhandigen.

De kredietgever dient de borg en, desgevallend, de steller van een persoonlijke zekerheid in kennis te stellen van de totstandkoming van de kredietovereenkomst, alsmede hem voorafgaandelijk op de hoogte te stellen van elke wijziging van deze overeenkomst.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 35. Le prêteur communique à la caution et, le cas échéant, à la personne qui constitue une sûreté personnelle, le retard de paiement par le consommateur de deux échéances ou d'au moins un cinquième du montant total à rembourser. Il lui communique les facilités de paiement accordées et l'informe au préalable de toute modification apportée au contrat de crédit initial.

Art. 35. De kredietgever verwittigt de borg en, desgevallend, de steller van een persoonlijke zekerheid wanneer de consument twee betalingen of minstens een vijfde van de totale te betalen som achterstaat. Hij geeft hem kennis van de toegekende betalingsfaciliteiten en deelt hem vooraf elke wijziging van de oorspronkelijke kredietovereenkomst mee.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 36. Par dérogation à l'article 2021 du Code civil, le prêteur ne peut agir contre la caution et, le cas échéant, contre la personne qui constitue une sûreté personnelle, que si le consommateur est

en défaut de paiement d'au moins deux échéances ou d'une somme équivalente à 20 p.c. du montant total à rembourser ou de la dernière échéance, et si après avoir mis le consommateur en demeure par lettre recommandée, le consommateur ne s'est pas exécuté dans un délai d'un mois après le dépôt à la poste de la lettre recommandée.

Art. 36. In afwijking van artikel 2021 van het Burgerlijk Wetboek kan de kredietgever de borg en, desgevallend, de steller van een persoonlijke zekerheid eerst aanspreken wanneer de consument ten minste twee termijnen of een bedrag gelijk aan 20 pct. van de totale terug te betalen som of de laatste termijn niet betaald heeft en, nadat de kredietgever de consument bij aangetekende brief in gebreke heeft gesteld, de consument een maand na het ter post afgeven van de aangetekende brief zijn verplichtingen niet is nagekomen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 37. § 1^{er}. Toute cession de droit portant sur des sommes visées à l'article 1410, § 1^{er}, du Code judiciaire, opérée dans le cadre d'un contrat de crédit régi par la présente loi, est soumise aux dispositions des articles 27 à 35 de la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs.

§ 2. Les revenus ou la rémunération des mineurs, même émancipés, sont incessibles et insaisissables du chef des contrats de crédit.

Art. 37. § 1. Elke afstand van rechten betreffende de bedragen bepaald in artikel 1410, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek, gedaan in het raam van een kredietovereenkomst beheerst door deze wet, is onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 27 tot 35 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

§ 2. De inkomsten of het loon van de minderjarigen, ontvoogd of niet, zijn niet vatbaar voor overdracht en beslag uit hoofde van kredietovereenkomsten.

— Adopté.

Aangenomen.

Sous-section 7. — De l'octroi de facilités de paiement

Art. 38. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 1244 du Code civil, le juge de paix peut octroyer les facilités de paiement qu'il détermine au consommateur dont la situation financière s'est aggravée.

Lorsque l'octroi de facilités de paiement augmente les coûts du contrat de crédit, le juge de paix fixe la part devant être prise en charge par le consommateur.

§ 2. Par dérogation aux articles 2032, 4^o, et 2039 du Code civil, la caution et, le cas échéant, la personne qui constitue une sûreté personnelle, doit respecter le plan de facilités de paiement, tel qu'octroyé par le juge de paix au consommateur.

§ 3. Lorsqu'elles sont contraintes de payer, la caution et, le cas échéant, la personne qui constitue une sûreté personnelle peuvent solliciter du juge de paix l'octroi de facilités de paiement, suivant les mêmes conditions et modalités que celles déterminées par les articles 1337bis à 1337octies du Code judiciaire relatifs à l'octroi de facilités de paiement au consommateur en matière de crédit à la consommation.

Onderafdeling 7. — Toestaan van betalingsfaciliteiten

Art. 38. § 1. Onverminderd het bepaalde in artikel 1244 van het Burgerlijk Wetboek, kan de vrederechter de betalingsfaciliteiten, die hij bepaalt, toestaan aan de consument wiens financiële toestand is verslechterd.

Wanneer het toestaan van betalingsfaciliteiten de kosten van de kredietovereenkomst verhoogt, bepaalt de vrederechter het deel dat door de consument moet worden gedragen.

§ 2. In afwijking van de artikelen 2032, 4^o, en 2039 van het Burgerlijk Wetboek, moet de borg, en, desgevallend, elke steller van een persoonlijke zekerheid, zich houden aan het door de vrederechter aan de consument toegestaan betalingsfaciliteitenplan.

§ 3. Wanneer de borg en, desgevallend, de steller van een persoonlijke zekerheid door de schuldeiser in betaling worden aangesproken, kunnen zij de vrederechter om het toestaan van betalingsfaciliteiten verzoeken, volgens dezelfde voorwaarden en modaliteiten als bepaald door de artikelen 1337bis tot 1337octies van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de toekenning van betalingsfaciliteiten aan de consument inzake consumentenkrediet.

— Adopté.

Aangenomen.

Sous-section 8. — Du recouvrement de créances

Art. 39. § 1^{er}. Les personnes physiques ou morales qui pratiquent ou qui interviennent habituellement à titre principal ou accessoire, dans le recouvrement de créances issues d'un contrat de crédit ne peuvent, sous quelque forme que ce soit, directement ou indirectement, réclamer aucune rétribution ni indemnité au consommateur pour leur intervention.

§ 2. En matière de recouvrement de créances, sont interdits :

1^o L'écrit qui fait croire à tort, par sa présentation, qu'il s'agit d'un document émanant d'une autorité judiciaire;

2^o Toute communication écrite comportant des informations erronées sur les conséquences du défaut de paiement;

3^o Toute mention sur une enveloppe dont il ressort que la correspondance concerne la récupération d'une créance;

4^o L'encaissement de frais non prévus;

5^o Les démarches chez les voisins, la famille ou l'employeur du débiteur. Par démarche, il faut notamment entendre toute communication d'informations ou toute demande d'informations au sujet de la solvabilité du débiteur, sans préjudice des actes accomplis dans le cadre des procédures légales de saisie.

Onderafdeling 8. — Invordering van schuld

Art. 39. § 1. De natuurlijke personen of rechtspersonen die gewoonlijk, in hoofdorde of in bijkomende orde, de invordering van een schuld ontstaan uit een kredietovereenkomst verrichten of hierin tussenkomen, mogen in geen enkele vorm, rechtstreeks noch onrechtstreeks, aan de consument een bezeldiging of vergoeding vragen voor hun tussenkomst.

§ 2. Inzake invordering van een schuld zijn verboden :

1^o Het geschrift dat door zijn voorstelling verkeerdelijk doet geloven dat het om een document gaat dat van een gerechtelijke instantie uitgaat;

2^o Elke schriftelijke mededeling die onjuiste inlichtingen over de gevolgen van een wanbetaling bevat;

3^o Elke vermelding op een omslag waaruit blijkt dat de briefwisseling de invordering van een schuld betreft;

4^o De inning van niet-voorzienbare kosten;

5^o De stappen die worden gedaan bij de bureu, de familie of de werkgever van de schuldenaar. Onder stappen wordt onder meer verstaan elke mededeling van inlichtingen of elke vraag om inlichtingen omtrent de solvabiliteit van de schuldenaar, onverminderd de handelingen gesteld in het raam van wettelijke beslagprocedures.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre IV. — Règles particulières concernant certains contrats de crédit

Section 1^{re}. — De la vente à tempérament

Art. 40. Sans préjudice des dispositions de l'article 5, toute publicité relative au prix d'un bien meuble corporel ou d'un service offert en vente à tempérament doit mentionner :

1^o Le prix au comptant;

2^o Le prix total à tempérament;

- 3° Le montant de l'acompte;
4° Le nombre, le montant et la périodicité des paiements.

Hoofdstuk IV. — Bijzondere regelen voor bepaalde kredietovereenkomsten

Afdeling 1. — Verkoop op afbetaling

Art. 40. Onverminderd de bepalingen van artikel 5 moet elke reclame betreffende de prijs van een op afbetaling aangeboden lichamen roerend goed of dienst vermelden:

- 1° De prijs bij contante betaling;
2° De totale prijs op afbetaling;
3° Het bedrag van het voorschot;
4° Het aantal, het bedrag en de periodiciteit van de betalingen.
— Adopté.
Aangenomen.

Art. 41. Sans préjudice des dispositions de l'article 14, l'offre pour une vente à tempérament mentionne:

- 1° Le prix auquel ce bien meuble corporel ou ce service peut être acquis au comptant;
2° Le prix total à tempérament;
3° Le montant de l'acompte;
4° Le nombre et le montant, ainsi que la périodicité ou les échéances successives des paiements visés au 5°;
5° Le montant total des paiements échelonnés, autres que l'acompte;
6° Le coût total du crédit;
7° La date du premier paiement, ou une indication permettant de déterminer cette date de manière précise;
8° La possibilité d'effectuer à tout moment un remboursement anticipé et les modalités de l'éventuelle réduction de restitution ainsi que les modalités de calcul de celles-ci conformément à l'article 23, alinéa 3.

Art. 41. Onverminderd de bepalingen van artikel 14, vermeldt het aanbod voor een verkoop op afbetaling:

- 1° De prijs waartegen het lichamen roerend goed of de dienst contant kan worden verkregen;
2° De totale prijs op afbetaling;
3° Het bedrag van het voorschot;
4° Het aantal, het bedrag alsook de periodiciteit of de opeenvolgende vervaldagen van de onder 5° bedoelde betalingen;
5° Het totaal bedrag der gespreide betalingen buiten het voorschot;
6° De totale kosten van het krediet;
7° De datum van de eerste betaling, of een aanduiding waardoor die datum nauwkeurig kan worden bepaald;
8° De mogelijkheid om op elk ogenblik vervroegd terug te betalen en de voorwaarden voor de eventuele vermindering van de teruggave, evenals de wijze waarop deze worden berekend overeenkomstig artikel 23, derde lid.

— Adopté.
Aangenomen.

Art. 42. Lorsqu'une publicité ou une offre pour un contrat de vente à tempérament contient une indication relative à un taux annuel effectif global égal à 0 p.c., elle doit indiquer les avantages qui, le cas échéant, sont accordés au consommateur qui paie au comptant.

Art. 42. Wanneer een reclame of een aanbod voor een contract van verkoop op afbetaling een aanduiding bevat betreffende een jaarlijks kostenpercentage dat gelijk is aan 0 pct., dan moet die reclame of dat aanbod de voordelen vermelden die, desgevallend, worden toegekend aan de consument die contant betaalt.

— Adopté.
Aangenomen.

Art. 43. § 1^{er}. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les critères permettant d'établir la définition d'un taux annuel effectif global promotionnel ou voisin de 0 p.c.

Le Roi peut étendre les dispositions de l'article 42 aux publicités contenant une indication relative à un taux annuel effectif global promotionnel ou voisin de 0 p.c.

§ 2. La publicité ou l'offre visée au § 1^{er}, doit indiquer la différence entre le prix au comptant et le prix à tempérament.

Art. 43. § 1. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de criteria die toelaten de definitie van een jaarlijks kostenpercentage dat promotioneel is of bijna gelijk aan 0 pct. te omschrijven.

De Koning kan de bepalingen van artikel 42 uitbreiden tot de reclame die een aanduiding bevat over een jaarlijks kostenpercentage dat promotioneel is of bijna gelijk aan 0 pct.

§ 2. In de reclame of het aanbod bedoeld in § 1 moet het verschil tussen de contante prijs en de prijs op afbetaling worden aangegeven.

— Adopté.
Aangenomen.

Art. 44. Lorsque la publicité ou l'offre pour une vente à tempérament mentionne que le taux annuel effectif global est égal à 0 p.c., le prix demandé à l'acheteur à tempérament ne peut être supérieur à celui demandé à l'acheteur au comptant.

Art. 44. Wanneer de reclame of het aanbod voor een verkoop op afbetaling de mededeling bevat dat het jaarlijkse kostenpercentage gelijk is aan 0 pct., mag aan de koper op afbetaling geen hogere prijs worden gevraagd dan aan de contante koper.

— Adopté.
Aangenomen.

Art. 45. § 1^{er}. Au plus tard à la signature du contrat, le vendeur doit percevoir un acompte dont le montant ne peut être inférieur à 15 p.c. du prix d'achat au comptant.

§ 2. Par dérogation à l'article 1583 du Code civil, aucune vente à tempérament n'est parfaite, tant que l'acompte visé au § 1^{er} n'est pas payé.

§ 3. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, imposer un pourcentage supérieur à celui qui est fixé au § 1^{er}.

Art. 45. § 1. De verkoper moet ten laatste bij de ondertekening van het contract een voorschot ontvangen dat niet minder mag bedragen dan 15 pct. van de contante aankoopprijs.

§ 2. In afwijking van artikel 1583 van het Burgerlijk Wetboek is geen enkele verkoop op afbetaling voltrokken zolang het voorschot bedoeld onder § 1 niet is betaald.

§ 3. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, een hoger percentage dan het in § 1 bepaalde opleggen.

— Adopté.
Aangenomen.

Art. 46. § 1^{er}. Lorsque le contrat de vente à tempérament contient une clause de réserve de propriété, il doit reproduire le texte de l'article 491 du Code pénal, sans quoi la clause est réputée non écrite.

§ 2. Lorsque l'acheteur à tempérament a payé au moins 40 p.c. du prix comptant, le bien faisant l'objet d'une clause de réserve de propriété dans le contrat de crédit ne peut être repris qu'en vertu d'une décision judiciaire ou d'un accord écrit conclu après mise en demeure par lettre recommandée à la poste.

§ 3. En aucun cas, la reprise du bien ne peut donner lieu à un enrichissement injustifié.

Art. 46. § 1. Indien het contract van verkoop op afbetaling een beding van eigendomsvoorbehoud bevat, moet ook de tekst van artikel 491 van het Strafwetboek erin voorkomen, bij gebreke waarvan het beding voor niet geschreven wordt gehouden.

§ 2. Wanneer de koper op afbetaling ten minste 40 pct. van de contante prijs heeft betaald, kan het goed waaromtrent in de kredietovereenkomst een beding van eigendomsvoorbehoud is gemaakt, niet worden teruggenomen dan op grond van een rechterlijke beslissing of van een schriftelijk akkoord gesloten na een ingebrekestelling bij een ter post aangetekende brief.

§ 3. In geen geval mag de terugname van het goed leiden tot een ongerechtvaardigde verrijking.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 2. — Du crédit-bail

Art. 47. La durée du crédit-bail est déterminée. Le transfert de propriété ou la levée de l'option d'achat constitue le terme de l'opération de crédit.

Afdeling 2. — Financieringshuur

Art. 47. De financieringshuur heeft een welbepaalde duur. Met de eigendomsoverdracht of de lichte van de koopoptie komt er een einde aan de kredietverrichting.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 48. Sans préjudice des dispositions de l'article 5, toute publicité relative au prix d'un bien meuble corporel offert en crédit-bail doit mentionner :

1° Le cas échéant, le prix au comptant;

2° La somme totale des paiements augmentée du prix d'achat lors de la levée de l'option d'achat ou du transfert de propriété;

3° Le nombre, le montant et la périodicité des versements.

Art. 48. Onverminderd de bepalingen van artikel 5 moet elke reclame inzake de prijs van een lichamenlijk roerend goed dat in financieringshuur wordt aangeboden, het volgende vermelden :

1° Desgevallend, de prijs bij contante betaling;

2° Het totale bedrag van de betalingen, vermeerderd met de koopprijs bij de lichte van de optie of bij de eigendomsoverdracht;

3° Het aantal, het bedrag en de periodiciteit van de betalingen.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 49 est ainsi libellé :

Art. 49. § 1^{er}. Les dispositions de l'article 14, à l'exception du § 3, 4^o, 6^o et 7^o, s'appliquent également à l'offre portant sur le crédit-bail.

§ 2. Si le prix d'achat n'est pas déterminé au moment de la conclusion du contrat, l'offre doit indiquer les paramètres permettant de déterminer le prix d'achat.

Le Roi peut déterminer ces paramètres ainsi que leur usage.

§ 3. Outre les mentions visées au § 1^{er}, l'offre doit contenir :

1° La spécification du bien meuble corporel loué;

2° La somme globale des paiements à effectuer par le consommateur jusqu'au moment où l'option peut être levée pour la première fois et pour la dernière fois;

3° Le nombre, le montant et la périodicité des paiements;

4° La date du premier paiement, ou une indication permettant de déterminer cette date de manière précise;

5° Le montant prévu au 2^o du présent paragraphe, augmenté du prix d'achat lors de la levée de l'option, si celui-ci peut être déterminé lors de la conclusion du contrat, ou les paramètres permettant d'établir le prix d'achat lors de la levée de l'option;

6° Le cas échéant, le prix auquel ce bien meuble corporel peut être acquis au comptant;

7° Le cas échéant, le montant de la sûreté et l'engagement du bailleur de mettre le revenu du dépôt donné pour sûreté à la disposition du consommateur;

8° La possibilité d'effectuer à tout moment un remboursement anticipé et les modalités de l'éventuelle réduction ou restitution ainsi que les modalités de calcul de celles-ci conformément à l'article 23, alinéa 3.

Art. 49. § 1. De bepalingen van artikel 14, met uitzondering van § 3, 4^o, 6^o en 7^o, zijn mede van toepassing op het aanbod betreffende de financieringshuur.

§ 2. Indien de koopprijs niet bepaald werd op het ogenblik van het sluiten van het contract dient het aanbod de parameters aan te duiden die het mogelijk maken de koopprijs te bepalen.

De Koning kan deze parameters en hun gebruik bepalen.

§ 3. Naast de vermeldingen bedoeld in § 1, moet het aanbod omvatten :

1° De nauwkeurige opgave van het verhuurde lichamenlijk roerend goed;

2° Het totale bedrag van de betalingen te verrichten door de consument tot op het ogenblik dat de optie de eerste maal en de laatste maal kan worden gelicht;

3° Het aantal, het bedrag en de periodiciteit van de betalingen;

4° De datum van de eerste betaling, of een aanduiding waardoor die datum nauwkeurig kan worden bepaald;

5° Het bedrag bepaald in 2^o van deze paragraaf, vermeerderd met de koopprijs bij de lichte van de optie, indien deze kan worden bepaald bij het sluiten van de overeenkomst, of de parameters die het mogelijk maken de prijs bij de lichte van de optie te bepalen;

6° Desgevallend, de prijs waartegen dit lichamenlijk roerend goed contant kan worden verkregen;

7° Desgevallend, het bedrag van de zekerheid en de verplichting vanwege de verhuurder om de financiële opbrengst van het deposito tot zekerheid ter beschikking van de consument te stellen;

8° De mogelijkheid om op elk ogenblik vervroegd terug te betalen en de voorwaarden voor de eventuele vermindering van de teruggave, evenals de wijze waarop deze worden berekend overeenkomstig artikel 23, derde lid.

A cet article, M. Hatry présente l'amendement que voici :

« Au § 2 de cet article, remplacer le 8^o par le texte suivant :

« 8^o La possibilité de procéder à tout moment à une levée d'option anticipée et les modalités de celle-ci. »

« In § 2 van dit artikel, het 8^o te vervangen als volgt :

« 8^o De mogelijkheid om te allen tijde vervroegd het optierecht uit te oefenen en de wijze waarop dit geschiedt. »

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, ma proposition consiste à remplacer le 8^o de l'article 49 par le membre de phrase suivant : « La possibilité de procéder à tout moment à une levée d'option et les modalités de celle-ci. »

Je note que le ministre interprète le texte actuel dans le sens où va mon amendement à l'article 49 que, par conséquent, je retire.

M. le Président. — L'amendement de M. Hatry à l'article 49 est donc retiré.

Het amendement van de heer Hatry bij artikel 49 wordt ingetrokken.

Je mets aux voix l'article 49.

Ik breng artikel 49 in stemming.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 50. Lorsqu'une publicité ou une offre pour un crédit-bail contient une indication relative à un taux annuel effectif global égal à 0 p.c., elle doit indiquer les avantages qui sont accordés, le cas échéant, au consommateur qui paie au comptant.

Art. 50. Wanneer een reclame of een aanbod voor een financieringshuur een aanduiding bevat betreffende een jaarlijks kostenpercentage dat gelijk is aan 0 pct., dan moet die reclame of dat aanbod de voordelen aanduiden die, desgevallend, worden toegekend aan de consument die contant betaalt.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 51. Le Roi peut étendre les dispositions de l'article 50 aux publicités contenant une indication relative à un taux annuel effectif global promotionnel ou voisin de 0 p.c.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les critères permettant d'établir la définition d'un taux annuel effectif global promotionnel ou voisin de 0 p.c.

Art. 51. De Koning kan de bepalingen van artikel 50 uitbreiden tot de reclame die een aanduiding bevat betreffende een jaarlijks kostenpercentage dat promotioneel is of bijna gelijk aan 0 pct.

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de criteria die toelaten de definitie van een jaarlijks kostenpercentage dat promotioneel is of bijna gelijk aan 0 pct. te omschrijven.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 52. Lorsque la publicité ou l'offre pour un crédit-bail mentionne que le taux annuel effectif global est égal à 0 p.c., le prix demandé au consommateur ne peut être supérieur à celui demandé à l'acheteur au comptant.

Art. 52. Wanneer de reclame of het aanbod voor een financieringshuur vermeldt dat het jaarlijkse kostenpercentage gelijk is aan 0 pct., mag aan de consument geen hogere prijs worden gevraagd dan aan de contante koper.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 53. Si le vendeur demande une sûreté réelle au consommateur, elle ne peut être constituée qu'au moyen d'un dépôt pour sûreté, sous la forme d'un compte à terme, ouvert à cet effet au nom du consommateur auprès d'un organisme de crédit.

Les intérêts produits par la somme ainsi placée sont capitalisés.

Le bailleur jouit d'un privilège spécial sur le solde du compte visé à l'alinéa 1^{er} pour toute créance résultant de l'inexécution du contrat de location-financement.

Il ne peut être disposé du solde qu'en vertu, soit d'une décision judiciaire, soit d'un accord écrit conclu après le défaut d'exécution du contrat ou après exécution de celui-ci. La décision judiciaire est exécutoire par provision, nonobstant opposition ou appel, et sans caution ni cantonnement.

Art. 53. Indien de verkoper vanwege de consument een zekelijke zekerheid vraagt, kan deze niet worden gesteld dan bij wege van een deposito tot zekerheid in de vorm van een termijnrekening, daartoe op naam van de consument geopend bij een kredietinstelling.

De door het aldus geplaatste bedrag opgebrachte intrest wordt gekapitaliseerd.

De verhuurder heeft een bijzonder voorrecht op het saldo van de in het eerste lid bedoelde rekening, voor elke schuldvordering wegens niet-nakoming van de financieringshuurovereenkomst.

Over het saldo kan niet worden beschikt dan op grond van een beslissing van de rechter of van een schriftelijk akkoord gesloten na wanprestatie of na uitvoering van de overeenkomst. Die beslissing is uitvoerbaar bij voorraad, niettegenstaande verzet of hoger beroep en zonder borgtocht noch kantonnement.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 54. § 1^{er}. Dans le cas où le consommateur a payé 40 p.c. ou plus du prix au comptant d'un bien meuble corporel, il ne peut

exiger de conserver la possession du bien que moyennant un accord exprès des parties, postérieur à la conclusion du contrat ou par décision du juge.

§ 2. En aucun cas la reprise du bien ne peut donner lieu à un enrichissement injustifié.

Art. 54. § 1. Wanneer de consument 40 pct. of meer van de contante prijs van een lichamelijk roerend goed betaald heeft, kan hij slechts eisen het bezit van het goed te bewaren op grond van een uitdrukkelijk akkoord tussen de partijen, gesloten na de totstandkoming van de kredietovereenkomst of bij beschikking van de rechter.

§ 2. In geen geval mag de terugname van het goed leiden tot een ongerechtvaardigde verrijking.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 3. — Du prêt à tempérament

Art. 55. Sans préjudice des dispositions de l'article 5, toute publicité pour un prêt à tempérament qui se réfère à un montant déterminé ou à un taux annuel effectif global doit indiquer le taux annuel effectif global applicable, la durée du contrat et le montant auquel les conditions précitées sont applicables.

Afdeling 3. — Lening op afbetaling

Art. 55. Onverminderd het bepaalde in artikel 5, dient elke reclame voor een lening op afbetaling die verwijst naar een bepaald bedrag of naar een jaarlijks kostenpercentage, het toepasselijke jaarlijkse kostenpercentage, de duur van de overeenkomst en het bedrag waarop voormelde voorwaarden van toepassing zijn, te vermelden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 56. Sans préjudice des dispositions de l'article 14, l'offre pour un prêt à tempérament mentionne:

1° Le montant nominal du prêt à tempérament;

2° Le coût total du prêt;

3° Le montant total des paiements;

4° Le nombre, le montant ainsi que la périodicité des paiements;

5° La date du premier paiement, ou une indication permettant de déterminer cette date de manière précise;

6° La possibilité d'effectuer à tout moment un remboursement anticipé et les modalités de l'éventuelle réduction ou restitution ainsi que les modalités de calcul de celles-ci conformément à l'article 23, alinéa 3.

Art. 56. Onverminderd de bepalingen van artikel 14, vermeldt het aanbod van een lening op afbetaling:

1° Het nominaal bedrag van de lening;

2° De totale kosten van de lening;

3° Het totaal bedrag van de betalingen;

4° Het aantal, het bedrag en de periodiciteit van de betalingen;

5° De datum van de eerste betaling, of een aanduiding waardoor die datum nauwkeurig kan worden bepaald;

6° De mogelijkheid om op elk ogenblik vervroegd terug te betalen en de voorwaarden voor de eventuele vermindering van de teruggave evenals de wijze waarop deze worden berekend overeenkomstig artikel 23, derde lid.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 4. — Des ouvertures de crédit

Art. 57. Sans préjudice des dispositions de l'article 5, § 2, toute publicité relative à une ouverture de crédit, qui fait état d'un taux d'intérêt ou de tout autre chiffre portant sur le coût du crédit, doit mentionner distinctement le taux débiteur, d'une part, et les frais récurrents et non récurrents éventuels, d'autre part.

Afdeling 4. — Kredietopeningen

Art. 57. Onverminderd de bepalingen van artikel 5, § 2, moet elke reclame met betrekking tot een kredietopening, die een interestvoet vermeldt of enig ander cijfer dat verwijst naar de kosten van het krediet, de debetrente enerzijds en de terugkerende en de gebeurlijke niet-terugkerende kosten anderzijds afzonderlijk vermelden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 58. § 1^{er}. Les dispositions de l'article 14, à l'exception du § 4, 4^o, s'appliquent également à l'offre concernant une ouverture de crédit.

§ 2. Outre les mentions visées au § 1^{er}, l'offre doit indiquer :

1^o Le taux débiteur;

2^o Le cas échéant, les frais non récurrents, liés à l'ouverture ou au renouvellement du crédit;

3^o Le cas échéant, les frais récurrents;

4^o Le droit du prêteur de modifier le taux débiteur, quand le prêteur se réserve ce droit conformément à l'article 60;

5^o La mention : « A l'exception du taux débiteur et des frais déterminés expressément dans le contrat, il ne peut être exigé aucun frais ni aucune rétribution à l'exclusion des indemnités convenues en cas d'inexécution du contrat. »;

6^o Si on peut disposer du crédit au moyen d'une carte ou d'un titre, les règles applicables en cas de perte ou de vol ou d'usage abusif de la carte ou du titre, ainsi que, le cas échéant, le montant maximal pour lequel le titulaire assume le risque résultant de l'usage abusif par un tiers.

§ 3. Pour les ouvertures de crédit consenties pour une durée indéterminée, l'offre doit indiquer que chacune des deux parties peut résilier le contrat moyennant un préavis de trois mois signifié par lettre recommandée à la poste. Le délai de trois mois commence à courir le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la lettre recommandée de résiliation a été déposée à la poste.

Art. 58. § 1. De bepalingen van artikel 14, met uitzondering van § 4, 4^o, zijn eveneens van toepassing op het aanbod betreffende een kredietopening.

§ 2. Naast de vermeldingen bedoeld in § 1, moet het aanbod vermelden :

1^o De debetrente;

2^o Desgevallend, de niet-terugkerende kosten verbonden aan de opening of de verlenging van het krediet;

3^o Desgevallend, de terugkerende kosten;

4^o Het recht van de kredietgever de debetrente te wijzigen wanneer de kredietgever zich dit recht voorbehoudt overeenkomstig artikel 60;

5^o De vermelding : « Buiten de debetrente en de kosten die uitdrukkelijk in de overeenkomst zijn bepaald, mogen geen kosten noch vergoedingen worden geëist, de bedongen vergoedingen bij niet-uitvoering van de overeenkomst uitgezonderd. »;

6^o Indien over het krediet door middel van een kaart of titel kan worden beschikt, de regels toepasselijk in geval van verlies, diefstal of onrechtmatig gebruik van de kaart of titel, evenals, desgevallend, het maximum bedrag ten belope waarvan de houder het risico draagt voortvloeiend uit onrechtmatig gebruik ervan door een derde.

§ 3. Voor de kredietopeningen gesloten voor een onbepaalde duur moet het aanbod vermelden dat elk van beide partijen de overeenkomst kan opzeggen bij een ter post aangetekende brief met een opzeggingstermijn van drie maanden. De termijn van drie maanden begint te lopen vanaf de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin de aangetekende opzeggingsbrief bij de post werd afgegeven.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 59. § 1^{er}. Pour chaque ouverture de crédit, le prêteur transmet chaque mois un relevé où il mentionne :

— Le crédit prélevé;

— Les paiements effectués par le consommateur;

— Les intérêts ou les frais dus.

§ 2. Lorsque le prêteur fait usage de la faculté de modifier le taux débiteur visé à l'article 60, le consommateur doit en être informé clairement et préalablement au moyen d'un relevé de compte.

§ 3. Lorsqu'il dispose de renseignements lui permettant de considérer que le consommateur ne sera plus à même de respecter ses obligations, le prêteur peut interrompre les prélèvements d'argent, moyennant préavis de sept jours ouvrables notifié au consommateur par lettre recommandée.

Art. 59. § 1. Voor elke kredietopening stuurt de kredietgever elke maand een overzicht waarop hij vermeldt :

— Het opgenomen krediet;

— De aanbetalingen van de consument;

— De verschuldigde rente of kosten.

§ 2. Wanneer de kredietgever gebruik maakt van de mogelijkheid vermeld in artikel 60 om de debetrente te wijzigen, moet de consument hiervan op duidelijke wijze en tevoren worden ingelicht aan de hand van een rekeningoverzicht.

§ 3. Wanneer de kredietgever over inlichtingen beschikt waaruit blijkt dat hij de consument niet langer in staat acht om zijn verplichtingen na te komen, kan hij de geldopnemingen onderbreken, mits hij de consument daarvan zeven werkdagen tevoren en bij aangetekende brief in kennis stelt.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 60. Par dérogation à l'article 30, l'ouverture de crédit peut prévoir que le taux débiteur peut être modifié. Dans ce cas, le consommateur doit être informé par écrit préalablement à la modification, conformément aux modalités prévues à l'article 59, § 2.

A défaut d'information préalable, le taux précédemment en vigueur reste applicable.

Lorsque la modification du taux d'intérêt excède une marge de 25 p.c. du taux initialement ou précédemment convenu et pour les contrats conclus pour une durée supérieure à une année, le consommateur a la faculté de résilier le contrat dans un délai de trois mois selon les modalités visées à l'article 58, § 3, à dater de la notification. Toute clause contractuelle contraire à la présente disposition est nulle.

Art. 60. In afwijking van artikel 30 kan de kredietopening bepalen dat de debetrente van het krediet kan worden gewijzigd. In dat geval moet de consument, voorafgaand aan de wijziging, overeenkomstig de bij artikel 59, § 2, bepaalde regels, hierover schriftelijk geïnformeerd worden.

Bij gebreke hiervan blijft de rentevoet van kracht die voorheen werd toegepast.

Wanneer de wijziging van de rentevoet meer dan 25 pct. bedraagt van de aanvankelijk of voorheen overeengekomen rentevoet in het geval van overeenkomsten gesloten voor een termijn van meer dan een jaar, dan heeft de consument de mogelijkheid de overeenkomst op te zeggen binnen een termijn van drie maanden

vanaf de kennisgeving overeenkomstig de regels vermeld in artikel 58, § 3. Elk hiermee strijdig beding in de overeenkomst is nietig.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 61. En cas de perte ou de vol de la carte ou du titre, visé à l'article 1^{er}, 12^o, le consommateur assume le risque résultant de l'usage abusif de la carte ou du titre, jusqu'au moment de la notification de la perte ou du vol mais, sauf s'il a agi frauduleusement, seulement à concurrence des montants à déterminer par le Roi.

L'émetteur assume le risque résultant de l'usage abusif de la carte ou du titre après la notification de la perte ou du vol.

Lorsque le consommateur a fait preuve de négligence grave lors de la perte ou du vol de la carte, le Roi fixe le plafond au moins cinq fois supérieur à celui visé au premier alinéa.

En cas de contrefaçon, l'émetteur de la carte ou du titre assume le risque résultant de l'usage abusif de la carte ou du titre.

Art. 61. In geval van verlies of diefstal van de kaart of de titel, bedoeld in artikel 1, 12^o, draagt de consument het risico voortvloeiend uit het onrechtmatig gebruik, tot op het ogenblik van de kennisgeving van het verlies of de diefstal doch, behalve wanneer hij met bedrog heeft gehandeld, enkel tot beloop van de door de Koning te bepalen bedragen.

De uitgever draagt het risico voortvloeiend uit het onrechtmatig gebruik van de kaart of de titel na de kennisgeving van het verlies of de diefstal.

Wanneer de consument bij verlies of diefstal van de kaart of de titel getuigt van grove nalatigheid, bepaalt de Koning een maximumbedrag dat ten minste vijfmaal boven het in het eerste lid bedoelde bedrag ligt.

In geval van namaak draagt de uitgever van de kaart of van de titel het risico voortvloeiend uit het onrechtmatig gebruik van de kaart of van de titel.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre V. — Des intermédiaires de crédit

Section 1^{re}. — Des intermédiaires de crédit à la conclusion du contrat de crédit

Art. 62. § 1^{er}. Sont notamment considérés comme intermédiaires de crédit au sens de l'article 1^{er}, 3^o:

1^o L'agent-délégué: tout intermédiaire de crédit ayant le pouvoir de conclure des contrats de crédit au nom et pour le compte d'un prêteur, et n'intervenant pour les types de contrats pratiqués par un prêteur qu'exclusivement au nom de ce prêteur;

2^o Le courtier de crédit: tout intermédiaire de crédit qui intervient habituellement dans la conclusion d'un contrat de crédit dans le cadre de ses activités commerciales ou professionnelles à titre principal ou accessoire. Le courtier de crédit intervient lors de la conclusion de contrats de crédit offerts par un ou plusieurs prêteurs.

Hoofdstuk V. — Kredietbemiddelaars

Afdeling 1. — Kredietbemiddelaars bij het sluiten van een kredietovereenkomst

Art. 62. § 1. Als kredietbemiddelaar bepaald bij artikel 1, 3^o, worden onder andere beschouwd:

1^o De kredietagent: elke kredietbemiddelaar die de bevoegdheid heeft kredietovereenkomsten te sluiten in naam en voor rekening van een kredietgever, en die uitsluitend in naam van die kredietgever tussenkomt voor de kredietvormen die toegepast worden door die kredietgever;

2^o De kredietmakelaar: elke kredietbemiddelaar die gewoonlijk, hoofdzakelijk of bijkomenderwijze, bij het sluiten van een

kredietovereenkomst bemiddelt in het kader van zijn handels- of beroepsactiviteiten. De kredietmakelaar bemiddelt bij het sluiten van kredietovereenkomsten aangeboden door één of meerdere kredietgevers.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 63. § 1^{er}. Tout intermédiaire de crédit doit informer le consommateur de sa qualité d'intermédiaire de crédit, ainsi que de la nature et de l'étendue de ses pouvoirs tant dans sa publicité que sur les documents transmis à la clientèle.

§ 2. L'information visée au § 1^{er} porte notamment sur la qualité de courtier ou d'agent-délégué.

§ 3. L'intermédiaire de crédit ne peut intervenir que pour des contrats de crédits conclus avec des prêteurs agréés.

§ 4. Le courtier de crédit ne peut pratiquer son activité que sous sa propre dénomination.

§ 5. L'agent-délégué indique les éléments d'identification du prêteur dans tous les documents destinés à la clientèle.

Art. 63. § 1. Elke kredietbemiddelaar moet de consument op de hoogte brengen van zijn hoedanigheid van kredietbemiddelaar alsook van de aard en de draagwijdte van zijn bevoegdheden, zowel in zijn reclame als in de documenten bestemd voor het cliënteel.

§ 2. De informatie bedoeld in § 1, heeft onder meer betrekking op de hoedanigheid van kredietmakelaar of kredietagent.

§ 3. De kredietbemiddelaar mag enkel bemiddelen voor kredietovereenkomsten met erkende kredietgevers.

§ 4. De kredietmakelaar mag zijn activiteit slechts onder zijn eigen naam uitoefenen.

§ 5. De kredietagent geeft in alle documenten bestemd voor het cliënteel de elementen ter identificatie van de kredietgever aan.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 64. § 1^{er}. L'intermédiaire de crédit a l'obligation de communiquer au prêteur les informations nécessaires visées à l'article 10.

§ 2. Quiconque agit en tant qu'intermédiaire de crédit doit communiquer à tous les prêteurs sollicités le montant des autres offres de crédit qu'il a demandées ou reçues au bénéfice du même consommateur, au cours des quinze jours précédant la conclusion du contrat de crédit.

Art. 64. § 1. De kredietbemiddelaar is verplicht de kredietgever de noodzakelijke inlichtingen bedoeld in artikel 10 te verstrekken.

§ 2. Een ieder die optreedt als kredietbemiddelaar moet alle aangezochte kredietgevers in kennis stellen van het bedrag van de andere kredietaanbiedingen welke hij gedurende vijftien dagen voorafgaand aan het sluiten van de kredietovereenkomst heeft aangevraagd of ontvangen ten behoeve van dezelfde consument.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 65. § 1^{er}. L'intermédiaire de crédit ne peut recevoir, directement ou indirectement, aucune rémunération, sous quelque forme que ce soit, du consommateur qui a sollicité son intervention.

§ 2. L'intermédiaire de crédit n'a le droit de percevoir une commission que si le contrat de crédit pour lequel il est intervenu, a été conclu valablement et régulièrement quant à la forme.

§ 3. Le paiement de la commission doit être échelonné à concurrence de la moitié au moins, selon les règles fixées par le Roi, en fonction de la nature du crédit et de sa durée.

§ 4. Lorsqu'un contrat de crédit est conclu en vue du remboursement intégral et anticipé d'un contrat de crédit antérieur, aucune commission n'est due si le même intermédiaire de crédit est intervenu pour les deux contrats.

La présente disposition n'est pas d'application en cas de diminution significative du taux annuel effectif global du nouveau contrat de crédit par rapport au contrat de crédit antérieur.

Art. 65. § 1. De kredietbemiddelaar mag van de consument die om zijn bemiddeling heeft verzocht, geen enkele vergoeding in welke vorm ook, rechtstreeks of onrechtstreeks ontvangen.

§ 2. De kredietbemiddelaar heeft slechts recht op een commissie voor de kredietovereenkomsten die met zijn bemiddeling geldig en volgens de vormregels zijn tot stand gekomen.

§ 3. Volgens de regels door de Koning bepaald, moet de uitbetaling van de commissie ten minste voor de helft worden gespreid naargelang van de aard van het krediet en van de duur ervan.

§ 4. Wanneer een kredietovereenkomst wordt gesloten met het oog op de volledige, vervroegde terugbetaling van een vroegere kredietovereenkomst, is geen commissie verschuldigd zo dezelfde kredietbemiddelaar voor beide overeenkomsten heeft bemiddeld.

Deze bepaling is niet van toepassing bij een betekenisvolle vermindering van het jaarlijkse kostenpercentage van de nieuwe overeenkomst ten aanzien van de vroegere kredietovereenkomst.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 66. Le prêteur continue de répondre des sommes qu'il a remises à l'intermédiaire de crédit, en exécution du contrat de crédit, jusqu'à ce qu'elles soient versées dans leur totalité au consommateur ou à un tiers désigné par le consommateur.

Art. 66. Voor de gelden die de kredietgever aan de kredietbemiddelaar heeft overgemaakt ter uitvoering van de kredietovereenkomst, blijft hij instaan tot deze volledig zijn uitbetaald aan de consument of aan een door de consument aangewezen derde.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 2. — Des intermédiaires de crédit à l'exécution du contrat de crédit

Art. 67. La médiation de dettes est interdite sauf:

1° Si elle est pratiquée par un avocat, un officier ministériel ou un mandataire de justice dans l'exercice de sa profession ou de sa fonction;

2° Si elle est pratiquée par des institutions publiques ou par des institutions privées agréées à cet effet par l'autorité compétente.

Afdeling 2. — Kredietbemiddelaars bij het uitvoeren van een kredietovereenkomst

Art. 67. De schuldbemiddeling is verboden, behalve:

1° Wanneer zij wordt uitgevoerd door een advocaat, een ministerieel ambtenaar of een gerechtelijk mandataris in de uitvoering van zijn beroep of zijn ambt;

2° Wanneer zij wordt uitgevoerd door overheidsinstellingen of door particuliere instellingen die daartoe door de bevoegde overheid zijn erkend.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre VI. — Du traitement des données à caractère personnel en matière de crédit à la consommation

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 68. Les dispositions du présent chapitre sont applicables au traitement automatisé ou non des données à caractère personnel relatives au crédit à la consommation.

Hoofdstuk VI. — Verwerking van persoonsgegevens betreffende het consumentenkrediet

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 68. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op de al dan niet geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens welke betrekking hebben op het consumentenkrediet.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 69 est ainsi libellé:

Art. 69. § 1^{er}. Les données à caractère personnel ne peuvent être traitées que si elles sont pertinentes, appropriées et non excessives pour apprécier la situation financière et la solvabilité du consommateur.

§ 2. Les données ne peuvent être traitées que par des moyens licites et légaux.

§ 3. Seules peuvent être traitées, à l'exclusion de toute autre, les données relatives à l'identité du consommateur, le montant et la durée des crédits, la périodicité des paiements, les facilités de paiement éventuellement octroyées, les retards de paiement, ainsi que l'identité du prêteur.

Cette dernière donnée n'est communiquée qu'au maître du fichier et au consommateur de manière exclusive, sauf en ce qui concerne les retards de paiement.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer le contenu des données visées à l'alinéa précédent.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 1^{er}, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres:

1° Déterminer les catégories de condamnations pénales prononcées à l'encontre du consommateur, qui peuvent être traitées pour autant que le consommateur en ait été informé préalablement et par écrit;

2° Désigner les personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé autorisées à traiter les données visées au 1°;

3° Fixer les conditions particulières et les modalités relatives à ce traitement.

§ 4. Les données à caractère personnel ne peuvent être communiquées qu'aux personnes suivantes:

1° Les personnes physiques ou morales agréées en application de la présente loi;

2° Les entreprises visées par l'arrêté royal n° 225 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires;

3° Les personnes qui sont autorisées par le Roi pour effectuer des opérations d'assurance-crédit en application de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

4° La Commission bancaire et financière dans le cadre de sa mission.

Les renseignements ne peuvent être utilisés que dans le cadre de l'octroi ou de la gestion de crédit à la consommation ou de moyens de paiements octroyés au consommateur ainsi que dans le cadre des activités soumises à l'arrêté royal n° 225 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires. Une fois reçus, ils ne peuvent être communiqués qu'aux personnes visées au premier alinéa ainsi qu'aux personnes qui sont autorisées par le Roi pour effectuer des opérations d'assurance-crédit, en application de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.

Les demandes de renseignements adressées au maître du fichier et émanant des personnes visées aux 1° à 3° doivent individualiser les consommateurs sur lesquels portent les demandes par leur nom, prénom et date de naissance; ces demandes peuvent être regroupées.

§ 5. Les données énoncées au § 3 doivent être effacées lorsque le maintien dans le fichier a cessé de se justifier. Le Roi peut fixer un délai pour la conservation des données ou des catégories de données.

§ 6. Le maître du fichier est tenu de prendre toutes les mesures qui permettent de garantir la parfaite conservation des données à caractère personnel.

Les personnes qui ont reçu communication de données à caractère personnel dans le cadre des dispositions de la présente loi, ne peuvent en disposer que le temps nécessaire pour la conclusion et l'exécution de contrats de crédit en tenant compte notamment des délais fixés par le Roi en vertu du § 5, pour la conservation des données. Ces personnes sont tenues de prendre les mesures qui permettent de garantir le caractère confidentiel de ces données ainsi que l'usage aux seules fins prévues par ou en vertu de la présente loi, ou pour l'application de leurs obligations légales.

Le maître du fichier est plus spécialement chargé de la supervision ou de l'échange automatisé des données à caractère personnel et doit notamment veiller à ce que les programmes de traitement ou d'échange automatisés soient exclusivement conçus et utilisés conformément à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution.

Le Roi peut fixer les règles suivant lesquelles le maître du fichier doit exercer sa mission.

Art. 69. § 1. De persoonsgegevens mogen slechts worden verwerkt wanneer ze relevant, aangepast en niet overdreven zijn om de financiële toestand en de solvabiliteit van de consument te beoordelen.

§ 2. De gegevens mogen slechts via wettelijke en geoorloofde middelen verwerkt worden.

§ 3. Met uitsluiting van alle andere, mogen slechts worden verwerkt de gegevens betreffende de identiteit van de consument, het bedrag en de duur van de kredieten, de periodiciteit van de betalingen, de gebeurlijk toegestane betalingsfaciliteiten, de betalingsachterstanden, alsook de identiteit van de kredietgever.

Dit laatste gegeven mag uitsluitend aan de houder van het bestand en aan de consument worden medegedeeld tenzij het betalingsachterstanden betreft.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de inhoud van de gegevens bedoeld in het voorgaande lid bepalen.

In afwijking van de bepalingen van het eerste lid kan de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit:

1° Bepalen welke categorieën van strafrechtelijke veroordelingen, die tegen de consument zijn uitgesproken, mogen worden verwerkt voor zover deze daarvan voorafgaandelijk en schriftelijk is kennis gegeven;

2° De natuurlijke personen en privaot- of publiekrechtelijke rechtspersonen aanwijzen welke de verwerking van de gegevens, zoals bedoeld in het 1°, mogen uitvoeren;

3° De bijzondere voorwaarden en modaliteiten vaststellen welke voor deze verwerking moeten worden in acht genomen.

§ 4. De persoonsgegevens mogen slechts aan de volgende personen worden medegedeeld:

1° De natuurlijke personen of rechtspersonen erkend met toepassing van deze wet;

2° De ondernemingen bedoeld door het koninklijk besluit nr. 225 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen;

3° De personen die door de Koning zijn gemachtigd om kredietverzekeringsverrichtingen uit te voeren met toepassing van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;

4° De Commissie voor het bank- en financiewezen, binnen de uitvoering van haar opdracht.

De inlichtingen mogen enkel gebruikt worden in het raam van de verstrekking of het beheer van consumentenkrediet of van betalingsmiddelen toegekend aan de consument of in het raam van de activiteiten die onderworpen zijn aan het koninklijk besluit nr. 225 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op de ondernemingen van

hypothecaire leningen. Zodra zij verkregen zijn, mogen zij enkel worden medegedeeld aan de personen bedoeld in het eerste lid en aan de personen die door de Koning, met toepassing van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, werden gemachtigd om kredietverzekeringsverrichtingen te bedrijven.

De aanvragen om inlichtingen gericht aan de houder van het bestand en uitgaande van de personen bedoeld in 1° tot 3° moeten de consumenten over wie de aanvraag gaat individualiseren, aan de hand van hun naam, voornaam en geboortedatum; die aanvragen mogen worden gegroepeerd.

§ 5. De in § 3 vermelde gegevens moeten worden uitgewist wanneer het behoud ervan in het bestand niet meer verantwoord is. De Koning kan een termijn bepalen voor de bewaring van gegevens of van categorieën van gegevens.

§ 6. De houder van het bestand is verplicht alle maatregelen te treffen om de perfecte bewaring van de persoonsgegevens te verzekeren.

De personen die mededeling hebben ontvangen van persoonsgegevens volgens de bepalingen van deze wet, mogen daarover slechts beschikken gedurende de tijd nodig voor het sluiten en het uitvoeren van kredietovereenkomsten inzonderheid rekening houdend met de door de Koning krachtens § 5, bepaalde termijnen voor de bewaring van de gegevens. Die personen zijn ertoe gehouden maatregelen te nemen om het vertrouwelijk karakter van deze gegevens te verzekeren en om ervoor te zorgen dat ze uitsluitend worden aangewend voor de doeleinden door of krachtens deze wet voorzien of voor het vervullen van hun wettelijke verplichtingen.

De houder van het bestand wordt in het bijzonder belast met het toezicht op de geautomatiseerde verwerking of de geautomatiseerde uitwisseling van persoonsgegevens en moet inzonderheid erop toezien dat de programma's voor geautomatiseerde verwerking of de geautomatiseerde uitwisseling uitsluitend worden ontwikkeld en aangewend overeenkomstig deze wet en haar uitvoeringsbesluiten.

De Koning kan de regels bepalen volgens welke de houder van het bestand zijn opdracht moet uitvoeren.

A cet article, M. Hatry présente les amendements que voici :

« A. Au § 4, alinéa 2, de cet article, entre les mots « crédit à la consommation » et les mots « ou de moyens de paiements », insérer les mots « de crédits hypothécaires. »

« A. In § 4, tweede lid, van dit artikel, tussen de woorden « van consumentenkrediet » en de woorden « of van betalingsmiddelen » in te voegen de woorden « van hypothecaire kredieten. »

« B. Au § 4 de cet article, supprimer le dernier alinéa. »

« B. In § 4 van dit artikel, het laatste lid te doen vervallen. »

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, je défendrai tout d'abord l'amendement A qui concerne le paragraphe 4, 4°, alinéa 2. De quoi s'agit-il ?

Au 2° du même paragraphe 4, il est mentionné que les données à caractère personnel peuvent être communiquées notamment aux entreprises visées par l'arrêté royal n° 225 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires. Ces entreprises ont donc accès à l'information. Le deuxième alinéa du point 4° reprend l'énumération des crédits pouvant faire l'objet de la communication et prévoit « la gestion de crédit à la consommation ou de moyens de paiements octroyés au consommateur ». Il n'est cependant pas question de l'objet exclusif des activités des entreprises de prêts hypothécaires, à savoir les crédits hypothécaires.

L'amendement A vise donc à insérer, entre « crédit à la consommation » et « ou de moyens de paiements », les mots « de crédits hypothécaires ». Sans cela, le 2° demeure tout à fait platonique

puisque les crédits hypothécaires ne sont pas prévus au 4^o, qui énumère la nature des créances, alors que les 1^o, 2^o et 3^o indiquent le type d'entreprises qui peuvent avoir accès à l'information.

Cette précision me semble donc devoir être apportée. Il s'agit là d'une amélioration technique à mon sens conforme à l'esprit de la disposition. Je répète qu'il n'entre pas dans mes intentions de demander une deuxième lecture en cas d'adoption éventuelle de cet amendement.

M. le Président. — La parole est à M. Claes, Vice-Premier ministre.

M. Claes, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques et du Plan, chargé de la restructuration du *ministerie van Onderwijs*. — Monsieur le Président, je crois que l'amendement A à l'article 69 est superflu. Le but visé par M. Hatry est inclus dans le texte.

M. Hatry. — Monsieur le Président, je puis donc acter que le crédit hypothécaire est inclus dans le deuxième alinéa du 4^o de l'article 4.

M. Claes, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques et du Plan, chargé de la restructuration du *ministerie van Onderwijs*. — Oui, monsieur Hatry.

M. Hatry. — Dans ces conditions, je retire l'amendement A.

M. le Président. — L'amendement A est donc retiré.

Het amendement A wordt ingetrokken.

Monsieur Hatry, vous avez la parole pour défendre votre amendement B.

M. Hatry. — Monsieur le Président, l'objectif de l'amendement B est de supprimer le dernier alinéa du 4^o.

Je me permettrai de relire ce dernier alinéa qui concerne le principal souci des professionnels quant à la technique concrète de communications d'informations : « Les demandes de renseignements adressées au maître du fichier et émanant des personnes visées au 1^o à 3^o » — c'est-à-dire des entreprises dont nous venons de parler — « doivent individualiser les consommateurs sur lesquels portent les demandes par leur nom, prénom et date de naissance; ces demandes peuvent être regroupées. » Ce dernier élément est une concession.

Nous estimons qu'il existe des risques de voir en cette matière se développer des techniques surannées et désuètes qui entraîneront des frais excessifs de consultation, le tout entouré de limitations excessives.

Pour notre part, nous voulons encourager la consultation en vrac des données négatives qui se limitent à des défaillances de paiement — contrairement à M. Aerts, je pense que la centrale des données positives n'est pas pour demain — ce qui ne permet certainement pas la détection de clients potentiels. La communication en vrac de données relatives aux seules défaillances de paiement ne présente aucun inconvénient en matière de loyauté de la concurrence et de confidentialité; elle offre par contre un grand avantage en ce qui concerne le coût de la consultation qui sera certainement restreint, ce qui réduira aussi le coût global du crédit au bénéfice du consommateur.

Par ailleurs, l'accès permanent à la centrale de risques permettra aux institutions financières d'assurer au jour le jour un suivi des crédits octroyés, et ce particulièrement dans une série de crédits *revolving* qui doivent être annulés dès qu'apparaissent des risques de défaillance. Afin que cela puisse être le cas, il faut qu'une consultation à intervalles très rapprochés soit possible, ce qui nous paraît souhaitable.

Nous estimons que le paragraphe 3 de l'article 59, inséré avec l'accord du ministre, et qui prévoit un préavis écourté lorsque le prêteur est amené à interrompre les prélèvements d'argent, dans le cadre d'une ouverture de crédit, lorsque des renseignements lui permettent de croire que le consommateur ne respectera plus ses engagements, doit être complété par la possibilité de s'informer rapidement à ce sujet. C'est la portée de cette proposition de suppression du dernier alinéa.

Même si l'ajout des mots « ces demandes peuvent être regroupées » représente un progrès par rapport à la situation antérieure, nous craignons que cette inscription ne soit pas suffisante en ce qui concerne la rapidité de l'information dont peuvent disposer les entreprises reprises aux 1^o, 2^o et 3^o.

M. le Président. — La parole est à M. Claes, Vice-Premier ministre.

M. Claes, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques et du Plan, chargé de la restructuration du *ministerie van Onderwijs*. — Monsieur le Président, comme en commission, je demande le rejet de cet amendement en me référant aux pages 185 et 191 du rapport.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement B et le vote sur l'article 69 sont réservés.

De stemming over het amendement B en de stemming over artikel 69 worden aangehouden.

Art. 70. § 1^{er}. Lorsqu'un consommateur est pour la première fois enregistré dans un fichier, il en est immédiatement informé, directement ou indirectement, par le maître du fichier.

Cette information doit mentionner :

— L'identité et l'adresse du maître du fichier. Lorsque celui-ci n'a pas de siège ou de domicile en Belgique, il doit désigner son représentant en Belgique;

— L'adresse de la Commission de la protection de la vie privée visée à l'article 72;

— L'identité et l'adresse de la personne qui a communiqué la donnée;

— Le droit d'accès au fichier, le droit de rectification des données erronées et le droit de suppression des données, les modalités d'exercice desdits droits, ainsi que le délai de conservation des données s'il en existe un.

§ 2. Tout consommateur a accès sans frais aux données enregistrées dans un fichier concernant sa personne ou son patrimoine.

Il peut librement et sans frais, aux conditions déterminées par le Roi, faire rectifier les données erronées. Dans ce cas, le maître du fichier est tenu de communiquer cette rectification à ceux qui ont eu communication de la donnée erronée, dans un délai à fixer par le Roi et qui ne peut être supérieur à douze mois, et aux tiers intéressés que le consommateur indique.

Le Roi fixe les conditions auxquelles la consultation du fichier par le consommateur est jugée abusive ou excessive et la redévance à laquelle elle donne lieu dans ce cas.

Lorsque le fichier traite les défauts de paiements, le consommateur peut exiger que le motif du défaut qu'il communique soit indiqué en même temps que le défaut de paiement.

§ 3. Le consommateur a également le droit d'obtenir sans frais la suppression ou l'interdiction d'utilisation de toute donnée à caractère personnel le concernant, qui, compte tenu du but du traitement, est considérée comme incomplète ou non pertinente, ou dont le traitement ou la conservation est interdite, ou qui a été conservée au-delà de la période autorisée.

§ 4. Lorsqu'il souhaite exercer le droit d'accès, de rectification ou de suppression des données, le consommateur doit adresser une lettre recommandée au maître du fichier.

Le maître du fichier communique, suivant le cas, les informations relatives aux données, la rectification ou la suppression des données, dans les soixante jours de la réception de la demande.

Art. 70. § 1. Wanneer een consument voor de eerste maal wordt geregistreerd in een bestand moet hem daarvan door de houder van het bestand, rechtstreeks of onrechtstreeks, onverwijld kennis worden gegeven.

In die kennisgeving wordt vermeld :

— De identiteit en het adres van de houder van het bestand. Wanneer deze geen woonplaats of zetel in België heeft, moet hij zijn vertegenwoordiger in België aanwijzen;

— Het adres van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer bedoeld in artikel 72;

— De identiteit en het adres van de persoon die het gegeven heeft medegedeeld;

— Het recht op toegang tot het bestand, op verbetering van foute gegevens en op uitwissing van gegevens, de modaliteiten voor de uitoefening van genoemde rechten, alsook de bewaars-termijn van de gegevens, zo er een bestaat.

§ 2. Elke consument heeft kosteloos toegang tot de in de bestanden geregistreerde gegevens die zijn persoon of zijn patrimonium betreffen.

Hij kan verkeerde gegevens vrij en kosteloos laten rechtzetten volgens de voorwaarden door de Koning bepaald. In dat geval is de houder van het bestand ertoe gehouden, binnen een termijn door de Koning vast te stellen en die niet langer mag zijn dan twaalf maanden, deze verbetering mede te delen aan hen die van deze verkeerde gegevens mededeling hebben gekregen en aan de belanghebbende derden die de consument aanduidt.

De Koning bepaalt onder welke voorwaarden de raadpleging van het bestand door de consument als onrechtmatig of overdreven moet worden beschouwd, en welke vergoeding in dat geval betaald zal moeten worden.

Wanneer het bestand wanbetalingen verwerkt, kan de consument eisen dat de reden van de wanbetaling die hij mededeelt samen met de wanbetaling, wordt vermeld.

§ 3. De consument is eveneens gerechtigd kosteloos de verwijdering of het verbod tot aanwending van alle hem betreffende persoonsgegevens te bekomen die, gelet op het doel van de verwerking, als onvolledig of irrelevant worden beschouwd, of waarvan de verwerking of bewaring verboden is, of die langer dan de toegestane periode zijn bewaard.

§ 4. Wanneer de consument het recht op toegang, op verbetering of op verwijdering van gegevens wenst uit te oefenen, moet hij daartoe een aangetekende brief tot de houder van het bestand richten.

De houder van het bestand deelt de inlichtingen met betrekking tot de gegevens, de verbetering of de verwijdering binnen zestig dagen na ontvangst van het verzoek mede.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 71 est ainsi libellé :

Section 2. — De la banque centrale des données

Art. 71. § 1^{er}. Selon les règles déterminées par le Roi, la Banque nationale de Belgique est chargée de l'enregistrement des défauts de paiement relatifs à des contrats de crédit qui tombent sous l'application de la présente loi et qui répondent aux critères déterminés par le Roi.

Les personnes agréées en application de la présente loi consultent la banque centrale de données, préalablement à l'offre, à la conclusion ou à la modification de tout contrat tombant sous l'application de la présente loi répondant aux critères déterminés par le Roi.

Le Roi détermine, en tenant compte des articles 69 et 70, les renseignements dont l'enregistrement est obligatoire, les personnes qui sont tenues de les communiquer, ainsi que les modalités de rectification des données à la demande des personnes au nom desquelles ces données sont enregistrées ou des personnes qui peuvent être appelées à répondre du paiement de leur dette.

§ 2. Le Roi peut, aux conditions qu'il détermine, trois ans après l'entrée en vigueur de la présente loi, après avis de la Banque nationale de Belgique, de la Commission de la protection de la vie privée et du Conseil de la consommation, étendre l'obligation mentionnée au § 1^{er}, à l'enregistrement de tout ou partie des contrats qui tombent sous l'application de la présente loi.

Les avis visés au précédent alinéa ont au moins trait aux modalités qui déterminent l'accès à la banque centrale de données, aux conditions d'exploitation et à la nature des données enregistrées.

§ 3. Au moins une fois par an, la Banque nationale de Belgique adresse un rapport sur le fonctionnement de la banque centrale de données au ministre des Affaires économiques.

Ce rapport contient entre autres :

— Un aperçu du nombre et de la nature des données enregistrées;

— Un aperçu du nombre de consultations de la banque centrale de données;

— Un compte rendu détaillé des frais résultant du fonctionnement de la banque centrale de données, avec indication des problèmes pratiques ou techniques éventuels;

— Une analyse de l'évolution des défauts de paiement.

Ce rapport est publié au *Moniteur belge*.

§ 4. Sans préjudice de la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix, la Banque nationale de Belgique peut, moyennant l'accord du ministre des Finances et du ministre des Affaires économiques, fixer les montants qui lui sont dus du chef des frais concernant la consultation des données.

§ 5. Outre les personnes visées à l'article 69, § 4, les centrales de risques étrangères peuvent également recevoir les données recueillies par la banque centrale de données.

§ 6. Les arrêtés royaux pris en application du présent article sont délibérés en Conseil des ministres après consultation de la Commission de la protection de la vie privée.

Afdeling 2. — Centrale gegevensbank

Art. 71. § 1. Volgens de door de Koning vastgestelde regels is de Nationale Bank van België belast met de registratie van de wanbetalingen voortvloeiend uit kredietovereenkomsten die onder de toepassing van deze wet vallen en die aan de door de Koning vastgestelde criteria beantwoorden.

De personen erkend met toepassing van deze wet raadplegen de centrale gegevensbank voorafgaandelijk aan het aanbieden, het sluiten of het wijzigen van elke overeenkomst die onder de toepassing van deze wet valt en aan de door de Koning vastgestelde criteria beantwoordt.

De Koning bepaalt, rekening houdend met de artikelen 69 en 70, de inlichtingen waarvan de registratie verplicht is, de personen die gehouden zijn ze mede te delen evenals de regels met betrekking tot de verbetering van de gegevens op verzoek van de personen op wier naam deze gegevens zijn geregistreerd of van de personen die kunnen worden aangesproken om in te staan voor de betaling van hun schuld.

§ 2. De Koning kan, onder de voorwaarden die hij bepaalt, drie jaar na de inwerkingtreding van deze wet, en na advies van de Nationale Bank van België, van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en van de Raad voor het verbruik, de verplichting vermeld in § 1 uitbreiden tot de registratie van alle, of een deel van de overeenkomsten die onder de toepassing vallen van deze wet.

De in het voorgaande lid bedoelde adviezen hebben minstens betrekking op de regels die de toegang tot de centrale gegevensbank bepalen, op de uitbatingsvoorwaarden en op de aard van de geregistreerde gegevens.

§ 3. Ten minste éénmaal per jaar brengt de Nationale Bank van België verslag uit over de werking van de centrale gegevensbank bij de minister van Economische Zaken.

Dit verslag bevat onder meer :

— Een overzicht van het aantal en de aard van de geregistreerde gegevens;

— Een overzicht van het aantal raadplegingen van de centrale gegevensbank;

— Een omstandige weergave van de kosten voortvloeiend uit de werking van de centrale gegevensbank met aanduiding van de eventuele praktische of technische moeilijkheden;

— Een analyse van de evolutie van de wanbetalingen.

Dit verslag wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 4. Onverminderd de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen kan de Nationale Bank

van België met het akkoord van de minister van Financiën en van de minister van Economische Zaken, de bedragen vaststellen die haar zijn verschuldigd uit hoofde van de kosten met betrekking tot het raadplegen van de gegevens.

§ 5. Naast de personen bedoeld in artikel 69, § 4, mogen ook de buitenlandse risicocentrales mededeling van de gegevens verworven door de centrale gegevensbank ontvangen.

§ 6. De koninklijke besluiten genomen met toepassing van dit artikel worden in de Ministerraad overlegd, na raadpleging van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

A cet article, M. Hatry présente l'amendement que voici :

« Compléter le § 1^{er} de cet article par un quatrième alinéa, rédigé comme suit :

« Les personnes visées aux 1^o et 2^o et 3^o de l'article 69, § 4, alinéa 1^{er}, ne peuvent obtenir la communication de données autres que celles relatives à une défaillance de paiement, que concernant un consommateur à la fois, ces demandes peuvent être regroupées. »

« Paragraaf 1 van dit artikel aan te vullen met een vierde lid, luidende :

« De personen bedoeld in het 1^o en 2^o en 3^o van artikel 69, § 4, eerste lid, kunnen alleen mededeling verkrijgen van gegevens die betrekking hebben op een wanbetaling, en slechts met betrekking tot één consument tegelijk; die aanvragen mogen gegroepeerd worden. »

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, le paragraphe 1^{er} de l'article 71 vise à permettre aux personnes agréées de consulter la Banque centrale de données. Des précisions sont, à cet égard, apportées à l'article 69, qui énumère à la fois les entreprises habilitées à consulter et la nature des crédits concernant lesquels elles peuvent demander des renseignements. Comme l'article 71 fournit des éclaircissements concernant l'accès à la Banque centrale de données, où les entreprises peuvent puiser des informations, il nous paraît opportun de compléter le premier paragraphe de cet article par un quatrième alinéa confirmant que les entreprises en question reçoivent bien ces renseignements et qu'elles ne peuvent les obtenir que concernant un consommateur à la fois mais qu'il n'existe aucune objection de la part de la Banque centrale de données — telle est la portée des derniers mots de notre amendement — pour ce qui est du regroupement des informations, qui doivent pouvoir être présentées en une seule fois aux entreprises qui les demandent. Nous voulons ainsi éviter que les noms des emprunteurs soit communiqués les uns après les autres, avec des écarts plus ou moins longs.

Nous souhaitons donc confirmer le fait que la Banque centrale de données recevra des demandes groupées et que les réponses le seront également.

M. le Président. — La parole est à M. Claes, Vice-Premier ministre.

M. Claes, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques et du Plan, chargé de la restructuration du *ministerie van Onderwijs*. — Monsieur le Président, cet amendement a déjà été discuté et rejeté en commission. J'en demande également le rejet en me référant, en outre, aux pages 185, 188, 189, 191, 192, 198 et 200 du rapport.

M. le Président. — Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 71 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 71 worden aangehouden.

Section 3. — Du contrôle et de la surveillance

Art. 72. 1^{er}. Pour l'application de la présente loi, la Commission de la protection de la vie privée exerce les compétences qui lui sont attribuées par l'article 92 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.

§ 2. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, pour l'application de la présente loi, créer un Comité de surveillance composé d'un président, de deux juristes spécialisés en la matière et de deux membres experts en informatique, nommés sur présentation du Conseil des ministres, tantôt par la Chambre des représentants, tantôt par le Sénat.

§ 3. Le président et les membres du Comité de surveillance sont nommés pour un terme de six ans, renouvelable. Ils peuvent être relevés de leur charge par la Chambre qui les a nommés.

Cinq experts suppléants sont nommés selon les mêmes conditions. Ils remplacent les membres effectifs en cas d'empêchement ou d'absence de ceux-ci, ainsi que dans l'attente du remplacement de ceux-ci.

§ 4. Pour être nommés et rester président ou membre effectif ou suppléant du Comité de surveillance, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

1^o Être belge;

2^o Jouir des droits civils et politiques;

3^o Ne pas relever du pouvoir hiérarchique d'un ministre et être indépendants des prêteurs, des organismes qui assument la charge ou le risque de crédit et de la Banque nationale de Belgique;

4^o Ne pas être membre du Parlement européen ou national, ni d'un Conseil communautaire ou régional.

Dans les limites de leurs attributions, le président et les membres du Comité de surveillance ne reçoivent d'instructions de personne. Ils ne peuvent être relevés de leur charge, recherchés, arrêtés, détenus ou jugés à l'occasion des opinions qu'ils émettent ou des actes qu'ils accomplissent pour remplir leurs fonctions.

§ 5. Le président et un membre du Comité de surveillance sont de plein droit membres de la Commission de la protection de la vie privée.

Ils veillent à la coordination des travaux du Comité avec ceux de la Commission.

Le Comité de surveillance porte sans tarder à la connaissance de la Commission de la protection de la vie privée toute demande d'avis, toute requête ou plainte qui lui est adressée.

Le Comité de surveillance communique systématiquement à la Commission ses avis, recommandations ou décisions.

A dater de leur réception, la Commission dispose d'un délai de quinze jours francs pour exercer son droit d'évocation en vue d'assurer le respect ou l'uniformité de l'application des principes généraux en matière de protection de la vie privée.

Dans les trente jours francs à dater de la réception de la demande, de l'avis, de la recommandation ou de la décision visés aux alinéas 3 et 4 du présent paragraphe, la Commission doit avoir amendé ou remplacé par les siens les avis, recommandations ou décisions relatifs aux dossiers évoqués, faute de quoi ceux-ci deviennent définitifs.

Aucune notification d'avis, recommandation ou décision du Comité de surveillance ne peut intervenir avant l'expiration, selon le cas, des délais visés aux alinéas 5 et 6.

Le Comité de surveillance peut, chaque fois qu'il le juge utile pour se prononcer, poser à la Commission toute question relative à l'application des principes généraux en matière de protection de la vie privée.

§ 6. Le Comité de surveillance fixe son règlement d'ordre intérieur.

§ 7. Sans préjudice des dispositions du chapitre VIII et de la compétence du pouvoir judiciaire, le Comité de surveillance est chargé, en vue de la protection de la vie privée, des tâches suivantes :

1^o Veiller au respect des dispositions du présent chapitre et de ses mesures d'exécution;

2^o Formuler toutes recommandations qu'il juge utiles pour l'application et le respect des dispositions du présent chapitre et de ses mesures d'exécution;

3^o Aider à la solution de tout problème de principe ou de tout litige relatif à l'application des dispositions du présent chapitre et de ses mesures d'exécution ainsi que de trancher, s'il y a lieu, les litiges qui n'ont pu être résolus autrement;

4° Faire un rapport aux Chambres législatives chaque année, pour le premier jour de la session ordinaire, sur l'exécution de ses missions au cours de l'année écoulée.

§ 8. Dans le cadre de l'exécution de ses tâches, le Comité de surveillance peut procéder à des enquêtes, charger un ou plusieurs de ses membres d'effectuer de telles enquêtes sur place et faire appel à des experts. Le Comité ou ses membres, éventuellement assistés d'experts, disposent en ce cas, aux mêmes conditions, des pouvoirs d'investigation qui sont reconnus aux agents chargés de la recherche et de la constatation des infractions à la présente loi et de ses mesures d'exécution.

Ils peuvent notamment exiger communication de tout document pouvant leur être utile dans leur enquête.

Ils peuvent également pénétrer en tous lieux où ils ont un motif raisonnable de supposer que s'exerce une activité en rapport avec l'application de la présente loi.

Le président ainsi que les membres du Comité de surveillance ou les experts associés sont soumis au secret professionnel pour tout ce dont ils ont pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions.

§ 9. Le Comité de surveillance agit soit d'initiative, soit à la demande notamment de la Commission de la protection de la vie privée, soit à la suite d'une demande d'avis ou d'une plainte qui lui est adressée.

Lorsque la doléance ou la requête est adressée à la Commission, celle-ci en saisit sans tarder le Comité de surveillance.

La Banque nationale de Belgique et les personnes amenées à participer à l'application des dispositions de la présente loi sont tenues de fournir toutes informations utiles au Comité de surveillance ou à ses membres chargés d'enquête et de leur prêter leur concours.

Les autorités hiérarchiques, quelles qu'elles soient, les préteurs, leurs préposés ou mandataires doivent autoriser leurs agents, préposés ou travailleurs à répondre aux questions qui leur sont posées dans le cadre d'une enquête par le Comité de surveillance ou par l'un de ses membres, et à donner suite à leurs demandes ou convocations.

§ 10. Toute personne, en particulier tout membre du personnel de la Banque nationale de Belgique, d'un organisme de crédit, d'une administration ou d'un service public quel qu'il soit, peut, sans avoir à obtenir d'autorisation préalable, s'adresser au Comité de surveillance pour lui signaler les faits ou situations qui selon son sentiment nécessitent l'intervention de celui-ci ou lui faire toutes suggestions utiles.

Sauf accord exprès de la personne qui s'est adressée à lui, le Comité de surveillance ne peut en révéler le nom et il ne peut davantage révéler à quiconque qu'il a été saisi par cette voie.

§ 11. Le président du Comité de surveillance informe, dans un délai raisonnable, les auteurs de doléances, requêtes ou suggestions, du suivi donné à leur intervention et leur fait part des motifs qui justifient la position du Comité de surveillance ou, le cas échéant, celle de la Commission de la protection de la vie privée.

§ 12. Lorsque le Comité de surveillance ou, le cas échéant, la Commission de la protection de la vie privée formule une recommandation écrite, résout un problème ou tranche une contestation, ils doivent être informés, chacun en ce qui le concerne, de la suite qui a été réservée à son intervention. À défaut de réponse satisfaisante dans le délai fixé par eux, ils peuvent à tout moment, l'un et l'autre, rendre publique la recommandation et la décision.

Le destinataire de la recommandation ou de la décision peut en ce cas rendre également publiques sa réponse et la décision finalement prise.

§ 13. Sans préjudice de la compétence des cours et tribunaux ordinaires pour l'application des principes généraux en matière de protection de la vie privée, le président du Comité de surveillance peut soumettre au tribunal de première instance tout litige concernant l'application de la présente loi et de ses mesures d'exécution.

§ 14. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités complémentaires relatives à la composition, au fonctionnement, à la rémunération des membres et aux compétences du Comité de surveillance.

Les dépenses afférentes au fonctionnement du Comité sectoriel de surveillance et au contrôle des dispositions du présent chapitre sont à charge du ministère des Affaires économiques.

Un fonds pour la couverture de ces frais est créé.

Sans préjudice d'autres dispositions légales et réglementaires, le Roi peut imposer au bénéfice de ce fonds des rétributions pour couvrir les frais relatifs au fonctionnement du Comité de surveillance et ceux relatifs au contrôle des dispositions du présent chapitre.

Le Roi fixe le mode de calcul et de paiement des rétributions et des dépenses.

§ 15. Les agents commissionnés par le ministre des Affaires économiques pour rechercher et constater les infractions au présent chapitre sont investis des pouvoirs énoncés à l'article 81.

§ 16. Ils adressent à la Commission de protection de la vie privée et au Comité de surveillance un rapport au sujet des infractions qu'ils ont constatées.

§ 17. Les agents commissionnés par le ministre doivent prendre les mesures nécessaires qui permettent de garantir le caractère confidentiel des données à caractère personnel dont ils ont obtenu connaissance, ainsi que l'usage de ces données aux seules fins requises pour l'exercice de leur mission de surveillance.

§ 18. Sauf accord exprès de l'auteur d'une plainte relative à une infraction aux dispositions de la présente loi et de ses mesures d'exécution, les agents commissionnés par le ministre ne peuvent révéler, même devant les tribunaux, le nom de l'auteur de cette plainte.

Afdeling 3. — Controle en toezicht

Art. 72. § 1. De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer oefent voor de toepassing van deze wet de bevoegdheden uit die haar zijn toegekend door artikel 92 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

§ 2. De Koning kan, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, voor de toepassing van deze wet een Toezichtsc comité oprichten bestaande uit een voorzitter, twee ter zake gespecialiseerde juristen en twee leden deskundigen op het vlak van de informatica, die, op voordracht van de Ministerraad, benoemd worden, nu eens door de Kamer van volksvertegenwoordigers, dan weer door de Senaat.

§ 3. De voorzitter en de leden van het Toezichtsc comité worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van zes jaar. Ze kunnen van hun opdracht worden ontheven door de Kamer die ze heeft benoemd.

Onder dezelfde voorwaarden worden vijf plaatsvervangende deskundigen benoemd. Ze vervangen de werkende leden indien deze verhinderd of afwezig zijn, evenals in afwachting van de vervanging van deze laatsten.

§ 4. Om tot voorzitter of werkend of plaatsvervangend lid van het Toezichtsc comité benoemd te kunnen worden en het te kunnen blijven, moeten de kandidaten aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° Belg zijn;

2° De burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° Niet onder het hiërarchisch gezag van een minister staan en onafhankelijk zijn van de kredietgevers, van de instellingen die de kredietkosten of het kredietrisico dekken en van de Nationale Bank van België;

4° Geen lid zijn van het Europees of nationaal Parlement, noch van een Gemeenschaps- of Gewestraad.

Binnen de perken van hun bevoegdheden krijgen de voorzitter en de leden van het Toezichtsc comité van niemand onderrichtingen. Zij kunnen niet van hun mandaat ontheven, opgespoord, aangehouden, gevangen gezet of veroordeeld worden voor meningen die zij uiten of daden die zij stellen bij het vervullen van hun functie.

§ 5. De voorzitter en één lid van het Toezichtsc comité zijn van rechtswege lid van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Zij zorgen voor de coördinatie tussen de werkzaamheden van het Comité en die van de Commissie.

Het Toezichtscomité stelt onverwijld de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in kennis van iedere aanvraag om advies, van ieder verzoek of van iedere klacht die bij hem werd ingediend.

Het Toezichtscomité deelt de Commissie zijn adviezen, aanbevelingen of beslissingen systematisch mee.

De Commissie beschikt over een termijn van vijftien vrije dagen te rekenen vanaf de ontvangst ervan om haar evocatierecht te laten gelden om de naleving of de eenvormigheid van de toepassing van de algemene beginselen inzake bescherming van de persoonlijke levenssfeer te verzekeren.

Binnen dertig vrije dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag, het advies, de aanbeveling of de beslissing bedoeld in het derde lid en het vierde lid van deze paragraaf moet de Commissie de adviezen, aanbevelingen of beslissingen betreffende de naar zich toe getrokken dossiers gewijzigd of vervangen hebben, zoniet worden zij definitief.

Geen enkele kennisgeving van een advies, aanbeveling of beslissing van het Toezichtscomité kan plaatsvinden voordat, naargelang van het geval, de termijn bepaald in het vijfde en het zesde lid is verstreken.

Telkens als het Toezichtscomité het nodig acht om uitspraak te doen, kan het de Commissie iedere vraag stellen over de toepassing van de algemene beginselen inzake bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

§ 6. Het Toezichtscomité stelt zijn huishoudelijk reglement vast.

§ 7. Onverminderd de bepalingen van hoofdstuk VIII en de bevoegdheid van de rechterlijke macht is het Toezichtscomité, met het oog op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, belast met de hierna volgende taken:

1° Toezien op de naleving van de bepalingen van dit hoofdstuk en op hun uitvoeringsmaatregelen;

2° Alle aanbevelingen formuleren die het nuttig acht voor de uitvoering en de naleving van de bepalingen van dit hoofdstuk en van hun uitvoeringsmaatregelen;

3° Bijdragen tot het oplossen van elk principieel probleem of elk geschil betreffende de toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk en van hun uitvoeringsmaatregelen, en, zo nodig, de geschillen beslechten die op geen andere wijze konden worden opgelost;

4° Ieder jaar, op de eerste dag van de gewone zitting, aan de Wetgevende Kamers verslag uitbrengen over de vervulling van zijn opdrachten gedurende het afgelopen jaar.

§ 8. In het raam van de uitvoering van zijn taken kan het Toezichtscomité onderzoeken instellen, een of meer van zijn leden gelasten met het verrichten van dergelijke onderzoeken ter plaatse en een beroep doen op deskundigen. Het Comité of zijn leden hebben, eventueel bijgestaan door deskundigen in dit geval, onder dezelfde voorwaarden, de bevoegdheden om onderzoeken te doen die zijn toegekend aan de ambtenaren belast met de opsporing en de vaststelling van inbreuken op deze wet en haar uitvoeringsmaatregelen.

Ze kunnen onder meer mededeling eisen van alle documenten die hen bij hun onderzoek van nut kunnen zijn.

Ze hebben tevens toegang tot alle plaatsen waarvan ze redelijkerwijze vermoeden dat er werkzaamheden worden verricht die in verband staan met de toepassing van deze wet.

De voorzitter evenals de leden van het Toezichtscomité en de daarbij betrokken deskundigen zijn gehouden tot het beroepsgeheim met betrekking tot alles wat ze uit hoofde van hun functie hebben kunnen vernemen.

§ 9. Het Toezichtscomité handelt hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van onder meer de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, hetzij ingevolge een aan hem gerichte aanvraag om advies of een bij hem ingediende klacht.

Wanneer de klacht of de aanvraag bij de Commissie wordt ingediend, maakt deze ze onverwijld aanhangig bij het Toezichtscomité.

De Nationale Bank van België en de personen die bij de toepassing van deze wetsbepalingen betrokken zijn, moeten aan het Toezichtscomité of aan zijn leden die werden belast met een onderzoek, alle nodige informatie verstrekken en hen hun medewerking verlenen.

Om het even welke hiërarchische overheid, de kredietgevers, hun aangestelden of lasthebbers moeten hun personeelsleden, aangestelden of werknemers toestaan te antwoorden op de vragen welke hen, in het raam van een onderzoek, worden gesteld door het Toezichtscomité of door een van zijn leden, en gevolg te geven aan hun verzoeken of oproepingen.

§ 10. Iedere persoon, en in het bijzonder ieder personeelslid van de Nationale Bank van België, van een kredietinstelling, van een administratief bestuur of van welke openbare dienst ook, kan zonder daartoe vooraf toestemming te moeten verkrijgen, zich tot het Toezichtscomité wenden om het de feiten of toestanden mee te delen welke naar zijn oordeel diens optreden noodzakelijk maken, of het Toezichtscomité alle nuttige suggesties doen.

Het Toezichtscomité mag de naam van de persoon die zich tot hem wendt niet bekendmaken, tenzij met diens uitdrukkelijke toestemming, en evenmin aan wie dan ook laten weten dat het op die wijze werd gevat.

§ 11. De voorzitter van het Toezichtscomité licht de indieners van klachten, aanvragen of voorstellen binnen een redelijke termijn in over het gevolg dat aan hun tussenkomst werd gegeven en stelt ze in kennis van de redenen die ten grondslag liggen van het standpunt van het Toezichtscomité of, desgevallend, van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

§ 12. Wanneer het Toezichtscomité of, desgevallend, de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer een schriftelijke aanbeveling formuleert, een probleem oplost of uitspraak doet over een betwisting, moeten zij, ieder wat hem betreft, in kennis worden gesteld van het gevolg dat aan zijn tussenkomst wordt gegeven. Bij gebrek aan een bevredigend antwoord binnen de termijn die zij vaststellen, kunnen zij beide op elk ogenblik de aanbeveling en de beslissing openbaar maken.

De bestemming van de aanbeveling of van de beslissing kan in dat geval ook zijn antwoord en de uiteindelijke getroffen beslissing openbaar maken.

§ 13. Onverminderd de bevoegdheid van de gewone hoven en rechtbanken met het oog op de toepassing van de algemene beginselen inzake bescherming van de persoonlijke levenssfeer, kan de voorzitter van het Toezichtscomité ieder geschil aangaande de toepassing van deze wet en haar uitvoeringsmaatregelen aan de rechtbank van eerste aanleg voorleggen.

§ 14. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de aanvullende modaliteiten betreffende de samenstelling, de werking, de vergoeding voor de leden en de bevoegdheden van het Toezichtscomité.

De uitgaven met betrekking tot de werking van het Sectorieel Toezichtscomité en de controle op de bepalingen van dit hoofdstuk, zijn ten laste van het ministerie van Economische Zaken.

Er wordt een fonds opgericht tot dekking van deze kosten.

Onverminderd de toepassing van andere wettelijke en reglementaire bepalingen, kan de Koning ten bate van dit fonds retributies opleggen tot dekking van de werkingskosten van het Toezichtscomité en van de kosten verbonden aan de controle van de bepalingen van dit hoofdstuk.

De Koning stelt de wijze van berekening en betaling van de retributies en van de uitgaven vast.

§ 15. De ambtenaren, aangesteld door de minister van Economische Zaken om de inbreuken op de bepalingen van dit hoofdstuk op te sporen en vast te stellen, worden bekleed met de bevoegdheden vermeld in artikel 81.

§ 16. Zij maken een verslag van de inbreuken welke zij hebben vastgesteld over aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en aan het Toezichtscomité.

§ 17. De door de minister aangestelde ambtenaren moeten de nodige maatregelen treffen teneinde het vertrouwelijk karakter van de persoonsgegevens waarvan ze kennis hebben gekregen te waarborgen en tevens te verzekeren dat deze gegevens enkel worden aangewend voor doeleinden die begrepen zijn in de uitoefening van hun toezichtstaak.

§ 18. Behoudens uitdrukkelijke toestemming van de indiener van een klacht aangaande een inbreuk op de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsmaatregelen, mogen de door de minister aangestelde ambtenaren de naam niet bekend maken van degene die deze klacht heeft neergelegd, zelfs niet voor de rechtbanken.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 73. Sans préjudice des autres formalités de consultation imposées par la présente loi, le Roi exerce les pouvoirs qui Lui sont conférés par les dispositions du présent chapitre après consultation du Comité sectoriel de surveillance et s'il échet, de la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 73. Onverminderd de andere raadplegingsvereisten die door deze wet zijn opgelegd, oefent de Koning de bevoegdheden uit welke Hem zijn toegekend door de bepalingen van dit hoofdstuk, na raadpleging van het Sectorieel Toezichtcomité en, desgevallend, van de Commissie tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre VII. — Contrôle et surveillance

Section 1^{re}. — De l'agrément

Art. 74. Sont soumises à l'agrément du ministre des Affaires économiques, les personnes physiques et morales exerçant une activité de prêteur.

Sont dispensées de l'agrément, les personnes qui offrent ou consentent, de manière exclusive, des contrats visés à l'article 1^{er}, 9^o et 10^o, de la présente loi, lorsque ces contrats font l'objet d'une cession ou subrogation immédiate au profit d'un autre prêteur agréé, désigné dans le contrat.

Hoofdstuk VII. — Controle en toezicht

Afdeling 1. — Erkenning

Art. 74. Aan de erkenning door de minister van Economische Zaken zijn onderworpen, de natuurlijke personen en de rechtspersonen die een activiteit van kredietgever uitoefenen.

Van erkenning zijn vrijgesteld de personen die uitsluitend overeenkomsten vermeld in artikel 1, 9^o en 10^o, van deze wet aanbieden of toestaan, wanneer deze overeenkomsten het voorwerp zijn van een onmiddellijke overdracht of subrogatie ten gunste van een ander erkend kredietgever aangewezen in de overeenkomst.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 75 est ainsi libellé :

Art. 75. § 1^{er}. Pour être agréés, les intéressés visés à l'article 74 doivent établir, lors de leur demande d'agrément :

1^o Leur immatriculation au registre de commerce ou au registre des groupements d'intérêt économique;

2^o S'il s'agit de sociétés, leur constitution sous forme commerciale, ou leur constitution sous forme de personne morale pour les groupements d'intérêt économique qui ne sont pas des sociétés.

§ 2. La demande d'agrément est accompagnée d'un modèle des contrats relatifs aux types de crédit pour la pratique desquels l'agrément est requis. Le modèle de contrat doit être conforme à toutes les dispositions prévues par la présente loi.

§ 3. En outre, les demandeurs doivent s'engager :

1^o A détenir et à maintenir un actif net d'un montant à déterminer par le Roi, sans toutefois que ce montant puisse être inférieur à 2 000 000 de francs;

2^o A tenir une comptabilité permettant de donner les renseignements exigés par les réglementations d'ordre statistique;

3^o A transmettre au ministre des Affaires économiques, aux dates et dans les conditions à déterminer par le Roi, les états statistiques relatifs aux opérations effectuées;

4^o A fournir au ministre des Affaires économiques, aux dates, dans les conditions et selon les modalités à déterminer par le Roi, tous renseignements concernant les taux d'intérêt appliqués et les frais éventuels réclamés, y compris toutes les données financières et économiques se rapportant aux opérations effectuées;

5^o A permettre aux agents qualifiés du ministère des Affaires économiques, désignés par le ministre, de prendre connaissance des contrats conclus et de tous documents en rapport direct avec ces contrats, dont la communication serait nécessaire à l'accomplissement de leur mission.

§ 4. L'agrément des personnes visées à l'article 74 est subordonné en outre à l'engagement de ne s'adresser, pour les transactions qu'elles font financer par un tiers, pour la cession de leurs droits ou pour la subrogation dans leurs droits, qu'aux personnes visées à l'article 25.

§ 5. Elles doivent aussi s'engager à transmettre, sur demande du ministre des Affaires économiques, les éléments comptables nécessaires à l'appréciation de leur solvabilité.

§ 6. Sont réputés satisfaire aux conditions visées au § 1^{er}, au § 3, 1^o et 3^o, et au § 5, les institutions publiques de crédit, ainsi que les organismes soumis au contrôle exercé par la Commission bancaire et financière, prévu par l'arrêté royal n^o 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne, l'arrêté royal du 23 juin 1967 portant coordination des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, la loi du 30 juin 1975 relative au statut des banques, des caisses d'épargne privées et de certaines autres institutions financières.

§ 7. Le ministre des Affaires économiques statue sur la demande d'agrément dans les deux mois à dater du jour de la réception de tous les documents et données mentionnés dans les paragraphes qui précèdent.

Si la demande n'est pas accompagnée de tous les documents et données précités, le demandeur en est avisé endéans les quinze jours de la réception de la demande. A défaut d'avis en ce sens dans ce délai, la demande est considérée comme complète et régulière.

Le refus d'agrément est motivé et est communiqué au demandeur par lettre recommandée.

Le refus d'agrément ou l'absence de décision dans le délai requis est susceptible de recours, conformément aux dispositions de l'article 80.

Art. 75. § 1. Om te worden erkend moeten de in artikel 74 bedoelde personen bij hun aanvraag om erkenning het bewijs leveren :

1^o Van hun inschrijving in het handelsregister of in het register van de economische samenwerkingsverbanden;

2^o Als het om vennootschappen gaat, van hun oprichting in de vorm van een handelsvennootschap, of hun oprichting als rechtspersonen voor de economische samenwerkingsverbanden die geen vennootschappen zijn.

§ 2. Bij de aanvraag om erkenning wordt met betrekking tot die kredietvormen voor de uitoefening waarvan een erkenning vereist is, een model van de contracten gevoegd. Het modelcontract moet beantwoorden aan alle bepalingen waarin deze wet voorziet.

§ 3. Bovendien moeten de aanvragers zich ertoe verbinden :

1^o Een netto-actief te bezitten en te behouden ten belope van een bedrag dat door de Koning wordt bepaald, zonder dat het bedrag echter lager mag zijn dan 2 000 000 frank;

2° Een boekhouding te voeren op grond waarvan de door de reglementeringen inzake statistiek vereiste inlichtingen kunnen worden verstrekt;

3° Aan de minister van Economische Zaken de statistische staten in verband met de uitgevoerde verrichtingen op de door de Koning vastgestelde data en voorwaarden toe te zenden;

4° Aan de minister van Economische Zaken alle inlichtingen te verstrekken met betrekking tot de toegepaste rentevoeten en de eventueel gevraagde kosten met inbegrip van alle financiële en economische gegevens in verband met de gedane verrichtingen op de data en volgens de voorwaarden en de wijzen door de Koning vastgesteld;

5° De door de minister aangewezen bevoegde ambtenaren van het ministerie van Economische Zaken kennis te laten nemen van de gesloten overeenkomsten en van alle documenten in rechtstreeks verband met deze overeenkomsten, waarvan de mededeling noodzakelijk is voor het vervullen van hun opdracht.

§ 4. De erkenning van de onder artikel 74 bedoelde personen is bovendien ondergeschikt aan de verbintenis zich voor de verrichtingen die zij door een derde laten financieren, alsook voor de overdracht van hun rechten of voor de indeplaatsstelling uitsluitend te richten tot de personen bedoeld in artikel 25.

§ 5. Zij moeten zich ook ertoe verbinden om op verzoek van de minister van Economische Zaken de boekhoudkundige gegevens te verschaffen die noodzakelijk zijn om hun solvabiliteit te kunnen beoordelen.

§ 6. Aan de voorwaarden vermeld in § 1, in § 3, 1° en 3°, en in § 5, worden geacht te voldoen de openbare kredietinstellingen en de instellingen onderworpen aan het toezicht van de Commissie voor het bank- en financieelwezen, zoals geregeld bij het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten, de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden, het koninklijk besluit van 23 juni 1967 tot coordinatie van de bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen en de wet van 30 juni 1975 betreffende het statuut van de banken, de private spaarkassen en andere financiële instellingen.

§ 7. De minister van Economische Zaken beslist over de aanvraag tot erkenning binnen twee maanden na de dag waarop alle in voorgaande paragrafen vermelde documenten en gegevens zijn ontvangen.

Indien de aanvraag niet is vergezeld van alle voornoemde documenten en gegevens wordt de aanvrager hiervan op de hoogte gesteld binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag. Bij ontstentenis van een mededeling in die zin binnen deze termijn wordt de aanvraag geacht volledig en regelmatig te zijn.

De weigering tot erkenning is met redenen omkleed en wordt aan de aanvrager meegedeeld bij aangetekende brief.

Tegen de weigering tot erkenning of de ontstentenis van beslissing binnen de gestelde termijn kan beroep worden ingesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 80.

A cet article, M. Antoine présente les amendements que voici :

« A. Au § 7, quatrième alinéa, de cet article, supprimer les mots « ou l'absence de décision dans le délai requis. »

« A. in § 7, vierde lid, de woorden « of de ontstentenis van de beslissing binnen de gestelde termijn » te doen vervallen. »

« B. Compléter le § 7 par un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« A défaut de décision dans le délai requis, l'agrément est supposé accordé sans préjudice pour le ministre des Affaires économiques d'exercer le recours prévu à l'article 80. »

« B. Paragraaf 7 aan te vullen met een nieuw lid, luidende :

« Bij ontstentenis van een beslissing binnen de gestelde termijn wordt de erkenning geacht te zijn verleend, onverminderd de mogelijkheid van de minister van Economische Zaken om beroep in te stellen als bepaald in artikel 80. »

A ce même article, M. Hatry présente l'amendement que voici :

« Au § 3 de cet article, remplacer le 4° par le texte suivant :

« 4° A communiquer au ministre des Affaires économiques, aux dates, dans les conditions et selon les modalités à déterminer par le Roi, les taux annuels effectifs globaux ou les taux débiteurs appliqués, de même que les frais éventuels réclamés, se rapportant aux opérations effectuées. »

« In § 3 van dit artikel, het 4° te vervangen als volgt :

« 4° Aan de minister van Economische Zaken, op de data, onder de voorwaarden en op de wijze die de Koning bepaalt, de toegepaste jaarlijkse kostenpercentages of debetrenten mededelen, evenals de eventueel gevraagde kosten in verband met de gedane verplichtingen. »

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, le 4° du paragraphe 3 de cet article 75 nous inspire certaines réticences. En effet, l'envergure des informations demandées par le ministre des Affaires économiques en vertu de ce 4° est telle que nous courons le risque de voir communiquer au ministère des Affaires économiques des renseignements qui constituent pratiquement le secret professionnel de l'entreprise de crédit.

Dans le passé, ce fait ne fut pas une illusion mais une réalité dans le domaine de l'énergie : ce ministère a patronné certaines entreprises publiques concurrentes du secteur privé, dont il recevait des informations et grâce auxquelles, celles-ci étant communiquées, l'opérateur public pouvait commencer son travail en connaissance de cause.

Il nous paraît, dans l'intérêt même du ministère des Affaires économiques et du secteur privé — mais les deux parties ont certainement quelque chose à y gagner —, nécessaire de limiter la portée des renseignements à ce qui est strictement visé par le projet de loi, à savoir les questions liées aux taux annuels effectifs globaux, aux taux débiteurs ainsi qu'aux frais éventuels réclamés, se rapportant aux opérations effectuées.

Nous ne voyons aucune objection à la communication de ce genre de renseignements mais nous nous opposons au fait que le Roi puisse demander que soit fourni au ministère des Affaires économiques aux dates, dans les conditions et selon les modalités que le Roi déterminerait, tout renseignement concernant les taux d'intérêt appliqués et les frais éventuels réclamés, y compris toutes les données financières et économiques se rapportant aux opérations réalisées.

En commission des Finances, nous venons d'approuver le maintien d'un secteur public du crédit très important. Il nous paraît évidemment tout à fait souhaitable qu'il existe des barrières étanches entre, d'une part, les départements ministériels et leur droit à l'information et, d'autre part, les opérations du secteur public, qui subsisteront et qui sont des concurrents actifs des entreprises assujetties à la loi dont nous discutons maintenant.

Dans cette optique, nous voulons substituer un texte plus précis qui contient tous les renseignements nécessaires au ministre des Affaires économiques pour vérifier la correction du comportement de l'entreprise assujettie, mais qui ne lui permet pas d'inciter les opérateurs publics à se servir éventuellement de ce genre de renseignements pour exercer une concurrence par des procédés d'ailleurs déloyaux dans ces cas-là. Ce n'est pas le ministre qui est en cause, mais il est évident qu'il y a possibilité d'indiscrétion en la matière.

M. le Président. — La parole est à M. Claes, Vice-Premier ministre.

M. Claes, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques et du Plan, chargé de la restructuration du *ministère van Onderwijs*. — Monsieur le Président, les trois amendements introduits par M. Antoine aux articles 75, 77 et 80, ainsi que celui de M. Hatry, ont fait l'objet d'une réponse de ma part lors de la discussion générale. Je demande le rejet de tous ces amendements me référant aux pages 210, 212, 213 du rapport.

M. le Président. — Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 75 sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 75 worden aangehouden.

Art. 76. Le ministre des Affaires économiques arrête au 31 décembre de chaque année la liste des personnes visées à l'article 74 et la publie au *Moniteur belge*; les modifications survenues à cette liste pendant le premier semestre de l'année civile sont également publiées au *Moniteur belge*.

Ces publications ont lieu au cours du trimestre qui suit la clôture de la période visée.

Art. 76. De minister van Economische Zaken stelt per 31 december van elk jaar de lijst vast van de bij artikel 74 bedoelde personen en maakt deze in het *Belgisch Staatsblad* bekend; de wijzigingen welke deze lijst tijdens de eerste zes maanden van het kalenderjaar ondergaat, worden eveneens in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Deze bekendmakingen gebeuren gedurende het trimester dat volgt op de afsluiting van bedoelde periode.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 77 est ainsi libellé :

Section 2. — De l'inscription

Art. 77. § 1^{er}. Doivent, préalablement à l'exercice de leurs activités, solliciter une inscription au ministère des Affaires économiques :

1^o Les personnes qui offrent ou consentent des contrats de crédit visés à l'article 1^{er}, 9^o et 10^o, lorsque ces contrats font l'objet d'une cession ou d'une subrogation immédiate au profit d'un autre prêteur agréé, désigné dans le contrat;

2^o Les personnes qui exercent une activité d'intermédiaire de crédit.

Ne sont pas soumises à l'obligation de l'inscription visée au premier alinéa :

1^o Les vendeurs de biens et de services lorsqu'ils exercent une activité visée à l'article 1^{er}, 3^o;

2^o Les agents délégués couverts par l'agrément du prêteur;

3^o Les personnes visées à l'article 67.

§ 2. Lors de leur demande d'inscription, les personnes visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, doivent faire la preuve :

1^o De leur constitution sous forme commerciale, s'il s'agit de sociétés;

2^o De leur immatriculation au registre de commerce.

§ 3. Les personnes visées au § 1^{er}, soumises ou non à l'obligation de l'inscription :

1^o Doivent permettre aux agents commissionnés par le ministre des Affaires économiques de prendre connaissance des documents ayant trait à leurs interventions;

2^o Ne peuvent réclamer aucune rétribution ni indemnité aux personnes qui sollicitent leur intervention;

3^o Doivent s'adresser pour leurs interventions uniquement aux personnes agréées.

§ 4. Le ministre des Affaires économiques statue sur la demande de l'inscription dans les deux mois à dater du jour de la réception de tous les documents et données mentionnés dans les paragraphes qui précèdent.

Si la demande n'est pas accompagnée de tous les documents et données précités, le demandeur en est avisé endéans les quinze jours de la réception de la demande. A défaut d'avis en ce sens dans ce délai, la demande est considérée comme complète et régulière.

Le refus d'inscription est motivé et est communiqué au demandeur par lettre recommandée.

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1990-1991
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1990-1991

Le refus d'inscription ou l'absence de décision dans le délai requis est susceptible de recours conformément aux dispositions de l'article 80.

Afdeling 2. — Inschrijving

Art. 77. § 1. Voor het uitoefenen van hun activiteiten moeten voorafgaandelijk om een inschrijving bij het ministerie van Economische Zaken verzoeken :

1^o De personen die kredietovereenkomsten, bedoeld in artikel 1, 9^o en 10^o, aanbieden of toestaan wanneer deze overeenkomsten het voorwerp uitmaken van een onmiddellijke overdracht of subrogatie ten gunste van een andere erkende kredietgever aangewezen in de overeenkomst;

2^o De personen die een activiteit van kredietbemiddelaar uitoefenen.

Aan de vereiste tot inschrijving bedoeld in het eerste lid zijn niet onderworpen :

1^o De verkopers van goederen en diensten wanneer ze een activiteit bedoeld in artikel 1, 3^o, uitoefenen;

2^o De kredietagenten, voor wie de erkenning van de kredietgever volstaat;

3^o De personen vermeld in artikel 67.

§ 2. Bij hun aanvraag tot inschrijving moeten de in § 1, eerste lid, bedoelde personen het bewijs leveren van :

1^o Hun oprichting in de vorm van een handelsvennootschap, wanneer het om vennootschappen gaat;

2^o Hun inschrijving in het handelsregister.

§ 3. De personen bedoeld in § 1, al dan niet onderworpen aan de vereiste tot inschrijving :

1^o Moeten de door de minister van Economische Zaken aangestelde ambtenaren kennis laten nemen van alle documenten met betrekking tot hun bemiddelingen;

2^o Mogen geen enkele bezoldiging of vergoeding eisen van de personen die om hun bemiddeling verzoeken;

3^o Moeten zich voor hun bemiddeling uitsluitend tot erkende personen wenden.

§ 4. De minister van Economische Zaken beslist over de aanvraag tot inschrijving binnen twee maanden na de dag waarop alle in voorgaande paragrafen vermelde documenten en gegevens zijn ontvangen.

Indien de aanvraag niet is vergezeld van alle voornoemde documenten en gegevens wordt de aanvrager hiervan op de hoogte gesteld binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag. Bij ontstentenis van een mededeling in die zin binnen deze termijn wordt de aanvraag geacht volledig en regelmatig te zijn.

De weigering tot inschrijving is met redenen omkleed en wordt aan de aanvrager meegedeeld bij aangetekende brief.

Tegen de weigering tot inschrijving of de ontstentenis van beslissing binnen de gestelde termijn kan beroep worden ingesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 80.

A cet article, M. Antoine présente les amendements que voici :

« A. Au § 4, quatrième alinéa, de cet article, supprimer les mots « ou l'absence de décision dans le délai requis. »

« A. In § 4, vierde lid, van dit artikel de woorden « of de ontstentenis van de beslissing binnen de gestelde termijn » te doen vervallen. »

« B. Compléter le § 4 par un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« A défaut de décision dans le délai requis, l'inscription est supposée accordée, sans préjudice pour le ministre des Affaires économiques d'exercer le recours prévu à l'article 80. »

« B. Paragraaf 4 aan te vullen met een nieuw lid, luidende :

« Bij ontstentenis van een beslissing binnen de gestelde termijn, wordt de inschrijving geacht te zijn toegekend, onverminderd de mogelijkheid van de minister van Economische Zaken om beroep in te stellen als bepaald in artikel 80. »

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 77 sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 77 worden aangehouden.

Section 3. — Dispositions communes aux personnes agréées et inscrites

Art. 78. § 1^{er}. L'agrément ou l'inscription ne peut être accordé ou maintenu :

1^o Au failli non réhabilité;

2^o Aux personnes non réhabilitées qui ont encouru une peine d'emprisonnement d'au moins un mois, même avec sursis, pour une infraction prévue à l'arrêté royal n^o 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions;

3^o Aux personnes ayant à deux reprises fait l'objet d'une mesure de retrait ou de suspension de l'agrément, ou de radiation ou de suspension de l'inscription.

§ 2. L'agrément ou l'inscription peut être refusé ou retiré :

1^o Aux personnes non réhabilitées qui ont encouru une peine d'emprisonnement d'au moins un mois, même avec sursis, pour une infraction prévue par les dispositions de la présente loi ou les dispositions suivantes :

- a) Article 494 du Code pénal;
- b) Titres V et IX du livre I^{er} du Code de commerce;
- c) Arrêté royal n^o 41 du 15 décembre 1934 protégeant l'épargne par la réglementation de la vente à tempérament des valeurs à lots;
- d) Arrêté royal n^o 43 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des sociétés de capitalisation;
- e) Arrêté royal n^o 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs;
- f) Arrêté royal n^o 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires;
- g) Loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix;
- h) Loi du 27 mars 1957 relative aux fonds communs de placement;
- i) Loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement;
- j) Loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne;
- k) Arrêté royal du 23 juin 1967 portant coordination des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées;
- l) Loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce;
- m) Loi du 30 juin 1975 relative au statut des banques, des caisses d'épargne privées et de certains autres intermédiaires financiers;
- n) Loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;
- o) Loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;
- p) Loi du 13 août 1986 relative à l'exercice des activités ambulantes.

Sont seules prises en considération, les condamnations prononcées moins de dix années avant la demande d'agrément et moins de cinq années avant la demande d'inscription;

2^o Aux entreprises au sein desquelles les fonctions d'administrateur, de gérant, de directeur ou de fondé de pouvoir sont con-

fiées à une personne visée aux § 1^{er} et § 2, 1^o, du présent article, ou s'il s'agit d'une société visée à l'article 1^{er} de l'arrêté royal n^o 22 du 24 octobre 1934 précité, aux personnes visées dans cet arrêté;

3^o Aux entreprises au sein desquelles les fonctions d'administrateur, de gérant, de directeur ou de fondé de pouvoir sont confiées à une personne physique exerçant une fonction similaire dans une entreprise ayant fait l'objet d'une mesure de retrait ou de suspension de l'agrément ou de radiation ou de suspension de l'inscription, pendant la durée de cette mesure.

Afdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen voor de erkende en ingeschreven personen

Art. 78. § 1. De erkenning of inschrijving kan niet verleend worden aan of behouden blijven door :

1^o De niet in eer herstelde gefailleerde;

2^o De niet in eer herstelde personen die een gevangenisstraf van ten minste een maand, zelfs voorwaardelijk, hebben opgelopen wegens een inbreuk die strafbaar gesteld is door het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934, waarbij aan bepaalde veroordeelden en aan de gefailleerden verbod wordt opgelegd bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen en waarbij aan de rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegekend dergelijk verbod uit te spreken;

3^o De personen die tweemaal het voorwerp uitmaakten van een intrekking of opschorting van de erkenning of van een doorhaling of opschorting van de inschrijving.

§ 2. De erkenning of inschrijving kan geweigerd of ingetrokken worden voor :

1^o De niet in eer herstelde personen die een gevangenisstraf van ten minste een maand, zelfs voorwaardelijk, hebben opgelopen wegens een inbreuk die strafbaar is gesteld door de bepalingen van deze wet of de volgende bepalingen :

- a) Artikel 494 van het Strafwetboek;
- b) Titels V en IX van boek I van het Wetboek van koophandel;
- c) Koninklijk besluit nr. 41 van 15 december 1934 tot bescherming van het gespaard vermogen door reglementering van de verkoop op afbetaling van premie-effecten;
- d) Koninklijk besluit nr. 43 van 15 december 1934 betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen;
- e) Koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten;
- f) Koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen;
- g) Wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen;
- h) Wet van 27 maart 1957 betreffende de gemeenschappelijke beleggingsfondsen;
- i) Wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering;
- j) Wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden;
- k) Koninklijk besluit van 23 juni 1967 tot coördinatie van de bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen;
- l) Wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken;
- m) Wet van 30 juni 1975 betreffende het statuut van de banken, de private spaarkassen en bepaalde andere financiële instellingen;
- n) Wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;
- o) Wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen;
- p) Wet van 13 augustus 1986 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten.

Alleen de veroordelingen uitgesproken minder dan tien jaar vóór de aanvraag tot erkenning en minder dan vijf jaar vóór de aanvraag tot inschrijving, worden in aanmerking genomen;

2° De ondernemingen waarin het ambt van beheerder, zaakwaarnemer, directeur of gevolmachtigde bekleed wordt door een bij § 1 en § 2, 1°, van dit artikel bedoelde persoon of, wanneer het gaat om een bij artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 bedoelde vennootschap, aan de in dat besluit bedoelde personen;

3° De ondernemingen waarin het ambt van beheerder, zaakwaarnemer, directeur of gevolmachtigde bekleed worden door een natuurlijk persoon die een gelijkaardig ambt uitoefent in een onderneming die het voorwerp uitmaakt van een intrekking of opschorting van de erkenning of een doorhaling of opschorting van de inschrijving, voor de duur van deze maatregel.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 79. Toute modification des données à propos desquelles des renseignements doivent être fournis en vertu des articles 75 et 77 doit être portée immédiatement à la connaissance du ministre des Affaires économiques.

Périodiquement, et au moins une fois par décennie, le ministre des Affaires économiques fait procéder, pour chaque personne agréée ou inscrite, à l'actualisation des données fournies en vertu des articles 75 et 77.

Les données sont demandées par lettre, adressée à chaque personne agréée ou inscrite. La demande est, au besoin, renouvelée sous forme de lettre de rappel recommandée.

Si aucune réponse adéquate, aux questions posées, n'est reçue dans les trente jours à partir de l'expédition de la lettre de rappel, l'agrément est retiré ou l'inscription radiée.

Art. 79. Elke wijziging van de gegevens waarover inlichtingen moeten worden verstrekt krachtens de artikelen 75 en 77 moet onmiddellijk ter kennis gebracht worden van de minister van Economische Zaken.

Periodiek en ten minste eenmaal per decennium, doet de minister van Economische Zaken overgaan tot de actualisatie van de gegevens over elke erkende of ingeschreven persoon verstrekt krachtens de artikelen 75 en 77.

De gegevens worden opgevraagd bij wege van een brief gericht tot elke erkende of ingeschreven persoon. De opvraging wordt zo nodig hernieuwd in een aangetekende herinneringsbrief.

Indien op de gestelde vragen geen passend antwoord is ontvangen binnen dertig dagen vanaf de verzending van de herinneringsbrief, wordt de erkenning ingetrokken of de inschrijving doorgehaald.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 80 est ainsi libellé :

Art. 80. Les décisions de refus d'agrément ou d'inscription ou l'absence de décision du ministre dans le délai imparti, peuvent faire l'objet d'un recours devant le tribunal de commerce. Le recours est formé par citation signifiée à l'Etat belge représenté par le ministre des Affaires économiques, dans les trois mois de la notification de la décision qu'il a prise, ou dans les trois mois de l'échéance du délai imparti.

Art. 80. Tegen de beslissing tot weigering van de erkenning of de inschrijving of de ontstentenis van de beslissing van de minister binnen de toegekende termijn kan beroep worden ingesteld voor de rechtbank van koophandel. Het beroep wordt ingesteld na dagvaarding betekend aan de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de minister van Economische Zaken, binnen drie maanden volgend op de mededeling van de door hem genomen beslissing of binnen drie maanden volgend op de toegekende termijn.

A cet article, M. Antoine présente les amendements que voici :

« A. Dans la première phrase de cet article, supprimer les mots « ou l'absence de décision du ministre dans un délai imparti » et dans la deuxième phrase, supprimer les mots « ou dans les trois mois de l'échéance du délai imparti. »

« A. In de eerste zin van dit artikel te doen vervallen de woorden « of de ontstentenis van de beslissing van de minister binnen de toegekende termijn » en in de tweede zin te doen vervallen de woorden « of binnen drie maanden volgend op de toegekende termijn. »

« B. Compléter cet article par un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Lorsque l'agrément ou l'inscription ont été accordés en suite de l'absence de décision du ministre dans le délai imparti, celui-ci peut dans les trois mois de l'échéance du délai imparti, exercer un recours devant le même tribunal. »

« B. Dit artikel aan te vullen met een nieuw lid, luidende :

« Wanneer de erkenning of de inschrijving werden verleend bij ontstentenis van een beslissing van de minister binnen de toegekende termijn, kan deze laatste binnen drie maanden volgend op die termijn beroep instellen voor dezelfde rechtbank. »

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 80 sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 80 worden aangehouden.

Chapitre VIII. — Recherche et constatation des actes interdits par la présente loi

Art. 81. § 1^{er}. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les agents commissionnés par le ministre des Affaires économiques sont compétents pour rechercher et constater les infractions mentionnées à l'article 101. Les procès-verbaux dressés par ces agents font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie en est adressée au contrevenant, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les trente jours de la date des constatations.

§ 2. Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents visés au § 1^{er} peuvent :

1° Pénétrer, pendant les heures habituelles d'ouverture ou de travail, dans les locaux et pièces dont l'accès est nécessaire à l'accomplissement de leur mission;

2° Faire toutes les constatations utiles, se faire produire, sur première réquisition et sans déplacement, les documents, pièces ou livres nécessaires à leurs recherches et constatations et en prendre copie;

3° Saisir, contre récépissé, les documents visés au 2° qui sont nécessaires pour faire la preuve d'une infraction ou pour rechercher les coauteurs ou complices des contrevenants; la saisie est levée de plein droit à défaut de confirmation par le ministère public dans les dix jours ouvrables;

4° S'ils ont des raisons de croire à l'existence d'une infraction, pénétrer dans les locaux habités, avec l'autorisation préalable du juge du tribunal de police. Les visites dans les locaux habités doivent s'effectuer entre huit et dix-huit heures et être faites conjointement par deux agents au moins.

§ 3. Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents visés au § 1^{er} peuvent requérir l'assistance de la police communale ou de la gendarmerie.

§ 4. Les agents commissionnés exercent les pouvoirs qui leur sont accordés par le présent article sous la surveillance du procureur général, sans préjudice de leurs supérieurs dans l'administration.

§ 5. En cas d'application de l'article 84, le procès-verbal visé au § 1^{er} n'est transmis au procureur du Roi que lorsqu'il n'a pas été donné suite à l'avertissement.

En cas d'application de l'article 84, le procès-verbal n'est transmis au procureur du Roi que lorsque le contrevenant n'a pas accepté la proposition de transaction.

Hoofdstuk VIII. — Opsporing en vaststelling van de bij deze wet verboden handelingen

Art. 81. § 1. Onverminderd de plichten van de officieren van gerechtelijke politie, zijn de door de minister van Economische

Zaken aangestelde ambtenaren bevoegd om de in artikel 101 vermelde inbreuken op te sporen en vast te stellen. De processen-verbaal welke door die ambtenaren worden opgesteld, hebben bewijskracht tot het tegendeel is bewezen. Een kopie ervan wordt bij aangetekende brief met ontvangstmelding binnen dertig dagen na de datum van de vaststellingen, aan de overtreder toegezonden.

§ 2. In de uitoefening van hun ambt mogen de in § 1 bedoelde ambtenaren:

1° Binnentreden tijdens de gewone openings- of werkuren in de lokalen en vertrekken waar zij voor het vervullen van hun opdracht toegang moeten hebben;

2° Alle dienstige vaststellingen doen, zich op eerste vordering en ter plaatse de bescheiden, stukken of boeken die zij voor hun opsporingen en vaststellingen nodig hebben, doen voorleggen en daarvan afschrift nemen;

3° Tegen ontvangstbewijs beslag leggen op de in het 2° bedoelde documenten, noodzakelijk voor het bewijs van een inbreuk of om de mededaders of medeplichtingen van de overtreders op te sporen; bij ontstentenis van een bevestiging door het openbaar ministerie binnen de tien werkdagen is het beslag van rechtswege opgeheven;

4° Indien zij redenen hebben te geloven aan het bestaan van een inbreuk, in bewoonde lokalen binnentreden met voorafgaande machtiging van de rechter bij de politierechtbank; de bezoeken in de bewoonde lokalen moeten tussen acht en achttien uur en door minstens twee ambtenaren gezamenlijk geschieden.

§ 3. In de uitoefening van hun ambt kunnen de in § 1 bedoelde ambtenaren de bijstand van de gemeentepolitie en van de rijkswacht vorderen.

§ 4. De gemachtigde ambtenaren oefenen de hun door dit artikel verleende bevoegdheden uit onder het toezicht van de procureur-generaal, onverminderd hun ondergeschiktheid aan hun meerderen in het bestuur.

§ 5. In geval van toepassing van artikel 84 wordt het in § 1 bedoeld proces-verbaal aan de procureur des Konings pas toegezonden, wanneer aan de waarschuwing geen gevolg is gegeven.

In geval van toepassing van artikel 84, wordt het proces-verbaal aan de procureur des Konings pas toegezonden, wanneer de overtreder op het voorstel tot minnelijke schikking niet is ingegaan.

— Adopté.

Aangenomen.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Cooman, rapporteur.

De heer De Cooman, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil de Senaat opmerkzaam maken op de tekstverbetering die is aangebracht in paragraaf 5 van artikel 81. « Artikel 83 » werd daar tweemaal vervangen door « Artikel 84 ».

M. le Président. — L'article 82 est ainsi libellé :

Art. 82. § 1^{er}. Les agents visés à l'article 81 sont également compétents pour rechercher et constater les actes qui, sans être punissables, peuvent donner lieu au retrait de l'agrément ou à la radiation de l'inscription par le ministre des Affaires économiques. Les procès-verbaux dressés à ce propos font foi jusqu'à preuve du contraire.

Ces agents sont de même compétents pour contrôler le respect des dispositions de la présente loi auprès de toute personne non soumise à l'agrément ou l'inscription, effectuant des opérations visées par cette loi.

§ 2. Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents visés au § 1^{er} disposent des pouvoirs mentionnés à l'article 81, § 2, 1^o, 2^o et 3^o.

Art. 82. § 1. De in artikel 81 bedoelde ambtenaren zijn eveneens bevoegd voor het opsporen en het vaststellen van de handelingen, die, zonder strafbaar te zijn, aanleiding kunnen geven tot de intrekking van de erkenning of de doorhaling van de inschrijving

door de minister van Economische Zaken. De processen-verbaal welke daaromtrent worden opgesteld, hebben bewijskracht tot het tegendeel is bewezen.

Deze ambtenaren zijn eveneens bevoegd om toe te zien op de naleving van de bepalingen van deze wet bij iedere persoon die niet onderworpen is aan de erkenning of de inschrijving en die verrichtingen doet die door deze wet beoogd worden.

§ 2. In de uitoefening van hun ambt beschikken de in § 1 bedoelde ambtenaren over de bevoegdheden vermeld in artikel 81, § 2, 1^o, 2^o en 3^o.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 83. Lorsqu'il est constaté qu'un acte constitue une infraction visée à l'article 101 ou qu'il peut donner lieu au retrait de l'agrément ou à la radiation de l'inscription par le ministre des Affaires économiques, celui-ci ou l'agent commissionné en application de l'article 81, peut adresser au contrevenant un avertissement le mettant en demeure de mettre fin à cet acte.

L'avertissement est notifié au contrevenant dans un délai de trois semaines à dater de la constatation des faits, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou par la remise d'une copie du procès-verbal de constatation des faits.

L'avertissement mentionne :

1° Les faits imputés et la ou les dispositions légales enfreintes;

2° Le délai dans lequel il doit y être mis fin;

3° Qu'au cas où il n'est pas donné suite à l'avertissement, soit le ministre des Affaires économiques procédera au retrait ou à la suspension de l'agrément ou bien à la radiation ou à la suspension de l'inscription, soit les faits seront dénoncés au procureur du Roi.

Art. 83. Wanneer vastgesteld wordt dat een handeling een inbreuk is zoals bedoeld in artikel 101, of dat zij aanleiding kan geven tot de intrekking van de erkenning of de doorhaling van de inschrijving door de minister van Economische Zaken, kan deze of de krachtens artikel 81 aangestelde ambtenaar, een waarschuwing richten tot de overtreder, waarbij die tot de stopzetting van die handeling wordt aangemaand.

De waarschuwing wordt de overtreder ter kennis gebracht binnen een termijn van drie weken vanaf de vaststelling van de feiten, bij een ter post aangetekende brief met ontvangstmelding of door de overhandiging van een afschrift van het proces-verbaal waarin de feiten zijn vastgesteld.

De waarschuwing vermeldt :

1° De ten laste gelegde feiten en de overtreden wetsbepaling of -bepalingen;

2° De termijn waarbinnen zij dienen te worden stopgezet;

3° Dat, indien aan de waarschuwing geen gevolg wordt gegeven, ofwel de minister van Economische Zaken zal overgaan tot de intrekking of de opschorting van de erkenning of tot de doorhaling of opschorting van de inschrijving ofwel de feiten aan de procureur des Konings bekendgemaakt zullen worden.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 84. Les agents commissionnés à cette fin par le ministre des Affaires économiques peuvent, au vu des procès-verbaux constatant une infraction visée à l'article 101 et dressés par les agents visés à l'article 81, proposer aux contrevenants le paiement d'une somme qui éteint l'action publique.

Les tarifs ainsi que les modalités de paiement et de perception sont fixés par le Roi.

La somme prévue à l'alinéa 1^{er} ne peut être supérieure au maximum de l'amende prévue à l'article 101 de la présente loi, majorée des décimes additionnels.

Le paiement effectué dans le délai indiqué éteint l'action publique sauf si auparavant, une plainte a été adressée au procureur du Roi, le juge d'instruction a été requis d'instruire ou le tribunal a été saisi du fait. Dans ces cas, les sommes payées sont restituées au contrevenant.

Art. 84. De hiertoe door de minister van Economische Zaken aangestelde ambtenaren kunnen op inzage van de processen-verbaal die een inbreuk bedoeld in artikel 101 vaststellen en die opgemaakt zijn door de in artikel 81 bedoelde ambtenaren, aan de overtreders een bedrag voorstellen waarvan de betaling de strafvordering doet vervallen.

De Koning stelt de tarieven alsook de wijze van betaling en inning vast.

Het in het eerste lid bedoelde bedrag mag niet meer belopen dan het maximum van de bij artikel 101 van deze wet bepaalde geldboete, verhoogd met de opdecieimen.

De binnen de aangegeven termijn uitgevoerde betaling doet de strafvordering vervallen, behalve indien tevoren een klacht gericht werd aan de procureur des Konings, de onderzoeksrechter verzocht werd een onderzoek in te stellen of indien het feit bij de rechtbank aanhangig gemaakt werd. In deze gevallen worden de betaalde bedragen aan de overtreder teruggestort.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre IX. — Des sanctions

Section 1^{re}. — Des sanctions civiles

Art. 85. Sans préjudice des sanctions de droit commun, le consommateur dispose du choix entre l'annulation du contrat prononcée par le juge, et la réduction de ses obligations au prix du bien ou du service au comptant ou au montant emprunté, en conservant dans ce cas le bénéfice de l'échelonnement des paiements, lorsque le contrat de crédit a été conclu à la suite d'une méthode de vente illicite visée aux articles 7, 8 et 9.

Hoofdstuk IX. — Sancties

Afdeling 1. — Burgerlijke sancties

Art. 85. Onverminderd de gemeenrechtelijke sancties, kan de consument kiezen tussen de nietigverklaring van de overeenkomst uitgesproken door de rechter, en de beperking van zijn verplichtingen tot de prijs van het goed of de dienst bij contante betaling of tot het ontleende bedrag en dit met behoud van het voordeel van de betaling in termijnen wanneer de kredietovereenkomst werd gesloten naar aanleiding van een in de artikelen 7, 8 en 9 bedoelde onwettige verkoopmethode.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 86. Sans préjudice des sanctions de droit commun, le juge annule le contrat ou réduit les obligations du consommateur au maximum jusqu'au prix au comptant ou au montant emprunté, lorsque le prêteur ne respecte pas les dispositions contenues dans les articles 14, 41, 49, 56 et 58 concernant la délivrance et les mentions de l'offre.

En ce cas de réduction des obligations du consommateur, celui-ci conserve le bénéfice de l'échelonnement des paiements.

Art. 86. Onverminderd de gemeenrechtelijke sancties, verklaart de rechter de overeenkomst nietig of vermindert de verplichtingen van de consument en dit hoogstens tot de contante prijs of tot het ontleende bedrag, wanneer de kredietgever de in de artikelen 14, 41, 49, 56 en 58 bedoelde bepalingen over de afgifte en de meldingen van het aanbod niet naleeft.

In geval van vermindering van de verplichtingen van de consument behoudt deze het voordeel van de betaling in termijnen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 87. Les obligations du consommateur sont réduites de plein droit au prix au comptant du bien ou du service, ou au montant emprunté lorsque :

1° Le prêteur a consenti un contrat de crédit à un taux supérieur à celui que le Roi a fixé en application de l'article 21;

2° Le contrat de crédit comporte une durée qui n'est pas conforme aux délais fixés par le Roi en vertu de l'article 22;

3° La cession du contrat ou bien la cession ou la subrogation des droits découlant d'un contrat de crédit a eu lieu au mépris des conditions posées par l'article 25;

4° Une opération de crédit a été conclue par une personne non agréée ou par l'intermédiaire d'une personne non agréée ou non inscrite ou dont l'agrément a été retiré ou suspendu, ou l'inscription radiée ou suspendue.

Dans ces cas le consommateur conserve le bénéfice de l'échelonnement des paiements.

Art. 87. De verplichtingen van de consument zijn van rechtswege beperkt tot de contante prijs van het goed of de dienst of tot het ontleende bedrag wanneer :

1° De kredietgever een kredietovereenkomst toegezegd heeft tegen een percentage dat hoger ligt dan het percentage dat de Koning met toepassing van artikel 21 heeft vastgesteld;

2° De kredietovereenkomst een looptijd heeft die niet in overeenstemming is met de door de Koning krachtens artikel 22 bepaalde termijnen;

3° De overdracht van het contract ofwel de overdracht of de indeplaatsstelling in de rechten voortvloeiend uit een kredietovereenkomst, gebeurd is zonder inachtneming van de in artikel 25 gestelde voorwaarden;

4° Een kredietverrichting gesloten is door een niet-erkend persoon of met bemiddeling van een niet-erkende of niet-ingeschreven persoon of door een persoon wiens erkenning werd ingetrokken of opgeschort of wiens inschrijving werd doorgehaald of opgeschort.

In deze gevallen behoudt de consument het voordeel van de betaling in termijnen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 88. Le consommateur peut exiger le remboursement des sommes qu'il a versées, augmentées du montant des intérêts légaux, lorsqu'un paiement a eu lieu malgré l'interdiction visée aux articles 13, 16 et 65, § 1^{er}, ou qu'il a eu lieu dans le cadre d'une opération de médiation de dette interdite à l'article 67.

Art. 88. De consument kan de terugbetaling eisen van de door hem gestorte bedragen, verhoogd met de som van de wettelijke intresten, wanneer een betaling gebeurd is ondanks het in de artikelen 13, 16 en 65, § 1, bedoelde verbod, of wanneer ze is gebeurd in het raam van een in artikel 67 verboden schuldbemiddeling.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 89. Lorsque, malgré l'interdiction visée à l'article 16, une somme a été versée avant la conclusion du contrat, le consommateur n'est pas tenu de la restituer, sauf si le prêteur établit que ledit versement est le résultat d'une erreur de fait ou de droit.

Art. 89. Wanneer, ondanks het in artikel 16 bedoelde verbod, een bedrag werd gestort vóór het sluiten van de overeenkomst, is de consument er niet toe gehouden dat bedrag terug te betalen, behalve indien de kredietgever bewijst dat die storting het gevolg is van een dwaling omtrent de feiten of omtrent het recht.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 90. Lorsque l'intérêt de retard convenu dépasse le taux visé à l'article 28, il est de plein droit réduit à ce taux.

En outre, si le juge estime que les pénalités ou les dommages-intérêts convenus ou appliqués, notamment sous la forme de clause pénale, en cas d'inexécution de la convention, sont excessifs ou injustifiés, il peut d'office les réduire ou en relever entièrement le consommateur.

Art. 90. Wanneer de overeengekomen nalatigheidsintrest hoger ligt dan de intrestvoet bedoeld in artikel 28, wordt hij van rechtswege verminderd tot deze intrestvoet.

Indien de rechter bovendien oordeelt dat de overeengekomen of toegepaste straffen of schadevergoedingen, onder meer in de vorm van strafbedingen, bij niet-uitvoering van de overeenkomst, overdreven of onverantwoord zijn, kan hij deze ambtshalve verminderen of de consument er geheel van ontslaan.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 91. Le consommateur est relevé des intérêts pour les sommes débitees dans le cadre d'une ouverture de crédit, à propos desquels il n'a pas été informé conformément à l'article 59, § 2.

Art. 91. De consument is ontslagen van de intresten op de in het raam van een kredietopening aangerekende bedragen waarover hij niet werd ingelicht overeenkomstig artikel 59, § 2.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 92. Sans préjudice des autres sanctions de droit commun, le juge peut relever le consommateur de tout ou de partie des intérêts de retard et réduire ses obligations jusqu'au prix au comptant du bien ou du service, ou au montant emprunté lorsque :

1° Le prêteur n'a pas respecté les obligations visées aux articles 11, 15 et 71, § 1, deuxième alinéa;

2° L'intermédiaire de crédit n'a pas respecté les obligations visées aux articles 11 et 63, §§ 1^{er}, 2, 4 et 5;

3° Les formalités prévues à l'article 17 concernant la conclusion du contrat n'ont pas été respectées.

Dans ces cas, le consommateur conserve le bénéfice de l'échelonnement des paiements.

Art. 92. Onverminderd de andere gemeenrechtelijke sancties, kan de rechter de consument ontslaan van het geheel of van een gedeelte van de nalatigheidsintresten en zijn verplichtingen verminderen tot de contante prijs van het goed of de dienst of tot het ontleende bedrag wanneer :

1° De kredietgever de verplichtingen bedoeld in artikelen 11, 15 en 71, § 1, tweede lid, niet heeft nageleefd;

2° De kredietbemiddelaar de verplichtingen in de artikelen 11 en 63, §§ 1, 2, 4 en 5, niet heeft nageleefd;

3° De vormvereisten als bepaald in artikel 17 betreffende het sluiten van de overeenkomst niet in acht werden genomen.

In die gevallen behoudt de consument het voordeel van de betaling in termijnen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 93. Le consommateur est relevé des intérêts pour la partie des paiements effectués avant la livraison du bien ou la prestation du service, en violation de l'article 19, alinéas 1^{er} et 4.

Art. 93. De consument is ontslagen van de intresten voor het gedeelte van de betalingen verricht vóór de levering van het goed of de dienstverlening, in strijd met de bepalingen van artikel 19, eerste lid en vierde lid.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 94. Le manquement aux dispositions des alinéas 1^{er} et 2 de l'article 20 confère au consommateur le droit de demander l'annulation du contrat de vente ou de prestation de service et d'exiger du vendeur ou du prestataire de service le remboursement des paiements qu'il a déjà effectués.

Art. 94. De niet-naleving van de bepalingen van het eerste en het tweede lid van artikel 20 verleent de consument het recht de nietig-

verklaring van het koop- of dienstverleningscontract te vorderen en van de verkoper of dienstverlener, de terugbetaling te vorderen van de door hem reeds verrichte betalingen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 95. Lorsque le consommateur a omis de communiquer les informations visées à l'article 10 ou a communiqué des informations fausses, le juge peut, sans préjudice des sanctions de droit commun, ordonner la résolution du contrat aux torts du consommateur.

Art. 95. Wanneer de consument heeft nagelaten de inlichtingen bedoeld in artikel 10 te verstrekken of wanneer hij onjuiste gegevens heeft verstrekt, kan de rechter, onverminderd de gemeenrechtelijke sancties, de ontbinding ten laste van de consument bevelen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 96. Celui qui, en violation de l'article 33, fait signer une lettre de change ou un billet à ordre ou accepte un chèque en paiement ou à titre de garantie du remboursement total ou partiel du montant dû, est tenu de rembourser au consommateur la totalité des charges du contrat de crédit.

Art. 96. Hij die, in strijd met artikel 33, een wissel of een orderbriefje doet ondertekenen of een cheque in ontvangst neemt ter betaling of als zekerheid van de volledige of gedeeltelijke terugbetaling van het verschuldigde bedrag, is ertoe gehouden de totale kosten van de kredietovereenkomst aan de consument terug te betalen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 97. La caution et, le cas échéant, la personne qui constitue une sûreté personnelle, sont déchargées de toute obligation si elles n'ont pas reçu un exemplaire de l'offre de crédit ou du contrat de crédit conformément à l'article 34, premier alinéa.

Art. 97. De borg en, desgevallend, de steller van een persoonlijke zekerheid worden vrijgesteld van elke verplichting indien zij niet overeenkomstig artikel 34, eerste lid, voorafgaandelijk een exemplaar van het kredietaanbod of het kredietcontract hebben ontvangen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 98. La reprise du bien meuble corporel effectuée en infraction aux dispositions de l'article 46 entraîne la résolution du contrat de vente à tempérament. Le prêteur est tenu de rembourser la totalité des sommes versées endéans les trente jours.

Art. 98. Indien het lichamelijk roerend goed in strijd met de bepalingen van artikel 46 wordt teruggenomen, is de overeenkomst van verkoop op afbetaling ontbonden. De kredietgever is ertoe gehouden de gestorte bedragen binnen de dertig dagen volledig terug te betalen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 99. Si l'intermédiaire n'a pas respecté les obligations qui lui incombent, en vertu de l'article 64, la commission n'est plus due lorsque le consommateur est en défaut d'effectuer les paiements prévus au contrat.

Art. 99. Indien de kredietbemiddelaar de hem krachtens het artikel 64 opgelegde verplichtingen niet naleeft, is de commissie niet meer verschuldigd wanneer de consument de betalingen waarin de overeenkomst voorziet, niet meer verricht.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 100. Le consommateur peut introduire auprès du tribunal de première instance du lieu de son domicile, par voie de requête écrite contenant les mentions visées à l'article 1337ter du Code judiciaire, toute demande portant sur une contestation relative au droit d'accès, de rectification ou de suppression des données à caractère personnel.

Le juge peut ordonner l'accès au fichier, la rectification ou la suppression des données à caractère personnel.

Art. 100. De consument kan bij de rechtbank van eerste aanleg van zijn woonplaats bij verzoekschrift dat de vermeldingen bedoeld in artikel 1337ter van het Gerechtelijk Wetboek bevat, elke vordering indienen die betrekking heeft op een betwisting over het recht op toegang tot, verbetering van of uitwissing van persoonsgegevens.

De rechter kan de toegang tot of de verbetering van of de uitwissing van de persoonsgegevens bevelen.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 2. — Des sanctions pénales

Art. 101. § 1^{er}. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 26 à 50 000 francs ou d'une de ces peines seulement:

1^o a) Celui qui, en tant que prêteur, offre des contrats de crédit ou consent des crédits, directement ou par l'entremise d'un intermédiaire de crédit ou d'un autre prêteur, dans le cadre de ses activités commerciales, professionnelles ou artisanales, sans être agréé ou inscrit par le ministre des Affaires économiques, dans les cas où la loi impose cet agrément ou cette inscription;

b) Celui qui, en tant qu'intermédiaire de crédit, contribue, dans le cadre de ses activités commerciales, professionnelles ou artisanales, à la conclusion d'un contrat de crédit, sans être inscrit par le ministre des Affaires économiques, dans les cas où la loi impose cette inscription;

2^o Celui qui pratique habituellement les opérations visées au 1^o alors qu'il est failli non réhabilité ou qu'il a encouru une condamnation coulée en force de chose jugée pour une des infractions prévues par l'arrêté royal n^o 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions;

3^o Celui qui fait signer en blanc ou antidate des offres et contrats visés par la présente loi;

4^o Celui qui pratique un coût total supérieur au taux annuel effectif global maximum ou, en cas d'ouverture de crédit, au taux débiteur maximum, éventuellement augmenté des frais maxima fixés par le Roi;

5^o Celui qui utilise l'une des clauses abusives visées aux articles 28 à 32;

6^o Celui qui, en infraction aux dispositions de l'article 33 de la présente loi, fait signer, dans le cadre d'un contrat de crédit, une lettre de change ou un billet à ordre à titre de paiement ou de sûreté du contrat, ou accepte un chèque à titre de sûreté du remboursement total ou partiel de la somme due;

7^o Celui qui fait signer par le consommateur ou toute autre personne une cession visée à l'article 37 de la présente loi ou aux articles 27 à 35 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs, dont les modalités ne respectent pas les dispositions de ces articles;

8^o Celui qui, sciemment, omet de restituer au consommateur la somme qui lui revient en application des dispositions de l'article 23;

9^o Celui qui réclame un quelconque paiement ou indemnité en dehors des cas prévus dans la présente loi;

10^o Celui qui, dans la mesure où ceci est interdit par l'article 67, agit comme médiateur de dettes;

11^o Celui qui contrevient aux dispositions de l'article 39;

12^o Celui qui ne se conforme pas à l'obligation visée à l'article 71, § 1^{er}, deuxième alinéa, et celui qui ne respecte pas l'obligation de communiquer ou de rectifier les données visées à l'article 71, § 1^{er}, troisième alinéa;

13^o Celui qui, sciemment, empêche ou entrave l'exécution de la mission des agents mentionnés aux articles 72 et 81;

14^o Celui qui contrevient à l'interdiction prononcée par le juge conformément à l'article 103, 2^o;

15^o Celui qui retient l'acompte qui lui a été remis et qu'en vertu des dispositions de l'article 18, § 3, il doit rembourser au consommateur qui l'a prévenu par lettre recommandée qu'il renonce au contrat.

§ 2. Est puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 200 à 10 000 francs ou d'une de ces peines seulement, le membre de la Commission de la protection de la vie privée, l'expert ou l'agent commissionné qui a violé l'obligation de confidentialité pour les faits, actes ou renseignements dont il a pu avoir connaissance en raison de ses fonctions.

§ 3. Est puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 100 francs à 50 000 francs ou de l'une de ces peines seulement, le maître du fichier, son préposé ou mandataire, ou toute personne qui a enfreint les articles 69 et 70, § 1^{er}.

§ 4. Est puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 100 000 francs ou d'une de ces peines seulement le maître du fichier, son préposé ou son mandataire, ou toute personne qui a enfreint l'article 70, §§ 2 à 4.

§ 5. Le livre 1^{er} du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, est applicable aux infractions visées au présent article.

Afdeling 2. — Strafbepalingen

Art. 101. § 1. Met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van 26 tot 50 000 frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft:

1^o a) Hij die als kredietgever, rechtstreeks of door toedoen van een kredietbemiddelaar of een ander kredietgever, in het raam van zijn handels-, beroeps- of ambachtsactiviteiten, kredietovereenkomsten aanbiedt of kredieten verleent, zonder door de minister van Economische Zaken te zijn erkend of ingeschreven, in de gevallen waarin de wet die erkenning of inschrijving oplegt;

b) Hij die als kredietbemiddelaar, in het raam van zijn handels-, beroeps- of ambachtsactiviteiten, bijdraagt tot het sluiten van een kredietovereenkomst, zonder door de minister van Economische Zaken te zijn ingeschreven, in de gevallen waarin de wet die inschrijving oplegt;

2^o Hij die de verrichtingen bedoeld in het 1^o gewoonlijk doet, terwijl hij als gefailleerde niet in eer is hersteld of een in kracht van gewijsde gegane veroordeling heeft opgelopen als bepaald bij het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 waarbij aan bepaalde veroordeelden en aan de gefailleerden verbod wordt opgelegd bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen en waarbij aan de rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegekend dergelijk verbod uit te spreken;

3^o Hij die aanbiedingen en contracten bedoeld in deze wet in blanco doet ondertekenen of antidateert;

4^o Hij die een totale kost hanteert die hoger is dan het maximum jaarlijkse kostenpercentage of, in het geval van een kredietopening, de maximum debetrente eventueel verhoogd met de maximumkosten vastgesteld door de Koning;

5^o Hij die gebruik maakt van een van de in de artikelen 28 tot 32 bedoelde onrechtmatige bedingen;

6^o Hij die, in strijd met de bepalingen van artikel 33 van deze wet, in het raam van een kredietovereenkomst een wissel of een orderbriefje ter betaling of als zekerheid van de overeenkomst doet ondertekenen of een cheque in ontvangst neemt tot zekerheid van de volledige of gedeeltelijke terugbetaling van het verschuldigde;

7^o Hij die door de consument of elke andere persoon een overdraft bedoeld in het artikel 37 van deze wet en in de artikelen 27 tot en met 35 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescher-

ming van het loon der werknemers doet ondertekenen, waarvan de modaliteiten de bepalingen bedoeld in deze artikelen niet eerbiedigen;

8° Hij die wetens en willens nalaat aan de consument het bedrag terug te geven dat hem toekomt met toepassing van de bepalingen van artikel 23;

9° Hij die enige betaling of vergoeding eist buiten de gevallen bepaald bij deze wet;

10° Hij die, in zoverre zulks door artikel 67 verboden is, als schuldbemiddelaar optreedt;

11° Hij die de bepalingen van artikel 39 overtreedt;

12° Hij die de bepalingen van artikel 71, § 1, tweede lid, overtreedt en hij die de verplichting tot mededeling of verbetering van de gegevens bedoeld in artikel 71, § 1, derde lid, niet naleeft;

13° Hij die, wetens en willens, het vervullen van de opdracht van de in de artikelen 72 en 81 genoemde ambtenaren verhindert of belemmert;

14° Hij die het door de rechter overeenkomstig artikel 103, 2°, uitgesproken verbod overtreedt;

15° Hij die het aan hem overgemaakt voorschot achterhoudt dat hij, ingevolge de bepalingen van artikel 18, § 3, dient terug te betalen aan de consument die hem met een aangetekende brief ervan heeft verwittigd dat hij de overeenkomst opzegt.

§ 2. Met gevangenisstraf van drie maanden tot één jaar en geldboete van 200 tot 10 000 frank of met een van die straffen alleen, wordt gestraft het lid van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de deskundige of de aangestelde ambtenaar voor de feiten, de handelingen of inlichtingen waarvan hij uit hoofde van zijn functie kennis kan hebben gehad, de vertrouwelijkheid schendt.

§ 3. Met gevangenisstraf van drie maanden tot een jaar en met geldboete van 100 frank tot 50 000 frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft de houder van het bestand, zijn aangestelde of lasthebber, of ieder persoon die de artikelen 69 en 70, § 1, overtreedt.

§ 4. Met gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar en met geldboete van 100 frank tot 100 000 frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft de houder van het bestand, zijn aangestelde of lasthebber of iedere persoon die artikel 70, §§ 2 tot 4, overtreedt.

§ 5. Boek 1 van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, is van toepassing op de bij dit artikel bedoelde inbreuken.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 102. Sans préjudice de l'application des règles habituelles en matière de récidive, la peine prévue à l'article 101 est doublée, lorsque l'une des infractions visées dans cet article, intervient dans les cinq ans à dater d'une condamnation coulée en force de chose jugée, prononcée du chef de la même infraction.

Art. 102. Onverminderd de toepassing van de gewone regelen inzake herhaling, wordt de bij artikel 100 bepaalde straf verdubbeld wanneer een van de in dit artikel bedoelde inbreuken zich voordoet binnen vijf jaar te rekenen van een in kracht van gewijsde gegane veroordeling wegens dezelfde inbreuk.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 103. Le juge peut, en outre, ordonner :

1° La confiscation des bénéfices illicites réalisés à la faveur de l'infraction. Cette somme est recouvrée comme l'amende;

2° L'interdiction définitive ou temporaire de pratiquer, même pour compte d'autrui, des opérations réglementées par la présente loi;

3° L'affichage du jugement ou de son résumé, pendant le délai et aux endroits qu'il détermine, ainsi que la publication du jugement ou de son résumé dans un ou plusieurs journaux, ou de toute autre manière, le tout aux frais du condamné.

Art. 103. De rechter kan bovendien bevelen tot :

1° Verbeurdverklaring van de ongeoorloofde winsten die dank zij de inbreuk werden verwezenlijkt. Dit bedrag wordt ingevorderd zoals de geldboete;

2° Het definitieve of tijdelijke verbod om, zelfs voor rekening van een ander, door deze wet gereguleerde verrichtingen uit te oefenen;

3° De aanplakking van het vonnis of van een samenvatting ervan, gedurende de termijn en op de plaatsen welke hij vaststelt, evenals de bekendmaking van het vonnis of van een samenvatting ervan in een of meer dagbladen, of op enige andere wijze, dit alles op kosten van de veroordeelde.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 104. A l'expiration d'un délai de dix jours à compter du prononcé, le greffier du tribunal ou de la cour est tenu de porter à la connaissance du ministre des Affaires économiques tout jugement ou arrêt relatif à une infraction visée par la présente loi.

Le greffier est également tenu d'aviser sans délai, le ministre de tout recours introduit contre pareille décision.

Art. 104. Na het verstrijken van een termijn van tien dagen te rekenen van de uitspraak, is de griffier van de rechtbank of van het hof ertoe gehouden de minister van Economische Zaken, elk vonnis of arrest betreffende een inbreuk bedoeld in deze wet ter kennis te brengen.

De griffier is er eveneens toe gehouden de minister elk beroep tegen dergelijke beslissing onverwijld mede te delen.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 105. Les sociétés sont civilement responsable des condamnations aux dommages-intérêts, amendes, frais, confiscations, restitutions et sanctions pécuniaires quelconques prononcées pour infraction aux dispositions de la présente loi contre leurs organes ou préposés.

Il en est de même des associés de toutes sociétés dépourvues de la personnalité civile, lorsque l'infraction a été commise par un associé, gérant ou préposé, dans le cadre des activités de la société. Ces associés sont tenus solidairement des condamnations visées à l'alinéa 1^{er}, pour autant que leur montant ne dépasse pas celui des bénéfices qu'ils ont retirés de l'opération.

Les sociétés visées à l'alinéa 1^{er} et les associés visés à l'alinéa 2, pourront être cités directement devant la juridiction répressive par le ministère public ou la partie civile.

Art. 105. De vennootschappen zijn burgerlijk aansprakelijk voor de veroordelingen tot schadevergoeding, geldboeten, kosten, verbeurdverklaringen, teruggaven en geldelijke sancties van welke aard ook, die wegens overtreding van de bepalingen van deze wet tegen hun organen of aangestelden zijn uitgesproken.

Dit geldt eveneens voor de vennoten die geen rechtspersoonlijkheid bezitten, wanneer de inbreuk door een vennoot, zaakvoerder of aangestelde is gepleegd in het raam van de werking van de vennootschap. De vennoten zijn hoofdelijk gehouden tot de in het eerste lid bedoelde veroordelingen, voor zover het bedrag ervan de winsten die zij uit de verrichting hebben gehaald, niet overschrijdt.

De in het eerste lid bedoelde vennootschappen en de in het tweede lid bedoelde vennoten kunnen rechtstreeks voor de strafrechter gedagvaard worden door het openbaar ministerie of door de burgerlijke partij.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 3. — Du retrait ou de la suspension de l'agrément

Art. 106. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions des articles 84 et 101, l'agrément visé à l'article 74 peut être retiré ou suspendu par le ministre des Affaires économiques, pour la durée qu'il déter-

mine, aux personnes physiques ou morales qui ne remplissent plus l'une ou l'autre condition prévue à l'article 75, qui n'observent pas une des dispositions de la loi ou de ses arrêtés d'exécution ou un engagement contracté lors de leur demande d'agrément.

Le retrait et la suspension d'agrément sont soumis à l'avis de la Commission bancaire et financière lorsqu'il s'agit d'organismes visés à l'article 75, § 6.

Dans sa demande d'avis, le ministre ou son délégué fixe le délai dans lequel l'avis doit être rendu. Ce délai doit correspondre à un délai raisonnable. Passé ce délai, l'avis n'est plus requis.

§ 2. Le ministre ou son délégué notifie au préalable ses griefs aux intéressés. Il porte à leur connaissance qu'ils peuvent consulter le dossier qui a été constitué, et qu'ils disposent d'un délai de deux semaines pour présenter leur défense.

Les intéressés peuvent demander à être entendus par le ministre ou son délégué et à recevoir l'avis de la Commission bancaire et financière. Au besoin, ils disposent d'un délai d'une semaine pour communiquer leurs remarques sur cet avis.

La décision du ministre est motivée et notifiée aux intéressés par lettre recommandée.

§ 3. Le retrait ou la suspension de l'agrément a une durée maximale d'un an, à partir de la publication de l'arrêté au *Moniteur belge*. Durant cette période, l'intéressé ne peut plus conclure de nouvelles opérations soumises à la présente loi.

Il doit, en cas de retrait, solliciter un nouvel agrément pour exercer une des activités visées à l'article 74.

Afdeling 3. — Intrekking of opschorting van de erkenning

Art. 106. § 1. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 84 en 101, kan de erkenning bedoeld in het artikel 74 door de minister van Economische Zaken, voor een door hem te bepalen termijn, ingetrokken of opgeschort worden voor de natuurlijke of rechtspersonen die niet meer voldoen aan een van in artikel 75 gestelde voorwaarden, die een van de bepalingen van de wet of van haar uitvoeringsbesluiten of een bij hun aanvraag om erkenning aangegane verbintenis niet nakomen.

De intrekking en de opschorting van de erkenning zijn onderworpen aan het advies van de Commissie voor het bank- en financieuzen, voor zover het instellingen betreft bedoeld in artikel 75, § 6.

In zijn aanvraag om advies bepaalt de minister of zijn gemachtigde de termijn waarbinnen het advies moet worden uitgebracht. Wanneer die termijn eenmaal verstreken is, is het advies niet meer vereist.

§ 2. De minister of zijn gemachtigde deelt zijn grieven vooraf aan de betrokkenen mede. Hij brengt hen op de hoogte dat zij het dossier dat werd samengesteld kunnen raadplegen en dat zij over een termijn van twee weken beschikken om hun verdediging in te dienen.

De betrokkenen kunnen verzoeken om gehoord te worden door de minister of zijn gemachtigde en om het advies van de Commissie voor het bank- en financieuzen te ontvangen. Voor zover nodig beschikken zij over een termijn van een week om hun opmerkingen met betrekking tot dat advies mede te delen.

De beslissing van de minister is met redenen omkleed en wordt aan de betrokkenen ter kennis gebracht bij aangetekende brief.

§ 3. De intrekking of de opschorting van de erkenning heeft een duur van hoogstens een jaar, te rekenen van de bekendmaking van het besluit in het *Belgisch Staatsblad*. Tijdens deze periode mag de belanghebbende geen nieuwe aan deze wet onderworpen verrichtingen meer afsluiten.

In geval van intrekking moet hij een nieuwe erkenning aanvragen om één der in het artikel 74 bedoelde werkzaamheden uit te oefenen.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 4. — De la suspension ou de la radiation de l'inscription

Art. 107. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions des articles 84 et 101, l'inscription visée à l'article 77 peut être radiée ou suspendue par le ministre des Affaires économiques, pour la durée qu'il détermine, aux personnes physiques ou morales qui n'observent pas une disposition de la loi ou de ses arrêtés d'exécution ou un engagement contracté lors de leur demande d'inscription.

§ 2. Le ministre ou son délégué notifie au préalable ses griefs aux intéressés. Il porte à leur connaissance qu'ils peuvent consulter le dossier qui a été constitué et qu'ils disposent d'un délai de deux semaines pour présenter leur défense. Les intéressés peuvent demander à être entendus par le ministre ou son délégué.

La décision du ministre est motivée et notifiée aux intéressés par lettre recommandée.

§ 3. La radiation ou la suspension de l'inscription a une durée maximale d'un an, à partir de la publication de l'arrêté au *Moniteur belge*. Durant cette période, l'intéressé ne peut plus conclure de nouvelles opérations soumises à la présente loi.

Il doit, en cas de radiation, solliciter une nouvelle inscription pour exercer une des activités visées à l'article 77.

Afdeling 4. — Opschorting of doorhaling van de inschrijving

Art. 107. § 1. Onverminderd het bepaalde in de artikelen 84 en 101, kan de inschrijving, bedoeld in het artikel 77, door de minister van Economische Zaken worden doorgehaald of opgeschort voor een door hem te bepalen termijn voor de natuurlijke of rechtspersonen die één van de bepalingen van de wet of van haar uitvoeringsbesluiten of de verbintenissen die zij bij hun aanvraag om inschrijving hebben aangegaan, niet nakomen.

§ 2. De minister of zijn gemachtigde deelt zijn grieven vooraf aan de betrokkenen mede. Hij brengt hen op de hoogte dat zij het dossier dat werd samengesteld kunnen raadplegen en dat zij over een termijn van twee weken beschikken om hun verdediging in te dienen. De betrokkenen kunnen verzoeken om gehoord te worden door de minister of zijn gemachtigde.

De beslissing van de minister is met redenen omkleed en wordt aan de belanghebbenden ter kennis gegeven bij aangetekende brief.

§ 3. De doorhaling of de opschorting van de inschrijving heeft een duurtijd van hoogstens een jaar, te rekenen van de bekendmaking van het besluit in het *Belgisch Staatsblad*. Tijdens die periode mag de belanghebbende geen nieuwe aan deze wet onderworpen verrichtingen meer afsluiten.

In geval van doorhaling moet hij een nieuwe inschrijving aanvragen om een der bij artikel 77 bedoelde werkzaamheden uit te oefenen.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 5. — Dispositions communes aux retraits ou suspensions d'agrément et aux radiations ou suspensions d'inscription

Art. 108. Les décisions de retrait ou de suspension d'agrément ainsi que de radiation ou de suspension d'inscription peuvent faire l'objet d'un recours devant le tribunal de commerce.

Le recours est formé par citation signifiée à l'Etat belge représenté par le ministre des Affaires économiques, dans les trois mois de la notification de la décision prise par lui.

Le recours n'a pas d'effet suspensif. Toutefois, le requérant peut demander au tribunal saisi du recours ou en cas d'urgence, au président du tribunal siégeant en référé, d'ordonner qu'il soit sursis à l'exécution de la décision entreprise.

Le retrait ou la suspension de l'agrément, de même que la radiation ou la suspension de l'inscription, sont sans effet, au regard du droit civil, sur les contrats de crédit en cours.

Afdeling 5. — Gemeenschappelijke bepalingen voor de intrekking of opschorting van de erkenningen en de doorhaling of opschorting van de inschrijving

Art. 108. Tegen de beslissing tot intrekking of opschorting van de erkenning en doorhaling of opschorting van de inschrijving kan beroep worden ingesteld voor de rechtbank van koophandel.

Het beroep moet worden ingesteld bij dagvaarding betekend aan de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de minister van Economische Zaken, binnen de drie maanden volgend op de kennisgeving van diens beslissing.

Het beroep heeft geen opschortende werking. Niettemin kan de eiser om opschorting van uitvoering van de genomen beslissing vragen aan de rechtbank waarbij het beroep is ingesteld of, in geval van hoogdringendheid, aan de voorzitter van de rechtbank, zetelend in kort geding.

De intrekking of opschorting van erkenning evenals de doorhaling of opschorting van inschrijving zijn voor de lopende kredietovereenkomsten zonder burgerrechtelijke gevolgen.

— Adopté.

Aangenomen.

Section 6. — De l'action en cessation

Art. 109. Le président du tribunal de commerce constate l'existence et ordonne la cessation des actes, même pénalement réprimés, constituant une infraction aux dispositions des articles 5, 6, 7 à 9, 14, 29 à 31, 33, 40 à 42, 44, 48 à 50, 52, 55 à 58, 63 à 65, ainsi qu'aux dispositions prises en exécution des articles 43, § 1^{er}, 2^e alinéa, et 51, 2^e alinéa, de la présente loi, conformément aux règles prévues par la législation sur les pratiques du commerce en matière d'action en cessation.

Afdeling 6. — Vordering tot staking

Art. 109. De voorzitter van de rechtbank van koophandel stelt het bestaan vast en beveelt de staking van, zelfs onder het strafrecht vallende, handelingen die een inbreuk uitmaken op de bepalingen van de artikelen 5, 6, 7 tot 9, 14, 29 tot 31, 33, 40 tot 42, 44, 48 tot 50, 52, 55 tot 58, 63 tot 65, evenals van de bepalingen genomen ter uitvoering van de artikelen 43, § 1, tweede lid, en 51, tweede lid, van deze wet, overeenkomstig de regelen inzake vordering tot staking voorzien door de wetgeving op de handelspraktijken.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre X. — Dispositions finales

Art. 110. § 1^{er}. Le Roi peut, avant le 1^{er} janvier 1993, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions de la présente loi afin de prendre les mesures nécessaires à l'exécution des obligations qui résultent pour la Belgique d'accords ou de traités internationaux.

§ 2. Le projet d'arrêté visé au § 1^{er} est soumis à l'avis motivé de la section de législation du Conseil d'Etat.

Cet avis est publié au *Moniteur belge* en même temps que le rapport au Roi et l'arrêté royal y relatif.

§ 3. L'arrêté royal pris en vertu du § 1^{er} est abrogé lorsqu'il n'a pas été ratifié par les Chambres législatives dans l'année qui suit celle de sa publication au *Moniteur belge*.

Hoofdstuk X. — Slotbepalingen

Art. 110. § 1. De Koning kan, vóór 1 januari 1993, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de bepalingen van deze wet opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen teneinde de nodige maatregelen te treffen, ter uitvoering van de verplichtingen die voor België voortvloeien uit internationale overeenkomsten of verdragen.

§ 2. Het in § 1 bedoeld ontwerp van besluit wordt aan het met redenen omkleed advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State onderworpen.

Dit advies wordt, samen met het verslag aan de Koning en het koninklijk besluit waarop het betrekking heeft, in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 3. Het koninklijk besluit genomen krachtens § 1 wordt opgeheven, wanneer het niet binnen het jaar na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* door de Wetgevende Kamers werd bekrachtigd.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 111. La loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement, modifiée par les lois du 5 mars 1965 et du 8 juillet 1970, est abrogée.

Les dispositions réglementaires non contraires à la présente loi demeurent en vigueur jusqu'à leur abrogation ou leur remplacement par des arrêtés pris en exécution de la présente loi.

Les agréments et les inscriptions qui ont été accordés sur la base de la loi du 9 juillet 1957 continuent à sortir leurs effets, pour autant que les titulaires de ces agréments ou de ces inscriptions remplissent les conditions prévues par la présente loi. Les titulaires d'un agrément ou d'une inscription qui ne remplissent plus ces conditions en seront informés par lettre, par le ministre ou son délégué; l'avertissement est, au besoin, renouvelé sous forme de lettre de rappel recommandée à la poste. Ils disposent d'un délai de six mois, à compter de cet avertissement, pour se conformer à ces conditions. A l'expiration de ce délai, il leur sera notifié soit un avis de confirmation, soit un avis de retrait ou de radiation d'office de l'agrément ou de l'inscription.

En cas de retrait de l'agrément ou de radiation de l'inscription, l'article 108 est d'application.

Le retrait de l'agrément ou la radiation de l'inscription sont sans effet, au regard du droit civil, sur les contrats de crédit en cours. Les sanctions civiles et pénales, fixées dans la présente loi, sont applicables aux agréments et inscriptions maintenus dans le cadre du régime transitoire.

Art. 111. De wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering, gewijzigd door de wet van 5 maart 1965 en de wet van 8 juli 1970, wordt opgeheven.

De reglementaire bepalingen die niet strijdig zijn met deze wet, blijven van kracht tot dat ze worden opgeheven of vervangen door besluiten genomen ter uitvoering van deze wet.

De erkenningen en inschrijvingen die zijn verleend op grond van de wet van 9 juli 1957 blijven uitwerking hebben voor zover de houders van die erkenningen of inschrijvingen de in deze wet gestelde voorwaarden vervullen. De houders van een erkenning of een inschrijving die deze voorwaarden niet meer vervullen worden daarvan door de minister of zijn gemachtigde bij brief in kennis gesteld; deze waarschuwing wordt, voor zover nodig, hernieuwd bij een ter post aangetekende herinneringsbrief. Zij beschikken over een termijn van zes maanden te rekenen van deze waarschuwing om zich naar die voorwaarden te schikken. Na het verstrijken van deze termijn wordt hun bericht dat de erkenning of de inschrijving bevestigd dan wel van ambtswege ingetrokken of doorgehaald is.

In geval van intrekking van de erkenning of doorhaling van de inschrijving is artikel 108 van toepassing.

De intrekking van de erkenning of de doorhaling van de inschrijving zijn voor de lopende kredietovereenkomsten zonder burgerrechtelijke gevolgen. De burgerlijke sancties en strafsanc-

ties bepaald door deze wet zijn toepasselijk op de erkenningen en inschrijvingen die in het raam van het overgangsregime worden gehandhaafd.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 112. Un article 36bis, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre IV de la loi du 3 juillet 1978, relative au contrat de travail :

« Art. 36bis. Sont nulles les clauses du contrat de travail autorisant l'employeur à résilier le contrat de travail sans préavis ou avant l'expiration du terme, lorsque le salaire du travailleur fait l'objet d'une saisie à la suite de contrats de crédit définis par la loi du ... relative au crédit à la consommation. »

Art. 112. In hoofdstuk IV van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst wordt een artikel 36bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 36bis. Nietig zijn alle bedingen van de arbeidsovereenkomst waarbij de werkgever ertoe wordt gemachtigd de arbeidsovereenkomst zonder opzegging of vóór het verstrijken van de termijn te beëindigen wanneer beslag gelegd is op het loon van de werknemer ten gevolge van een kredietovereenkomst bepaald door de wet van ... betreffende het consumentenkrediet. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 113. L'article 27, alinéa 3, de la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les cas d'application de la loi du ... relative au crédit à la consommation, l'acte doit reproduire les dispositions des articles 28 à 32. »

Art. 113. Artikel 27, derde lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers wordt vervangen door volgende bepaling :

« In de gevallen waarin de wet op het consumentenkrediet van ... toepasselijk is, moeten de bepalingen van de artikelen 28 tot 32 in de akte voorkomen. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 114. § 1^{er}. L'article 574 du Code judiciaire est complété comme suit :

« 8° Des demandes relatives au refus, au retrait ou à la suspension de l'agrément ainsi qu'au refus à la radiation ou à la suspension de l'inscription, opérés dans le cadre de la loi du ... relative au crédit à la consommation. »

§ 2. L'article 589 du Code judiciaire est complété comme suit :

« De la même manière, il statue sur les demandes prévues à l'article 109 de la loi du ... sur le crédit à la consommation. »

§ 3. L'article 591 du Code judiciaire est complété comme suit :

« 21° Des contestations en matière de contrats de crédit, tels qu'ils sont régis par la loi du ... relative au crédit à la consommation. »

§ 4. L'article 628, 8°, du Code judiciaire, modifié par la loi du 15 juillet 1970, est remplacé par la disposition suivante :

« 8° Le juge du domicile du consommateur lorsqu'il s'agit d'une demande relative à un contrat de crédit à la consommation régi par la loi du ... relative au contrat de crédit. »

§ 5. Un chapitre XIVbis, rédigé comme suit, est inséré dans la quatrième partie, Livre IV, du Code judiciaire :

« Chapitre XIVbis. — De l'octroi de facilités de paiement en matière de crédit à la consommation

Art. 1337bis. La demande de facilités de paiement prévue par l'article 38 de la loi du ... relative au crédit à la consommation, peut être introduite, devant le juge de paix, par requête déposée ou adressée au greffe sous pli recommandé à la poste, hormis le cas où le juge du fond a été saisi d'une demande relative à un contrat de crédit tel qu'il est visé dans la loi précitée.

Cette procédure ne peut être introduite qu'après le refus du créancier d'accorder au débiteur les facilités de paiement que ce dernier lui aura demandées, par lettre recommandée, mentionnant les motifs de la demande.

Après l'expiration d'un délai d'un mois, prenant cours à la date du dépôt de la lettre recommandée visée à l'alinéa précédent, le silence du créancier est réputé constituer une décision de refus.

Art. 1337ter. § 1^{er}. A peine de nullité, la requête contient :

1° L'indication des jour, mois et année;

2° Les nom, prénom, profession et domicile du requérant ainsi que, le cas échéant, les nom, prénom, domicile et qualité de ses représentants légaux;

3° Les nom, prénom et domicile ou, à défaut de domicile, la résidence de la personne contre laquelle la demande est introduite ou, si la demande est introduite contre une personne morale, l'indication de son siège social ou administratif;

4° L'objet et l'exposé sommaire des moyens de la demande;

5° La signature du requérant ou de son avocat.

§ 2. La requête doit également contenir la déclaration que le juge du fond n'a été saisi d'aucune demande relative au contrat auquel se rapportent les facilités de paiement demandées.

§ 3. La requête est déposée en autant d'exemplaires qu'il y a de parties à la cause.

Art. 1337quater. Sous peine d'irrecevabilité de la requête, le requérant dépose en même temps que la requête une copie du contrat de crédit.

Art. 1337quinquies. Après inscription de la requête au rôle général, les parties sont convoquées par le greffier, par pli judiciaire, à comparaître à l'audience fixée par le juge.

Une copie de la requête et des pièces justificatives sont jointes à la convocation de toutes les parties autres que le requérant.

Dans la mesure où le prêteur n'est pas une des parties convoquées, il dispose de la possibilité d'une tierce opposition.

Art. 1337sexies. Lorsque l'octroi de facilités de paiements entraîne une augmentation des coûts du contrat de crédit, le juge détermine la partie qui est à la charge du requérant.

Art. 1337septies. Le requérant perd le bénéfice des facilités de paiement s'il ne respecte pas les échéances imposées et les modalités de paiement.

Art. 1337octies. Le greffier du tribunal envoie à la Banque nationale de Belgique une copie certifiée conforme de tout jugement et arrêt coulés en force de chose jugée par lequel les facilités de paiement ont été accordées ou refusées. »

Art. 114. § 1. Artikel 574 van het Gerechtelijk Wetboek wordt aangevuld als volgt:

« 8° Van vorderingen betreffende de weigering, intrekking of opschorting van de erkenning alsook betreffende de weigering, de doorhaling of de opschorting van de inschrijving, verricht in het raam van de wet van ... op het consumentenkrediet. »

§ 2. Artikel 589 van het Gerechtelijk Wetboek wordt aangevuld als volgt:

« Op dezelfde wijze doet hij uitspraak over de vorderingen bepaald bij artikel 109 van de wet van ... op het consumentenkrediet. »

§ 3. Artikel 591 van het Gerechtelijk Wetboek wordt aangevuld als volgt:

« 21° Van de betwistingen inzake kredietovereenkomsten, zoals geregeld bij wet van ... op het consumentenkrediet. »

§ 4. Artikel 628, 8°, van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen:

« 8° De rechter van de woonplaats van de consument, wanneer het gaat om een vordering betreffende een kredietovereenkomst geregeld bij wet van ... op het consumentenkrediet. »

§ 5. In deel IV, Boek IV van het Gerechtelijk Wetboek wordt een hoofdstuk XIVbis ingevoegd, luidend als volgt:

« Hoofdstuk XIVbis — Toestaan van betalingsfaciliteiten inzake consumentenkrediet

Art. 1337bis. De vordering tot het verkrijgen van betalingsfaciliteiten, bedoeld bij artikel 38 van de wet van ... op het consumentenkrediet, kan worden ingesteld voor de vrederechter, bij verzoekschrift neergelegd ter griffie of bij ter post aangetekende brief aan de griffier, behoudens wanneer een vordering betreffende de kredietovereenkomst zoals bedoeld door hoger vermeldde wet bij de rechter ten gronde aanhangig werd gemaakt.

Deze rechtspleging kan slechts ingeleid worden nadat de schuldeiser geweigerd heeft de betalingsfaciliteiten toe te staan aan de schuldenaar welke deze laatste aangevraagd heeft bij aangetekende brief met de vermelding van de redenen ervan.

Na afloop van een termijn van één maand die een aanvang neemt op de datum van afgifte van de aangetekende brief bedoeld in het vorig lid wordt het stilzwijgen van de schuldeiser beschouwd als een beslissing tot weigering.

Art. 1337ter. § 1. Op straffe van nietigheid vermeldt het verzoekschrift:

1° De dag, de maand en het jaar;

2° De naam, de voornaam, het beroep en de woonplaats van de verzoeker en, desgevallend, de naam, voornaam, woonplaats, en hoedanigheid van zijn wettelijke vertegenwoordigers;

3° De naam, de voornaam en de woonplaats, of bij gebreke van een woonplaats, de verblijfplaats van de persoon tegen wie de vordering wordt ingesteld of, indien de vordering tegen een rechtspersoon wordt ingesteld, de maatschappelijke of administratieve zetel;

4° Het onderwerp en de korte samenvatting van de middelen van de vordering;

5° De handtekening van de verzoeker of van zijn advocaat.

§ 2. Het verzoekschrift moet eveneens de vermelding bevatten dat geen vordering betreffende de overeenkomst waarop de gevraagde betalingsfaciliteiten betrekking hebben, aanhangig werd gemaakt bij de rechter ten gronde.

§ 3. Van het verzoekschrift worden zoveel exemplaren neergelegd als er partijen in het geding zijn.

Art. 1337quater. Op straffe van niet-ontvankelijkheid van het verzoekschrift, legt de verzoeker tegelijkertijd met het verzoekschrift een afschrift van het kredietcontract neer.

Art. 1337quinquies. Nadat het verzoekschrift op de algemene rol is ingeschreven, roept de griffier de partijen bij gerechtsbrief op om te verschijnen op de terechtzitting die door de rechter is bepaald.

Een afschrift van het verzoekschrift en de stukken ter staving worden gevoegd bij de oproeping van de andere partijen dan de verzoeker.

Is de kredietgever niet een van de opgeroepen partijen, dan kan hij derdenverzet doen.

Art. 1337sexies. Wanneer het toestaan van betalingsfaciliteiten een verhoging van de kosten van de kredietovereenkomst met zich brengt, bepaalt de rechter het deel dat ten laste valt van de verzoeker.

Art. 1337septies. Het voordeel van de betalingsfaciliteiten vervalt indien de verzoeker de opgelegde termijnen en de betalingswijzen niet naleeft.

Art. 1337octies. De griffier van de rechtbank zendt een voor eensluidend verklaard afschrift van ieder vonnis en in kracht van gewijsde gegaan arrest waarbij de betalingsfaciliteiten werden toegestaan of geweigerd, aan de Nationale Bank van België. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 115. Les arrêtés royaux établis en vertu des articles 3, 5, 14, 21, 22, 43, 51, 65, § 3, et 110 de la présente loi sont soumis à l'avis du Conseil de la consommation par le ministre des Affaires économiques. Le ministre fixe le délai dans lequel l'avis doit être rendu.

A défaut d'avis émis dans le délai prévu, l'avis n'est plus requis.

Art. 115. De koninklijke besluiten welke worden vastgesteld op grond van de artikelen 3, 5, 14, 21, 22, 43, 51, 65, § 3, en 110 van deze wet, worden door de minister van Economische Zaken voor advies voorgelegd aan de Raad voor het verbruik. De minister bepaalt de termijn waarbinnen het advies dient te worden uitgebracht.

Bij gebreke van advies binnen de gestelde termijn is het advies niet meer vereist.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 116. Le Roi exerce les pouvoirs qui Lui sont conférés par les articles 3, § 1^{er}, 4^o, et § 3, 5, 21, 22, 23, 69, 70 et 71, sur la proposition conjointe du ministre des Finances et du ministre des Affaires économiques, après consultation de la Banque nationale de Belgique.

Art. 116. De Koning oefent de bevoegdheden, Hem toegekend bij de artikelen 3, § 1, 4°, en § 3, 5, 21, 22, 23, 69, 70 en 71, uit op de gezamenlijke voordracht van de minister van Financiën en van de minister van Economische Zaken, na raadpleging van de Nationale Bank van België.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 117. Les infractions aux arrêtés pris en exécution de la présente loi sont recherchées, constatées et punies conformément aux dispositions des chapitres VIII et IX de la présente loi.

Art. 117. De inbreuken op de besluiten genomen ter uitvoering van deze wet worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig de bepalingen van de hoofdstukken VIII en IX van deze wet.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 118. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur aux dates fixées par le Roi et au plus tard douze mois après la publication de celle-ci au *Moniteur belge*.

Art. 118. De bepalingen van deze wet treden in werking op de data die de Koning bepaalt en uiterlijk twaalf maanden na haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé demain aux votes réservés, ainsi qu'au vote sur l'ensemble du projet de loi.

De aangehouden stemmingen en de stemming over het ontwerp van wet in zijn geheel hebben morgen plaats.

Dames en heren, onze agenda van vandaag is afgewerkt. Notre ordre du jour est ainsi épuisé.

INTERPELLATIE — INTERPELLATION

Verzoek — Demande

De Voorzitter. — Mevrouw Aelvoet wenst de Vice-Eerste minister en minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen te interpelleren over « de nieuwe elementen in het SST-dossier ».

Mme Aelvoet désire interpellier le Vice-Premier ministre et ministre des Communications et des Réformes institutionnelles sur « les éléments neufs dans le dossier du TGV ».

De datum van deze interpellatie wordt later bepaald.

La date de cette interpellation sera fixée ultérieurement.

De Senaat vergadert opnieuw donderdag 14 februari 1991, om 15 uur.

Le Sénat se réunira le jeudi 14 février 1991, à 15 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(De vergadering wordt gesloten om 17 h 35 m.)

(La séance est levée à 17 h 35 m.)